Tome XXI N° 3 *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 1er Mai 1925

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Le Pacte à Cinq

et le Gouvernement du Désordre moral

De toutes les manières d'aller à l'abîme, la plus sûre est d'y aller les yeux clos et sous la conduite d'un aveugle. Si, de ces malheureux que la misère des temps nous a donnés pour chefs, et entre lesquels nous ne faisons que quitter l'un pour l'autre, il ne servirait à rien d'ouvrir les yeux à jamais éteints, il faut déciller de gré ou de force ceux des nôtres qui peuvent voir encore. Puisqu'elle n'a pas de gouvernement, et que parfois même elle semble avoir un antigouvernement, c'est à la France de se sauver toute seule. Or, la première condition pour qu'elle se sauve est qu'elle se défende, et pour qu'elle réagisse, qu'elle sache. A peu près tout ce qui va être repris ici a été déjà dit, mais perdu dans le détail, négligé ou oublié au jour le jour. Les faits ne frappent bien qu'en faisceau. On voudrait que leur regroupement fût une simple, franche et, au besoin, brutale introduction à la lumière.

*
* *

Au traité de Versailles du 28 juin 1919 était annexée une convention par laquelle la Grande-Bretagne s'engageait,

conjointement avec les États-Unis, à soutenir la France dans le cas où, sans provocation de sa part, elle serait de nouveau en butte à une agression allemande. En ce qui concerne les États-Unis, cette convention est tombée en même temps que le traité, qu'ils se sont refusés à ratifier ; et, comme la Grande-Bretagne avait pris soin de faire dépendre son aide de l'assistance américaine, en ce qui la concerne aussi, bien qu'elle ait ratifié le traité de paix en bloc, l'acte additionnel a été tenu pour nul, et n'a même pas été présenté à l'approbation du Parlement britannique.

Une telle garantie valait ce qu'elle valait. Moralement très forte, pratiquement elle nous eût peut-être ménagé des déceptions, car l'Amérique est loin, et l'Angleterre n'aurait sans doute pas été plus prête au jour du péril qu'elle ne l'était en août 1914. Mais enfin nous l'avions. On nous l'avait donnée. Et non pas en don gratuit. Nous l'avions reçue en échange d'une autre, considérée à juste titre par nous comme beaucoup plus efficace, et à laquelle, avec une insistance qui ressemblait à une contrainte, on nous demandait de renoncer, la frontière militaire du Rhin : je ne dis que frontière *militaire*. Du même coup nous acceptions, — le sacrifice était pénible, — de maintenir l'œuvre néfaste de 1815, et les chères provinces que nous retrouvions nous revenaient toujours ouvertes par les brèches de Landau et de la Sarre.

Nous demeurions donc « en l'air ». Non seulement les mains vides, mais, dans une certaine mesure, les mains liées. Le plus curieux est que ce n'est pas nous qui nous plaignions. D'autres, moins patients ou moins polis, n'auraient pas longtemps retenu le mot de « manque de foi ». Au contraire, c'est à nous qu'on ne s'est pas privé de reprocher notre manque de calme, et quelques-uns notre excès de nerfs. A peine nous a-t-on fait grâce de « la peur ». Mais on nous en voulait presque de penser à notre sécurité et d'en parler, comme si on ne nous avait pas obligés à en chercher au moins le complément hors de nous-mêmes.

D'un air agacé, à la fois charitable et dédaigneux, M. Lloyd George nous proposa, à Cannes, au commencement de 1922, un pacte trop unilatéral pour n'être pas un geste de protection. Son défaut personnel de tact, s'ajoutant au sentiment commun de la supériorité anglo-saxonne, l'empêchait de comprendre que la France ne peut pas être une nation protégée, et qu'elle ne traite qu'à égalité. M. Briand

fut brusquement ou se crut parlementairement rappelé à Paris. Il passa la main à M. Poincaré. A travers tous les incidents dont furent remplies l'année 1922 et surtout l'année 1923, qui vit l'occupation de la Ruhr, en poursuivant les réparations, nous ne cessâmes point de songer en outre, et beaucoup d'entre nous d'abord, à la sécurité.

*
* *

Puis arriva la catastrophe du 11 mai 1924. A la politique d'intention réaliste de M. Poincaré succéda l'*apolitique* idéologique ou plutôt phraséologique, logocratique, verbomotrice de M. Édouard Herriot. Bientôt on alla à Genève disputer le prix d'éloquence. L'équipe française fut incomparable : elle l'emporta de haute lutte. On lui décerna avec félicitations du jury un diplôme d'arbitrage général et permanent, mais écrit sur ce faux parchemin que l'esprit d'économie et le renchérissement de toutes choses ont substitué à l'original dans les fournitures d'école, et au bas duquel ne figurait, comme délégation des grandes Puissances, qu'une seule signature, la sienne.

J'avais noté, d'après des témoignages d'une particulière valeur, combien elle s'était méprise sur la portée de son succès oratoire, commettant là l'erreur d'un comédien qui, dans une pièce à thèse, prendrait les applaudissements pour une adhésion. Le 25 mars, à la Chambre des Communes, M. Austen Chamberlain a constaté bien plus durement le résultat négatif de cette joute vaine. « M. Mac-Donald et M. Herriot, a-t-il dit, se rendirent ensemble à Genève, ils virent, ils vainquirent. *Rien ne pouvait aller mieux jusqu'au moment où les neutres et l'assemblée devant laquelle ils avaient parlé purent réfléchir un instant sur la teneur des discours prononcés.* » Mais vint l'instant de réfléchir. « Tout aussitôt il apparut que les deux Premiers britannique et français étaient irrémédiablement opposés l'un à l'autre dans les solutions qu'ils avaient présentées. » Néanmoins une formule d'accord fut cherchée, et « *je suppose*, insiste non sans ironie le principal secrétaire d'État aux Affaires étrangères (qui, s'il le suppose seulement, avoue qu'on en pourrait douter), *je suppose qu'alors les deux premiers ministres pensaient sérieusement qu'ils réussiraient à s'entendre sur cette formule* ».

Ils le pensaient si sérieusement qu'ils partirent. « Les distingués visiteurs, — c'est encore M. Chamberlain qui s'exprime ainsi, — laissèrent le soin à leurs représentants d'élaborer cette formule d'accord international. » En l'espace de six semaines, — un clin d'œil pour une pareille œuvre, — moins de temps qu'il n'en faut au Cabinet britannique et à la Chambre des Communes pour discuter un projet de réforme électorale, — l'affaire fut faite. « Peut-on ne pas comprendre pourquoi, dans ces conditions, il nous fut impossible de recommander au Parlement la ratification du protocole de Genève? »

Dans son opiniâtre amour-propre d'auteur, M. Henderson se berce encore de l'espoir de voir adopter le protocole, après en avoir amendé quelques passages. « A-t-il songé que, quand ces changements nécessaires auraient été faits par nous, et quand certaines réserves auraient été faites par d'autres nations, le protocole serait vraiment devenu un tout petit document qui ne pourrait guère ajouter quoi que ce soit à la sécurité du monde? » Pour en finir, le ministre tranche le dernier fil : « Le gouvernement actuel, proclame-t-il tout net, se déclare incapable de ratifier le protocole, et, en cela, il est d'accord avec les gouvernements des Dominions et de l'Inde. »

Voilà une incapacité dont il nous faut prendre acte, comme de plusieurs autres. A la place de la frontière militaire du Rhin que l'on s'était d'abord déclaré incapable de nous accorder, on nous avait remis un engagement de concours que l'on s'est déclaré incapable de tenir. Puis, à la place de cet engagement caduc, on nous a (M. Lloyd George à Cannes) fait entrevoir une promesse d'assistance conçue dans un esprit tel que nous avons dû nous reconnaître incapables de la recevoir, et nous nous sommes retirés avec rien. Pendant deux ans nous n'aurions donc rien eu, absolument rien, ni pour la sécurité, ni pour les réparations, si nous n'avions pas nous-mêmes pris des gages dans la Ruhr et des sûretés en Rhénanie. Ensuite, à la place des uns et des autres, des sûretés et des gages, que l'on s'est déclaré incapable de nous laisser, et que nous nous sommes (car il faut être juste) montrés incapables de conserver, même sans permission, on a glissé le film du protocole de Genève, en trois tableaux d'ailleurs rangés dans un mauvais ordre : arbi-

trage, désarmement, sécurité. Maintenant on se déclare incapable de le représenter, mais ce n'est pas tout ; M. Austen Chamberlain marque de deux traits précis la position de la Grande-Bretagne : « J'ai eu à dire à M. Herriot et aux autres ministres des Affaires étrangères que le gouvernement anglais ne pouvait pas signer le protocole de Genève. J'ai ajouté que le gouvernement anglais ne pouvait offrir au gouvernement français ni au gouvernement belge un pacte de garantie unilatéral dirigé contre l'Allemagne. »

*
* *

Alors? Alors, c'est l'Allemagne qui offre. — Spontanément? — Tout ce qu'on peut dire, c'est que l'Angleterre répond par une confiance empressée. M. Chamberlain est convaincu que l'Allemagne « a fait une tentative sincère et honnête pour amener un meilleur état de choses ». Il ne se demande pas d'où est venue cette illumination subite. Peut-être le sait-il. En tout cas, il estime que « les propositions allemandes » doivent être étudiées avec la plus sérieuse attention. Il appuie, en pesant un peu, sur l'avantage qu'il y aurait à « transformer en un accord amical, volontairement conclu de part et d'autre, ce qui est maintenant une paix imposée par les vainqueurs aux vaincus ».

A son exemple, nous ne nous demanderons pas s'il est bien habile de paraître adopter de la sorte le point de vue allemand, ni si cet ancien élève de notre École des Sciences politiques connaît beaucoup de paix qui n'aient pas été imposées par les vainqueurs aux vaincus. Encore moins aurons-nous l'indiscrétion de lui demander ce qu'il resterait de l'Empire britannique si l'on ne lui laissait que ce qui y est entré par un accord amical volontairement conclu.

En revanche, nous lui demanderons tout de suite ce qu'est devenu le rapport de la Commission de contrôle des armements allemands, quelle importance il y attache, quelles conséquences il en tire. Nous lui demanderons aussi comment il concilie cette « tentative sincère et honnête » de l'Allemagne avec les sentiments violents qui ont éclaté, autour de la candidature de Hindenburg, dans tous les documents de la campagne pour l'élection du président du Reich, et où tous les partis, nationaux et soi-disant internationaux, des « racistes » aux communistes, ont fait assaut

d'exaltation pangermaniste. Tandis que M. Austen Chamberlain aperçoit « l'aube possible d'un jour meilleur », des comités annoncent, si l'Allemagne vote noir, blanc et rouge, « une aurore qui sera la mort du Français », — *das macht den Franzmann tod.*

Étudions, soit. Mais, quand l'Allemagne, depuis 1919, a-t-elle été « honnête »? Aujourd'hui, quand est-elle « sincère »? Est-ce « l'aube » britannique qui se lève ou « l'aurore » allemande qui se prépare? Nous n'offenserons certainement pas un noble lord, d'autant plus chatouilleux sans doute sur ce chapitre que sa noblesse est plus récente, en exprimant le désir d'avoir, de l'étonnante conversion de l'Allemagne, une caution plus « bourgeoise » que celle de lord d'Abernon.

Bref, plus de protocole. Pas de pacte à trois, Grande-Bretagne, France, Belgique, en face de l'Allemagne. Le gouvernement anglais n'envisage qu'un pacte à quatre, ou à cinq (si l'Italie s'y associait), mais tout le monde, amis d'hier et ennemis d'hier, du même côté de la barricade ; ou plutôt point de barricade, plus de camps, plus d'adversaires, et partant, en fait, plus d'alliés ; plus de combattants éventuels, rien que des contractants, supposés tous également pacifiques, sincères et honnêtes, de bonne foi et de bonne volonté. On a beau croire à la perfectibilité de l'espèce humaine, jusqu'en ses variétés qui, par le passé, ont persévéré le plus obstinément dans leur être, cette hypothèse est quand même si forte que, malgré soi, on cherche pour les besoins de quelle cause elle peut bien être faite. Une petite lueur jaillira peut-être d'un rappel opportun des données psychologiques et historiques qu'on était fondé à regarder comme les conditions permanentes de la politique européenne.

C'est ici qu'« il convient que toute lâcheté soit morte ». Osons braver l'accusation de maladresse ou même d'inconvenance. Il n'est plus temps de finasser. Ni phrases, ni périphrases. Ni nuées, ni buées. Le *vrai* seul. Le *réel* impassible, inexorable. Le visage des peuples vu dans un miroir d'acier.

*
* *

L'Allemand avant tout, puisque c'est de lui qu'on veut tout faire dépendre. Faut-il répéter, pour des gens qui font

profession de nier les miracles, l'avertissement de ne pas trop compter sur celui de la « démocratie allemande »? Cette Europe, qu'il s'agit de restaurer, ne saurait se construire en imagination d'après des statistiques électorales mal ou tendancieusement interprétées, et les républicains de là-bas, Centre compris, sont d'un modèle singulier. Elle-même, la Constitution de Weimar, par l'étendue qu'elle abandonne au pouvoir présidentiel, et par sa vigueur unifiante, n'est guère qu'une pierre d'attente pour la réédification de l'Empire.

Non plus qu'on ne doit se fier, pour transformer l'Allemagne, aux vertus d'une démocratie douteuse à tous les égards, on ne doit pas trop attendre des bienfaits incertains de la *kultur*. Il serait absurde de contester la haute valeur de la science allemande. Mais elle n'a qu'une valeur « instructive », elle n'a pas de valeur « éducative ». Elle ne « cultive » que le cerveau, elle laisse l'âme et le cœur en friche. Elle pompe toutes les énergies mentales et néglige toutes les réserves morales. Elle « mécanise » l'homme même, sous prétexte d'organiser la nation. Elle ne l'humanise pas davantage. En somme, cette culture n'apporte pas à ceux qu'elle touche un accroissement d'humanité. C'est la différence essentielle entre elle et « la civilisation ».

Quand il change de régime, l'Allemand ne fait que changer de caserne, d'école ou d'atelier. Il lui faut toujours un sergent, un maître ou un contremaître. Il est naturellement imitateur, moutonnier ; si le premier de la troupe saute, il saute et il suit. Le respect est chez lui une forme de l'embarras. Que ferait-il, n'étant pas conduit? Aussi sa crédulité est-elle sans limites. Mirabeau observait déjà vers 1785 : « On ne sait pas ce que sont les gazettes pour ce peuple-ci. » Les choses qu'on ne lui a pas dites, il les entendra peut-être un jour, mais il n'y croira pas. Ainsi de sa défaite de 1918. S'il était vrai que l'Allemagne eût été vaincue, le gouvernement le lui aurait dit, parce qu'il est l'Allemand, parce que son gouvernement est allemand, parce qu'il n'y a qu'une vérité, qu'une honnêteté, qu'une fidélité : la vérité, l'honnêteté, la fidélité allemandes. Tout cela lui compose de lui-même une opinion niaisement superbe. Tandis qu'il a la tête dans les étoiles, il se laisse mener par le bout du nez.

Le milieu politique et social qui s'était formé en Allemagne durant les quarante-quatre années de 1870 à 1914

a été tout ensemble consolidé et bouleversé pendant les dix années suivantes, les quatre ans de guerre, les six ans écoulés depuis l'armistice. Les quarante-quatre précédentes années avaient été celles de l'industrie conquérante dans la lutte ; les dix dernières ont été celles de la grosse industrie triomphante dans le désastre. Durant la première période, la puissance déjà très forte, et qui allait sans cesse empiétant, de la caste nouvelle rencontrait pourtant encore le contrepoids des anciennes castes : les militaires, les junkers, les agrariens, l'aristocratie ou, d'un mot plus large, la grande propriété rurale, origine et réduit de toute féodalité.

Après la guerre, plus d'obstacle. Tantôt traitant les autres classes et les autres groupes en amis, et les caressant, les flagornant, tantôt les écartant ou les domestiquant, l'industrie lourde règne et abuse. Il ne se dresse en face d'elle rien qui l'arrête. Ne parlons pas des universités qui adoptent successivement tous les systèmes, ni des églises qui s'accommodent à tous les temps, ni de l'administration qui survit aux uns et aux autres, immuable, identique à elle-même, conservant les idées dans les formes et perpétuant l'habitude en routine. Ne parlons pas non plus du socialisme qui, en Allemagne, n'a jamais cessé d'être, lui aussi, un corps de fonctionnaires, dociles hier à l'empereur, maintenant aux Krupp, aux Stinnes, aux Thyssen.

Il manquait encore aux magnats des mines, de la métallurgie et de la banque d'avoir leurs hommes au pouvoir, ils les y ont mis en la personne des Cuno, des Luther, des Stresemann. Ils tiennent l'Allemagne dans leur poche, comme les junkers la tenaient sous leur poing, et les militaires sous leur botte. Qu'est-ce qui résisterait? Les communistes, c'est-à-dire une poignée d'hommes et de femmes, une infime minorité étouffée par la masse de la nation. Un repoussoir, un spectre, une doctrine, des figures, des vies, des réputations qui font peur.

Derrière tous les changements de façade, aucun changement. A peine une translation de caste à caste, une transposition, entre l'armée et l'industrie, du même esprit, des mêmes méthodes, des mêmes procédés, de la même politique, du même jeu. Rappelons-nous toutes les grimaces, comiques ou tragiques, de ces masques : l'entrevue de Konopischt, le coup monté après l'attentat de Serajevo, le faux départ en vacances, l'alibi du voyage dans le Nord, le feu soufflé

sur l'étincelle autrichienne, la volonté de paix russe paralysée, les propositions conciliantes de l'Entente éludées, la proclamation énervante du « Kriegsgefahrzustand », la mobilisation précipitée et du reste déjà commencée en secret, le chiffon de papier, l'invasion de la Belgique, la terreur érigée en moyen de guerre, suivant les préceptes et les exemples du grand Frédéric, le mensonge organisé au dedans et au dehors, cette conspiration de l'hypocrisie et de la sottise, de la duplicité et de la stupidité, qui, avec une patience infernale, poursuit quatre ans entiers son œuvre abominable, et que ne découragent ou ne lassent ni la colère, ni l'indifférence, ni l'indignation, ni le mépris, Puis, la guerre perdue, l'idée aussitôt née qu'on peut encore gagner la paix, et, s'il faut renoncer à faire la paix blanche, qu'on peut toujours rendre la paix nulle. Dans ce dessein, on commence par avoir l'air de discuter sérieusement. Le jour de la signature approchant, les personnages qualifiés s'effacent. Au lieu d'eux, dans l'auguste assemblée, sous les regards fiévreux de la foule, s'avancent deux ou trois fantoches, des comparses que personne ne connaît et que personne ne reconnaîtra. Il n'y a qu'un chiffon de papier de plus.

Et ce sont les quatre années de 1920 à 1924. Sous le nom de paix, de la part de l'Allemagne, la guerre continue. Comme dans la guerre, elle s'attache à diviser les Alliés, en entreprend le siège séparément, câline les uns, regimbe contre les autres, s'offre et se dérobe à tous, les traîne de conférence en conférence, les berne de protestations, les étourdit de marchandages, coupant de gémissements et de feintes défaillances les faux commencements d'exécution, essayant d'intervertir les rôles et de retourner les sympathies, un jour prenant des poses de victime, le lendemain fanfaronne, attentive seulement à ne pas payer, et, pour ne pas réparer ses crimes, y ajoutant une énorme escroquerie, précipitant elle-même la chute de sa monnaie, chargeant l'État allemand, s'il avait quelque probité, d'un fardeau qui écraserait on ne sait combien de générations...

Eh ! quoi, la ruine volontaire? Quelle sottise ! C'en serait une, si c'était véritablement la ruine. Mais, au bout du compte, cette ruine de l'État allemand ne serait pas nécessairement celle de la nation allemande, en tout cas pas celle des gros industriels, et, pour eux, l'État, c'est eux ; cette ruine financière, ou plus exactement cette débâcle monétaire, ne serait

pas la ruine économique ; cette faillite, banqueroute même, tournerait peut-être en un bon placement. La preuve que le plan n'était pas si bête, qu'il pouvait réussir, c'est qu'il a réussi ; c'est que l'Allemagne n'a plus de dette intérieure, que l'industrie travaille à plein rendement, avec un outillage formidablement accru, que le budget ignore les restrictions parce que le Trésor ignore la gêne, et que le mark redoré se rit du franc qui se désargente.

Science sans conscience mise au service de la force sans mesure et sans frein ; envahissante, impérialiste dans l'industrie et le commerce comme dans la guerre ; meurtrie d'une chute si rapide et si profonde, puisqu'elle est tombée non seulement du haut de sa puissance militaire, mais du haut de son rêve hégémonique ; enragée de haine et de rancune, furieuse jusqu'à la folie de voir que sa déroute, qu'elle avait réussi à camoufler en révolution, s'est manifestée à tous les yeux, même aux siens, par l'occupation de la Ruhr ; irritée de ne pouvoir attendrir ni juges ni témoins par ses larmes de crocodile, quoique ne désespérant pas de fausser l'histoire, et d'en faire reviser les arrêts, avant ou après les traités ; à travers tout, cyniquement infidèle à la parole donnée ; insoucieuse des engagements les plus sacrés ; guettant l'occasion de brandir ce couteau qui reste toujours aux vaincus, et qu'elle a su cacher : telle est l'Allemagne de ce moment et de tous les moments, l'Allemagne d'hier, d'aujourd'hui et de demain, telle est « l'éternelle Allemagne ».

*
* *

Passons maintenant non à l'autre parti, car l'Angleterre n'admet pas qu'il y en ait, mais aux autres parties, et constatons, de ce côté, un progrès. Les Anglais commencent à comprendre que le détroit, qu'au temps de Voltaire un grand seigneur bel esprit appelait avec emphase « l'Océan », n'est plus qu'un simple fossé, si même il en est un encore ; qu'elle n'est pas plus protégée par lui désormais qu'un vieux château ne l'est par ses douves contre l'artillerie et l'aviation ; que cette ligne d'eau a besoin d'être couverte assez loin en avant et pour ainsi dire « éclairée » par une première ligne d'eau, et que, par conséquent, elle a un intérêt à surveiller le Rhin.

Mais il faut voir l'Angleterre comme elle est et prendre les

Anglais comme ils sont. On prête à lord Grey, sur le compte de ses compatriotes, un mot trop sévère pour qu'un étranger, à qui un défaut de gratitude pèserait plus qu'un excès de reconnaissance, se permette de le rapporter. On en peut retenir, en l'adoucissant beaucoup, que, de l'aveu de l'un de leurs *representative men*, pour tout ce qui n'est pas strictement anglais, l'Anglais est souvent buté et fermé. Son intelligence est bornée de toute part et de très près par une conception spécifiquement britannique du monde. Il ne connaît que lui, et nous, nous le connaissons mal.

A la base de nos jugements et de nos constructions, il y a une erreur énorme, qui consiste à croire que l'Angleterre est une puissance européenne. Nullement. L'Angleterre est une puissance extra-européenne, et quelquefois anti-européenne. Elle est en marge de l'Europe et elle s'y tient, à moins qu'elle ne se dresse en face d'elle et ne se pose contre elle. Elle s'est toujours séparée du continent auquel les géographes s'obstinent à la rattacher sur la carte. Elle l'a divisé, moins pour y régner que pour empêcher que d'autres n'y règnent. Elle y a fait inflexiblement, infatigablement, avec le double entêtement du crâne et de la mâchoire, la politique du « chien du jardinier ». Elle a longtemps estimé qu'il lui fallait tenir sans cesse l'Europe occupée à quelque chicane, ou du moins en état de méfiance hargneuse, pour se garder à elle-même les mains libres par toute la terre, ces mains à toute heure prêtes à s'abattre sur tout ce qui était bon à prendre. D'où l'on a pu dire qu'elle favorise sur le continent, avec une constance qui laisse défiler les temps sans les distinguer, la deuxième puissance par crainte de la première, et penser, en poussant l'observation à bout, qu'il n'eût pas répugné à ses calculs, l'Allemagne abattue par la guerre, d'amoindrir la France par la paix. Quoi qu'il en soit, demander aux Anglais de se conduire comme « de bons Européens », c'est leur demander trop ; c'est presque leur demander de n'être plus Anglais.

L'Empire britannique n'est pas européen, il est universel. Sa figure totale ne peut se voir que sur la mappemonde. Ce n'est point, à l'ouest de l'Europe, ces deux îles bossues. C'est, dans les deux hémisphères, tant de régions très vastes, beaucoup plus vastes que l'Angleterre elle-même, ou même que l'Europe ; et c'est toutes les mers. Il est donc bien universel, en ce sens qu'il vise à être à soi-même tout son univers :

ainsi s'explique la boutade de M. Lloyd George, lorsqu'on se refusait à accepter ses sommations, qu'il se désintéresserait de l'Europe, et que la Grande-Bretagne s'arrangerait, se tirerait d'affaire par son empire. De là sa force virtuelle. Mais il est universel aussi en ce sens qu'il s'épand dans tout l'univers, et qu'il est, à cause de son immensité même, composé de parties très hétérogènes qui y rassemblent toutes les races, tous les milieux, tous les moments. De là sa faiblesse actuelle.

La moelle épinière de ce corps dispersé, sinon disloqué, est la ligne qui, de Londres, rejoint les Indes et l'Australie en passant par Gibraltar, Malte et Port-Saïd. Une piqûre enfoncée droit sur cette ligne-là amènerait vite la paralysie. Le *Foreign Office* le sait mieux que personne, et, comme il est peu capable d'avoir à la fois plusieurs idées, il est obsédé de cette vision et sacrifie tout à la nécessité de protéger les points qui ne sont en effet rien de moins que les centres vitaux de l'Empire. La Grande-Bretagne est située dans l'Océan Atlantique, Manche et Mer du Nord. Mais on pourrait dire sans paradoxe que la clef de l'empire britannique est dans la Méditerranée Il faut que l'Angleterre ait à toute heure la Méditerranée libre, surtout la Méditerranée orientale, et, pour cela, qu'elle l'ait en quelque sorte à elle seule, rejetant vers la Méditerranée occidentale, où elle en ferait des auxiliaires de sa police, les puissances ambitieuses qui pourraient couper, troubler ou menacer ses voies.

Le reste lui est indifférent, ou presque, ou le devient aisément par comparaison. En outre, le peuple anglais est un peuple de banquiers, de marchands, d'hommes d'affaires et de marins au service de toutes ces affaires. La Grande-Bretagne n'est que la Cité de Londres développée jusqu'aux extrêmes limites du globe, que la Tamise ayant voulu traverser la terre. C'est le plus haut sommet qu'ait jamais atteint l'égoïsme sacré. Supposez que Rome, au lieu de détruire Carthage, se la soit annexée, et qu'à la longue, tant bien que mal, les deux substances aient fait un alliage. L'Angleterre est, dans le monde contemporain, comme un mélange de Rome et de Carthage, avec moins d'éléments romains (ce n'est pas une nation militaire) que de carthaginois (c'est une nation mercantile). Même quand elle semble agir en faveur des autres, elle pense à soi. Mais elle n'empêche pas que les autres pensent à eux-mêmes, au moins quand elle

n'en fait point les frais directement ou indirectement. Si elle ne se sent pas chargée de faire notre politique, mais la sienne, elle aime assez le *fair play*, ou simplement la lutte, ou simplement le *sport*, pour ne pas trouver mauvais que nous la fassions. Et, même si elle devait le trouver mauvais, souvenons-nous que l'Anglais ne prend tout à fait conscience du monde extérieur que lorsqu'il se heurte à un corps dur.

Pour tous les grands empires, le danger est de dépasser leurs possibilités. Il est manifeste, à plus d'un symptôme, que l'Empire britannique a atteint les siennes. S'il n'éclate pas, ne se déchire pas, ne se détend que lentement, c'est précisément que, la trame étant moins serrée, le tissu est plus lâche. Mais il se détend chaque jour un peu plus. Le moins que nous puissions faire, c'est de le savoir, et de ne pas nous comporter vis-à-vis de l'Angleterre comme si nous ne le savions pas.

*
* *

Ce que l'on vient de dire des intérêts méditerranéens de la Grande-Bretagne donnerait logiquement créance au bruit qui a couru de la préparation d'un pacte anglo-italien pour la Méditerranée. Ce bruit a été démenti et je veux le croire faux, mais il n'est pas douteux qu'une combinaison de ce genre ait sa place dans le champ des hypothèses possibles. De même il n'est pas difficile de démêler les raisons qui inviteraient l'Italie, bien qu'elle ne soit pas engagée sur le Rhin, à entrer dans le pacte des Cinq.

Pendant l'été de 1915, après qu'elle eut déclaré la guerre à l'Autriche et avant qu'elle l'ait déclarée à l'Allemagne, un observateur qui eût imité les grands Florentins aurait pu écrire, en forme d'aphorisme :

« Quand les événements ont tourné de telle sorte que tu t'es trouvé obligé, pour toi-même, de prendre parti avec l'un contre l'autre, rien ne te contraint à attaquer ou à combattre le troisième, même en guerre avec le premier, parce que, de deux choses, l'une : ou ce tiers sera le plus fort, et il te saura gré de tes ménagements, ou il sera battu, et il aura besoin de tes bons offices. Telle alliance peut être nécessaire pour la guerre, telle autre préférable dans la paix. La nature a donné à l'homme deux pieds pour qu'il soit plus solide que sur un seul. Il n'y a que les fous qui, par gageure ou témérité, se coupent une jambe. »

Sous ce langage sibyllin, voici ce qu'on eût pu entendre.

Au cours de l'année 1915, les événements s'étaient déroulés de telle sorte que l'Italie, pour ne pas manquer au signe du Destin, avait dû se déclarer avec l'Entente contre l'Autriche ; elle se trouvait, par là, entraînée à rompre avec l'Allemagne, mais elle ne se pressait pas de l'attaquer ni de la combattre, bien que l'Allemagne fût en guerre avec l'Entente. Ou l'Allemagne serait la plus forte, et, malgré la déclaration de neutralité italienne d'août 1914, malgré la « guerre guerroyée » — *guerra guerreggiata* — faite par l'Italie à l'Autriche, elle accorderait à son ancienne alliée un traitement moins rigoureux. Ou l'Allemagne serait battue, et l'Italie, en prêchant aux vainqueurs, dont elle serait, la modération, se garderait ouverts tous les chemins et tous les sentiers.

Les circonstances avaient voulu qu'elle fît la guerre aux côtés de l'Entente, mais elles voudraient peut-être qu'elle fût rejetée dans la paix du côté de l'Allemagne. Des deux pieds que la nature lui a donnés, elle s'appuyait sur l'un, et l'autre restait suspendu. Après avoir conquis avec l'Entente, contre l'Allemagne, aux dépens de l'Autriche, le Trentin, Trieste, l'Istrie et quelques îles de la côte dalmate, il serait beau qu'elle se les fît garantir par l'Allemagne comme par l'Entente. Ainsi, sautant d'un pied sur l'autre, elle retomberait plus ferme et plus solide sur les deux.

Il y a plus, et, le passé réglé, il fallait prudemment envisager l'avenir. Aux jours de l'hésitation anxieuse, qui s'était prolongée pendant plusieurs mois, l'Italie avait eu quelque peine à fixer son choix entre ses deux irrédentismes, l'adriatique et le méditerranéen. Si finalement elle avait fait passer en tête l'irrédentisme adriatique, ce n'était pour elle qu'un ordre de préférence et la satisfaction du premier n'a pas supprimé le second. Pour toute sorte de motifs qu'il serait trop long d'exposer ici, il faut que l'Italie conserve toujours un irrédentisme à satisfaire. Il le faut pour la monarchie, mais il le faut aussi et autant pour la nation ; son unité entrerait en péril à l'instant même où elle la croirait achevée. Mécontente de ce qu'elle juge lui avoir été refusé encore dans l'Adriatique supérieure, il lui reste des convoitises dans la Méditerranée occidentale, où ses revendications plus ou moins exprimées, plus ou moins comprimées, croisent, pour se combiner avec elles, les nécessités britanniques.

D'autre part, la Grande-Bretagne et l'Italie se rencontrent en un sentiment commun, qui est pour l'une la volonté de ne pas laisser se former, pour l'autre la peur de voir se former sur le continent européen, tout près d'elles, une hégémonie, une *prepotenza*, qui les touche l'une dans sa puissance et son orgueil, l'autre dans son ambition et sa vanité. Heureusement, le peuple italien est doué d'une telle souplesse qu'on ne sait jamais, avec lui, quelle sera sa position dernière, qui, au surplus, n'est jamais définitive. Ses vieux toxicologues, aux beaux siècles de leur faveur, classaient les substances sous trois rubriques : le poison, l'antidote, un deuxième poison pour neutraliser les effets de l'antidote. Mais ces trois termes n'épuisent pas la série, par grande chance, et il n'est pas défendu d'espérer qu'on trouverait, dans l'occurrence, un nouvel antidote contre le nouveau poison.

A cet égard, toutefois, on ne doit pas se dissimuler que le fascisme n'a point amélioré la situation. A l'intérieur, cette révolution contre la révolution aura donné peut-être de bons résultats. A l'extérieur, elle n'est pas faite pour rassurer, car l'Homme qui est sorti du rang des hommes par la violence, le Dictateur, le *Tiranno*, n'a de solidité que sa popularité ; il ne dure que par elle, et elle ne dure que s'il a à toute heure un aliment à lui jeter. Il ne faut pas surexciter le patriotisme quand on n'a pas de quoi le nourrir : autrement, on est dévoré. Mais on aime naturellement mieux manger qu'être mangé. Là est, au point de vue international, et pour ce qui nous touche particulièrement, ne disons pas le danger, mais du moins « l'inconnue » du fascisme. C'est comme le second terme d'une équation forcée : fascisme = irrédentisme. Cavour suivait « l'étoile d'Italie » qui le guidait vers Rome. Vers quels rivages M. Mussolini peut-il, demain, être tenté de la suivre encore?

*
* *

Le quatrième contractant éventuel du pacte à Cinq est la Belgique. Il suffit de penser à sa position géographique pour se persuader que, quel que soit en elle le haut sentiment de l'honneur et quelque haut sacrifice qu'elle ait donné l'exemple immortel de lui faire, cette position géographique domine et détermine fatalement sa position politique. Placée

comme elle l'est entre trois grandes puissances que toute l'histoire, jusqu'ici, a faites antagonistes, la Belgique ne peut que désirer voir s'éteindre les causes de conflits dont elle serait toujours la victime sans les avoir provoqués et sans avoir jamais d'autre perspective que d'en souffrir. Neutre naguère, elle a fait la cruelle expérience que sa neutralité ne l'avait ni sauvée, ni défendue. Mais elle a, du même coup, éprouvé ce que valent certaines garanties. En quoi la garantie de l'Allemagne vaudrait-elle mieux pour elle que n'a valu celle de la Prusse? La Belgique a eu la fierté de ne se laisser ni renouer les lisières que la guerre avait rompues, ni rogner les ailes que la victoire lui a fait pousser. Qu'elle bannisse hardiment la crainte chimérique d'on ne sait quelle France néronienne embrassant, pour l'étouffer, un jeune frère qui n'est pas un rival ! Libre et majeure désormais, nation de plein exercice, elle est maîtresse de sa fortune. Ce n'est pas à elle qu'il est nécessaire de rappeler que les droits ne vont pas sans devoirs, et que les États résolus à durer doivent en prendre les moyens. Il y aura toujours des charges qu'il leur faudra savoir porter, et des difficultés qu'il leur faudra savoir résoudre. Pour elle, la dualité d'origine de sa population, et le pouvoir dissociant qui en résulte, rendent toute activité spécialement délicate.

Et nous?

Nous parlerons de nous tout à l'heure. Mais, auparavant, examinons un peu ce que serait, dans le cadre tracé selon ces lignes fondamentales, ce que donnerait, ne donnerait pas, empêcherait, enlèverait, entraînerait le pacte projeté.

*
* *

De quoi s'agissait-il? Le refus qui nous a été fait en 1919 de la frontière militaire du Rhin et la non-ratification par les États-Unis et par la Grande-Bretagne de l'engagement d'assistance pris en leur nom nous ayant laissés sans garantie contre une nouvelle agression de l'Allemagne, il s'agissait de nous en donner une. Cette garantie, on reconnaît nous la devoir et M. Austen Chamberlain l'a répété encore le 25 mars, avec toute la force de sa vieille et profonde sympathie pour la France. Mais il ne faut pas que, par la faute de collègues ou de collaborateurs moins francophiles, cette sympathie

devienne inerte et que ce soit parole de Normand, disant : « J'aimerais mieux vous devoir toute ma vie que de renier ma dette un seul instant ! » Il faut, d'autre part, que la solution s'applique bien au problème et couvre bien tout son objet.

Cet objet était clair, précis, catégorique. Il s'agissait, et il s'agit toujours, de donner à la France une garantie *contre* une agression allemande. A qui, de la lui donner? A ceux évidemment qui lui ont refusé ou retiré les autres ; à ses alliés d'hier, s'ils sont encore ses alliés d'aujourd'hui et s'ils veulent rester ses alliés de demain. A l'Allemagne, elle n'a rien à demander. De l'Allemagne, qu'a-t-elle à attendre?

L'originalité, très grande, du projet de pacte à Cinq, c'est que l'Allemagne elle-même, d'elle-même ou sur un conseil étranger, dans le même moment où elle retentit tout entière de cris de haine et de bruits d'armes, offre soudain de nous garantir contre une nouvelle agression venant d'elle, en acceptant de bon gré le *statu quo* territorial à sa frontière de l'ouest, c'est-à-dire la restitution à nous faite par le traité de Versailles de l'Alsace et de la Lorraine. Tout de suite on a justement remarqué que la formule est incomplète, qu'il y a un trou dans la frontière occidentale ainsi reconnue, et que la même garantie devrait être donnée à la Belgique pour les cantons désannexés de Malmédy, d'Eupen et de Saint-With. Mais veut-on que ce ne soit qu'un oubli, et qu'il n'y ait pas là un premier essai de passer la lame entre la Belgique et nous pour nous séparer? Alors, l'Allemagne renonce, d'un élan généreux, par zèle pour la paix, par amour de l'humanité, à cette pensée de la revanche dans laquelle elle avait tant vécu pendant cinq ans qu'il semblait qu'elle en vécût ! Les yeux de la Société des Nations lui ont paru si beaux qu'elle brûle tout à coup d'une flamme pure, et qu'elle lui fait ce sacrifice !

Je n'aime pas, en politique, les désintéressements dont je ne vois pas la compensation. Encore moins quand ils viennent ainsi par surprise, à propos de rien, sans raison plausible. Et beaucoup moins encore de cette part que de toute autre part. Je redoute l'Allemagne et ses présents. On ne sait jamais si elle vous saute au cou ou à la gorge. Mais il n'y a guère de motifs ni d'apparences qu'elle veuille nous sauter seulement au cou.

Avec sa perspicacité et sa pénétration coutumières,

un fin critique a relevé dans le scénario de M. Stresemann des réminiscences bismarckiennes. Il y a, en effet, un peu de Bismarck en poudre là dedans. Une des caractéristiques de cette manière, c'est que toutes les parties du jeu s'enchaînaient et que les coups étaient amenés de loin. Ici, demandons-nous, avant de prêter un doigt, si, quand on nous aura donné cette garantie du pacte juré et signé par l'Allemagne, quand on aura, « de bon gré », démilitarisé, et, de plus, neutralisé une zone de la rive droite, et, de plus, une zone de la rive gauche du Rhin, on ne nous aura pas engrenés par là même dans la procédure du désarmement : premier acte. Au deuxième, on soulèverait une question épineuse, sur laquelle on s'est réservé une porte de rentrée, celle, par exemple, des frontières de la Pologne ; non point, grands dieux ! par un ultimatum, mais par un recours en justice, par une demande d'arbitrage. L'Allemagne de M. Stresemann n'est plus la Prusse de Frédéric : elle met ses juristes devant. Si la sentence lui était trop défavorable, la Pologne, sous peine de suicide, ne pourrait pas l'exécuter. Là s'ouvrirait le troisième acte. Après avoir pris le ciel et Genève à témoin qu'elle a tout fait pour sauvegarder la paix, l'Allemagne, forte de son procès gagné, se jetterait sur sa voisine, que, sous peine de félonie, sans mentir à notre passé, sans manquer à notre propre cause, nous ne pourrions pas laisser assassiner. On se retournerait donc contre nous. Et, comme le Pacte à Cinq n'aurait garanti que les frontières occidentales du Reich, on serait en dehors de ses conditions. Deux au moins des contractants, la Grande-Bretagne et l'Italie, pourraient légitimement ne pas intervenir. Le tour serait joué. Trilogie parfaitement bismarckienne. Les Duchés, Sadowa, Sedan ; Genève ou La Haye, la Pologne, la France.

En lui-même, le pacte ne nous donnerait rien que nous n'ayons déjà, car nous ne pouvons pas, nous, souscrire à la thèse allemande que le traité de Versailles ne vaut rien, comme entaché de violence et ayant été signé de force. Mais si l'on tient à ce que le pacte nous donne le consentement de l'Allemagne obtenu de son bon gré, il reste à savoir ce que son consentement ajouterait à sa signature. Il importe peu que cette signature ait été celle de deux ou trois personnages inférieurs, qu'on nous aurait envoyés par dérision : ce n'est pas la leur, c'est celle de l'Allemagne. Par consé-

quent, ou la signature vaut quelque chose, et le consentement est superflu, ou la signature ne vaut rien, mais le consentement ne vaudrait pas davantage. C'était bien de son bon gré, et non de force, que la Prusse nous avait reconnu la possession de l'Alsace et de la Lorraine dans les frontières de 1815 ; elle avait même contribué à tracer ces frontières et l'on peut dire qu'elles avaient été dessinées non seulement de son bon gré, mais à son gré. Elle n'a éprouvé, pour cela, aucun scrupule de nous arracher en 1871 ces deux provinces par elle-même déclarées françaises. En nous donnant la libre garantie de l'Allemagne, le pacte ne nous donnerait donc rien ; pas plus que la garantie prussienne de la neutralité belge n'a donné à la Belgique en 1914. Une garantie allemande n'est point une sûreté.

* *
*

Rien de la part de l'Allemagne, mais, dit-on, il nous assurerait le concours éventuel de la Grande-Bretagne et de l'Italie. Ce concours, il semblait qu'il dût nous être acquis. On nous parle sans cesse de « nos alliés », mais il faut qu'une bonne fois on s'explique. Avons-nous encore des alliés, ou n'en avons-nous plus, et qui? Qu'on en parle au présent et, si c'est possible, au futur, mais non pas seulement au passé. Qu'on en parle en politiques réalistes, et non en historiens sentimentaux. Si, pour être tout à fait net, la Grande-Bretagne et l'Italie sont encore nos alliées, le pacte, en ce qui concerne leurs rapports avec nous, est inutile ; et si elles ne sont plus nos alliées, s'il ne survit entre elles et nous qu'un grand souvenir, le pacte serait inefficace, puisque nous ne serions plus pour elles, exactement, également, que ce que l'Allemagne elle-même serait, une puissance co-contractante. Au pacte, nous perdrions l'alliance.

Mais ce n'est pas tout ce qu'il nous enlèverait. Il nous placerait, en droit, au niveau de l'Allemagne, et ce que le traité l'obligeait de faire ou de ne pas faire, le pacte nous y engagerait. Le même régime s'appliquerait, ne disons pas au vainqueur et au vaincu ; oublions, nous aussi, notre victoire, — on n'est pas vainqueur pour l'éternité, — mais à l'agresseur et à la victime. La rive gauche y serait soumise comme la rive droite ; il y aurait une zone de démilitarisation fran-

çaise comme une zone de démilitarisation allemande, et qui sait ce qu'on émettrait la prétention de neutraliser pour la défensive comme pour l'offensive? Il s'établirait sur nos fortifications, sur nos armements, en vertu du pacte, un contrôle comme sur les fortifications, sur les armements de l'Allemagne en vertu du traité. Le pacte nous désarmerait en fait, quand bien même il ne noûs désarmerait pas par stipulation expresse. Mais comment échapperions-nous aux invites de plus en plus pressantes qui nous seraient adressées? A nos reproches, à nos prières, à nos colères on opposerait un bon sourire. On nous montrerait avec charité les bras de la Société des Nations ouverts pour nous y réfugier. Une Société des Nations prêchant à Genève une morale internationale sans obligation ni sanction ; sans force coercitive ni même exécutive, une académie bilingue avec beaucoup de bureaux et un tribunal devant lequel le droit, lorsqu'il est dit, n'existe qu'à la condition de se suffire à lui-même et de s'imposer par lui seul : l'ordre du droit sans les moyens du droit. C'est puérilité que de dépenser du temps et de l'encre à faire que l'Allemagne entre au préalable dans cette Société et qu'on ne négocie avec elle que lorsqu'elle aura, suivant les rites communs, demandé à y être admise. Dans des « temps forts », comme ceux où nous vivons, on ne lie pas une situation tragique, comme celle où nous sommes, avec des ficelles de chancellerie.

Ce n'est pas encore tout, ou plutôt c'est peu encore. Le pacte qui nous ôterait en fait nos plus proches alliés, en attendant qu'il nous désarme, ne visant que la frontière allemande de l'ouest et se taisant, avec des intentions à demi avouées, des réticences confidentielles, sur les autres frontières du Reich, nous séparerait de nos alliés, certainement actuels ceux-là, la Pologne, la Tchéco-Slovaquie, et du groupe qui subit leur attraction, la Petite-Entente. Il n'y a plus lieu pour nous ici d'invoquer l'intérêt, mais l'honneur, lors même qu'ils ne se confondraient pas. Autrement, nous assisterions peut-être au quatrième partage de la Pologne, sûrement à la réunion de l'Autriche allemande au Reich allemand, c'est-à-dire à la constitution officielle de la Grande Allemagne, vainement poursuivie, depuis la chute du Saint-Empire, pendant tout le dix-neuvième siècle. La défaite aurait fait ce que la victoire n'avait pas pu, et un

jour, en 1866, sous Bismarck lui-même, n'avait pas osé faire. Ce serait sinon un chef-d'œuvre, du moins une jolie réussite de l'art politique. Pour l'Allemagne, mais pour le reste de l'Europe? La pauvre Europe aurait ainsi laissé élever vers son centre, sur sa ligne médiane, de Hambourg à Trieste, à Malte et en Afrique, au lieu d'un État éponge, le rocher de bronze du Grand Électeur. Si hostile qu'on soit, sans s'appuyer d'ailleurs sur des arguments irréfutables, au système de l'équilibre européen, ce serait là une étrange manière de le remplacer.

En se rappelant ce qui a été dit plus haut, au chapitre des généralités, il n'est pas inconcevable que l'Italie puisse se sentir sollicitée de s'associer au pacte des Cinq. D'abord, elle ferait un geste élégant ; elle le ferait sans charge plus grande que celles qu'elle a à supporter par sa participation à la Société des Nations ; elle ne le ferait pas sans profit. Elle y gagnerait de se faire garantir par l'Allemagne les frontières qu'elle a héritées à la disparition de la monarchie austro-hongroise, car il en est qui peuvent à la rigueur passer pour occidentales. Il est vrai qu'en retour il faut considérer l'inconvénient, qui n'est pas mince, d'amener à ses portes, sur tout un art de cercle, l'Allemagne, voisin bien plus entreprenant, bien plus mordant, bien plus incommode, bien plus dangereux que l'Autriche, et dont le Schulverein a de longtemps découvert sur les lacs et dans les vallées un beau pays où résonne le *Ia*.

Au total, ce Pacte à Cinq, c'est trop ou c'est trop peu. C'est trop s'il ne s'agit que du Rhin, c'est trop peu s'il s'agit de l'Europe. En s'élargissant, jusqu'à ce chiffre, par l'accession de l'Allemagne, sur l'invitation de l'Angleterre, il change et de caractère et proprement d'objet. Ce n'est plus un pacte occidental où l'on se propose pour but la défense de l'Occident européen considéré au sens étroit. Ce n'est pas un pacte européen confirmant définitivement les positions réciproques de tous les États de l'Europe. Le projet donne à réfléchir et par ce qu'il inclut et par ce qu'il exclut. Comme on faisait jadis commencer l'Orient tout près de Vienne, à Wiener-Neustadt, on ferait à présent commencer l'Occident à Dantzig ou à Königsberg, et le *limes* classique serait reporté du Rhin sur la Vistule ou le Niémen. La poli-

tique européenne s'organiserait en fonction d'une politique universelle, dans les directions et suivant les besoins, que l'Angleterre l'ait prémédité ou non, de l'Empire britannique. L'Occident couvrirait les Indes contre le groupement russo-asiatique. Dans cette conjonction de puissances, l'Allemagne restaurée et agrandie reprendrait sans conteste la suprématie continentale. La France passerait sans espoir à l'arrière-plan, non pas même au deuxième, mais au troisième ou au quatrième rang.

Voilà le pacte. Les choses tournant au pis, ce serait un acheminement vers une nouvelle « guerre mondiale », dans laquelle nous serions les soldats de l'Angleterre. Pourquoi pas? Les Africains du Sud, les Australiens, les Néo-Zélandais n'ont-ils pas été, il y a dix ans, les nôtres? Les choses, au contraire, tournant au mieux, le pacte à Cinq, selon la définition de M. Austen Chamberlain, qui ne veut pas qu'il ait « de pointe dirigée contre l'Allemagne », ne serait donc qu'un paratonnerre sans pointe. Instrument excellent pour attirer la foudre, sans la capter ni la conduire. Pensons-y bien, avant de le mettre sur notre maison.

* * *

Maintenant : et nous?

Nous, c'est en ce moment, et en face de cette situation, que nous présentons au péril une France déchirée, que ce que l'on continue, par habitude, d'appeler le gouvernement et les partis qui gouvernent ce pseudo-gouvernement s'épuisent à diviser la nation contre elle-même. Non seulement ils nous ramènent au temps où les Français ne s'aimaient pas, mais très loin par delà, et la parole la plus impie, la plus abominable qui ait jamais été entendue dans un parlement a pu être proférée en pleine Chambre. Le député qui dit : « Je vous hais ! », et qui ne le dit pas à l'oreille, est Français sans doute, puisqu'il était éligible. Mais serait-ce le persécuter que de l'inviter à ne point nous traiter chez nous comme une race d'Amalécites?

Gouvernement et partis de gouvernement, ils ont soufflé le feu, ils ont allumé la discorde et l'entretiennent partout. En dix mois, ils ont fait de l'union sacrée, aussi nécessaire dans cette paix qui n'est pas la paix que pendant la guerre même, nécessaire pour tout ce qui se passe et plus encore

pour tout ce qui se prépare, une désunion meurtrière. Ils nous poussent au massacre et au désastre par l'anarchie, au sang par l'imbécillité.

Politique (car, avec eux, on ne peut parler que par antiphrase et il faut dire politique comme on dit gouvernement), politique de division religieuse. Ceci est spécifiquement la part, le domaine et l'œuvre du parti radical, au jugement de tous les philosophes et de tous les historiens, le plus stupide de tous les partis dans tous les pays et dans tous les temps. Mais il est du moins une vertu que, jadis, il n'était pas permis de lui refuser, c'était le patriotisme. Allait-on croire qu'il n'aurait pas l'intelligence ou le courage d'immoler sa passion sectaire à la nécessité nationale, et que, pour l'assouvir, il choisirait précisément le dernier endroit où elle dût et pût s'exercer, l'Alsace-Lorraine? Ainsi, sept ans après la fin de la guerre, sa seule pensée de paix est de recommencer à « manger du curé » ! Son premier soin, pour célébrer son triomphe électoral, est « d'embêter le pape », en supprimant notre ambassade au Vatican ! Sa grande vue sur l'action profonde du catholicisme est d'en faire, contre « la Démocratie », l'associé de « la Banque » ! Prendre prétexte de la déclaration des cardinaux, pour affecter d'avoir été provoqué, est pur pharisaïsme, et, au demeurant, il n'est pas de pires pharisiens que ces jacobins desséchés, rétrécis et rapetissés. Non, pourquoi s'en défendent-ils? toute cette agitation, ils l'ont créée, ils l'ont voulue. Étant ce qu'ils ont toujours été, ils ne pouvaient pas ne plus la vouloir sans cesser d'être. Comme on a dit qu'étaient leurs ennemis intimes, la phobie de leurs jours, le cauchemar de leurs nuits, les jésuites, ils sont ce qu'ils sont et ne peuvent être autres. Mais on faisait l'honneur au parti socialiste de lui prêter plus d'imagination. En mesurant l'influence sinistre dont il disposerait sur les radicaux par suite de leur nullité même, on se figurait qu'il leur fournirait des idées ; fausses, funestes, mais enfin quelque chose qui ressemblât à une idée. Il s'est contenté de leur livrer des moines. Des moines et des places. Il les connaît : ce sont des gastérocéphales. On ne les a et on ne les garde que nourris. Il leur jette donc cette pâture pour les allécher : avec un tel appât au bout de son bâton, il se fera suivre par eux à travers les ruines, sur les cendres brûlantes du monde.

Politique de désarroi financier, flottant d'un écueil à un autre écueil, d'une épave à une autre épave. Assurément, la route est âpre, difficile à reconnaître ; ceux qui la cherchent ont droit à l'indulgence, et les plus fermes, les plus solides, tâtonneraient et y trébucheraient. Mais ils ne se lanceraient pas inconsidérément à droite et à gauche, adoptant un plan le matin, le publiant à midi, l'abandonnant le soir, marquant chaque crochet d'une chute, et, à chaque chute, semant la panique. Dans le bourdonnement des conseils plus ou moins désintéressés, ils tâcheraient de discerner le meilleur ; dans le foisonnement des expédients, ils tâcheraient de deviner le moins mauvais et quand, après mûre réflexion, ils croiraient le tenir, ils s'y tiendraient. Ils n'inquiéteraient qu'une fois et le coup ne ferait qu'un avec la menace. Mais, tout à l'opposé, des inquiétudes et des menaces, il en accourt à toute minute de tous les points de l'horizon ; toutes les classes de la nation, celles qui possèdent et celles qui produisent, alternativement, en sont environnées comme d'éclairs durant l'orage. C'est une atmosphère pesante, énervante, déprimante, qui ôte l'envie d'entreprendre et presque la force de bouger.

Après la victoire, et comme elle, la confiance s'est volatilisée ; la confiance de la nation qui fait le crédit de l'État. Mais comment eût-elle survécu au choc de révélations stupéfiantes? Nous avons appris tout à coup que, d'exigence en complaisance et de complaisance en exigence, nous en étions tombés à des dissimulations d'écritures funestes et peut-être coupables, à tout le moins illégales. Autant avouer que notre monnaie n'était pas seulement mauvaise, qu'elle était fausse. Personne ne conteste qu'il n'y ait pas un jour à perdre pour l'assainir ni qu'il y ait peu de moyens qu'il n'y faille employer, sous réserve toutefois que la charge ne porte pas tout entière sur certaines catégories de contribuables à l'exemption de certaines autres, et que, sous le voile du prélèvement fiscal, ne se glisse l'expropriation sociale. Cela dit, cessons de donner une impression pire que celle de ne pas pouvoir faire, celle de ne pas savoir que faire : à force de ne pas savoir, nous aurions l'air de ne pas vouloir.

Politique de relâchement, de désagrégation militaire. En dépit de tout ce que les circonstances ont d'impérieux, la République en vient où les théoriciens ont, dès longtemps,

prédit qu'il serait impossible à un régime démocratique, fondé sur un suffrage très étendu, de n'en pas venir. L'antinomie se fait jour entre le corps électoral, dont les vœux sont interprétés, exagérés, exaucés, devancés par les corps élus, et l'armée. Le service militaire a toujours été une lourde charge ; on n'est que trop tenté de l'alléger, dans le moment où l'on se voit contraint d'aggraver les autres. La manière la plus simple de l'alléger, dès lors que l'égalité républicaine elle-même commande qu'il demeure universel, est de l'abréger. Aussi n'a-t-il cessé de diminuer de durée depuis un demi-siècle, moins en raison des progrès de l'instruction militaire qu'en raison des conquêtes de l'esprit démocratique. Sept ans, cinq ans, trois ans, deux ans, dix-huit mois, puis, bientôt, un an, et l'on ne s'arrêtera vraisemblablement qu'aux milices, et encore ! Il serait certes désirable que l'on pût le faire sans risques. Mais tout ce qu'on voit et tout ce qu'on sait montre que l'heure n'en a pas sonné et que nous ne sommes pas sortis des « temps forts ». Les projets à présent connus ne se bornent pas à une réduction de la durée du service, mais visent à une « réorganisation » totale de l'armée, laquelle ne peut être, suivant la pente des choses, qu'une plus grande « démocratisation » de l'armée, et, de toutes façons, comme toutes les réorganisations, commencera par une « désorganisation ». Ce serait assez pour que l'on eût quelque méfiance, même si le consentement du Conseil supérieur de la guerre eût été immédiat et unanime. C'est trop pour que l'on ne proteste point, quand justement l'avertissement est donné, de la tribune du Sénat, qu'avec une armée de cadres de 400 000 hommes (Reichswehr et Schupos de différentes nuances), l'Allemagne compte présentement plus de 65 000 sociétés de préparation militaire, au lieu de 9 000 en 1914, alors qu'il nous manque 25 000 sous-officiers et que la faiblesse de nos contingents, augmentée, d'année en année, par les défaillances de notre natalité, nous réduit à recourir à des auxiliaires civils, dont le moindre défaut sera de coûter cher, et, pour n'avoir pas une armée-squelette, à constituer une armée de fonctionnaires.

Mais, tandis que l'on démilitarise ainsi et que, par comparaison, l'on désarme le pays à l'extérieur, jamais, à l'intérieur, n'a soufflé avec autant de violence l'esprit d'imprudence et d'erreur. Un seul exemple suffira. Le projet de loi bouleversant à la veille des élections les circonscriptions

municipales de Paris n'était pas une simple manœuvre, un simple coup de partie électorale. Qu'on mesure jusqu'où les effets plus ou moins lointains en pourraient aller (et il dépendrait des circonstances qu'ils ne fussent pas si lointains). Changer astucieusement les circonscriptions pour changer la majorité du Conseil, la transférer par cet artifice aux quartiers populaires de la périphérie dont on préjuge que les sentiments correspondent mieux aux tendances générales de la politique d'État, ce serait installer peut-être la Commune à cet Hôtel de Ville, de qui relèvent les forces de police. Il ne se peut concevoir d'acte plus insensé. Cette fin eût couronné l'œuvre.

L'œuvre, résumons-la : discorde religieuse, irritation en Alsace et en Lorraine, malaise, aigreur, querelles partout en France, trouble, gêne, appauvrissement, affaiblissement, asservissement ; une paix pourrie, entre les horreurs d'hier et, on peut le craindre, les fureurs de demain. Puissent tant de fautes accumulées ne pas se payer quelque jour comme des crimes !

*
* *

Il y a, dans la politique française, un sort jeté sur le mois de mai. Le 16 mai 1877 nous avait donné le gouvernement de l'Ordre moral ; le 11 mai 1924 nous a valu le gouvernement du Désordre moral. Qui nous rendra l'ordre tout court, par un gouvernement à qui serait rendu le sens du gouvernement ?

Ce gouvernement redressé ne sera pas, si l'on en augure par la psychologie et la biographie des hommes dont il se compose, celui qui vient de se former. C'est une sorte de paradoxe, et presque de déraison, que de recourir à de tels hommes pour une telle besogne. Car le gouvernement doit avoir au suprême degré, non seulement le sens de l'ordre, mais, comme je l'ai dit ici, en conclusion d'un autre article, « le sens français ». Une réputation, même intacte et jamais soupçonnée, de patriotisme, n'y suffirait pas, quoiqu'elle en soit pourtant la première condition. Avoir aujourd'hui le sens français, c'est servir la patrie avant le parti, sans le parti, s'il le faut contre le parti. Et c'est absolument le contraire des principes et des procédés sur lesquels est fondée l'existence du Cartel des gauches. Invitez-le à tout, sauf au suicide.

Rassembler vingt amis autour d'une table, devant vingt portefeuilles, moitiés ou tiers de portefeuilles, est chose facile : pour vingt, il s'en présente quarante ou même quatre-vingts. Mais « faire un ministère » tant bien que mal, et fût-ce bien, ne saurait être la solution d'une crise qui n'est plus parlementaire, qui est nationale. Derrière le cabinet Herriot qui ne voulait pas mourir, derrière le cabinet Briand qui n'a pas pu naître, derrière le cabinet Painlevé qui respire à peine, derrière le radicalisme qui veut des places, derrière le socialisme qui veut le pouvoir, il reste la France qui veut vivre.

Le Président de la République, semble-t-il, n'a pas cru devoir, cette fois, saisir l'occasion que lui offrait le vote du Sénat. Il tient encore entre ses mains une chance de solution constitutionnelle. Décréter la dissolution d'une Chambre dont la majorité délirante met le pays en péril, ce n'est point outrepasser sa fonction, c'est l'exercer.

Mais si, par impossible, il restait sourd à tout appel, alors la France se tournerait vers ce personnage inconnu que la nécessité fait toujours surgir dans les cas désespérés, et l'un des plus puissants de l'Histoire, vers N'importe qui. C'est à lui qu'elle adresserait l'exhortation célèbre, toute haletante d'angoisse. Qu'il paraisse ! « Avec quel amour il serait reçu !... Avec quelle foi obstinée, avec quelle piété, avec quelles larmes ! Quelles portes lui pourrait-on fermer? Qui lui refuserait l'obéissance?... Tout le monde est dégoûté de cette barbare domination ! »

Charles Benoist,
De l'Institut.

Un Pilote Non Qualifié

Ce conte a pour sujet quelque chose qui se passa il y a pas mal d'années dans le Port de Calcutta, avant qu'on fit usage de la télégraphie sans fil sur les navires, et qu'hommes et gamins fussent moins faciles à rattraper une fois sur l'un d'eux. Il n'est pas destiné à montrer que quiconque aimerait, à son avis, devenir éminent dans ce qu'il entreprend, le peut d'un coup de baguette; mais il prouve le bien-fondé du vieux dicton suivant lequel si l'on veut quelque chose avec assez de cran et si l'on est disposé à payer ce quelque chose ce qu'il vaut, en général on s'en fait le maître. Si l'on n'arrive pas à ce qu'on veut, c'est signe qu'on ne l'a pas sérieusement voulu, ou qu'on a essayé de barguigner sur le prix.

Il n'est pour ainsi dire pas de pilote qui ne vous dise que son travail est beaucoup plus difficile qu'on ne l'imagine ; mais les pilotes du Hugli savent qu'ils ont une centaine de milles du plus dangereux fleuve de la terre à leur courir entre les mains — le Hugli entre Calcutta et le Golfe du Bengale — et ils ne disent rien. Leur service est trié et tamisé avec autant de soin que le banc de la Cour Suprême, car un juge ne peut que pendre l'homme qu'il ne faut pas, ou faire passer une mauvaise loi ; tandis qu'un pilote négligent peut perdre un navire de dix-mille-tonnes équipage et chargement en moins de temps qu'il n'en faut pour battre en arrière.

Il y a fort peu de chances pour quoi que ce soit d'échapper une fois que le bateau touche dans le courant furieux du Hugli, chargé de toute la vase grasse des champs du Bengale, où les sondages varient de deux pieds entre les marées, et de nouveaux chenaux se font et défont en une saison de pluies. Les hommes ont livré bataille au Hugli pendant deux cents ans, tellement qu'aujourd'hui le fleuve possède un vaste édifice, avec départements du dessin, du cadastre et du télégraphe, consacrés à son service privé, aussi bien qu'un corps de gardiens, qu'on appelle les Commissaires du Port.

Eux et leurs officiers gouvernent tout ce qui flotte depuis le Pont du Hugli jusqu'à la dernière bouée au Récif des Pilotes, à cent quarante milles de là, tout au large dans le Golfe du Bengale, où les steamers commencent par ramasser les pilotes au brick des pilotes.

Un pilote du Hugli n'apporte pas volontiers des journaux à bord pour les passagers, ni ne grimpe aux flancs du navire par la pluie, en se balançant sur des échelles de corde. Il se présente dans ses plus beaux habits, avec un serviteur indigène ou un aide-pilote pour prendre soin de lui, et se conduit en homme qui peut gagner deux ou trois mille livres par an au bout de vingt années d'apprentissage. Il a de beaux appartements au Bureau du Port de Calcutta, et s'en tient, en général, à la société des gens de son métier ; car, bien que le télégraphe rende compte quotidiennement des sondages les plus importants du fleuve, il y a beaucoup à apprendre des frères pilotes entre chaque tournée.

Il faut à quelques millions de tonnes de fret trouver leur route pour aller à Calcutta et en revenir tous les douze mois, et à moins que le Hugli ne soit surveillé d'aussi près que son cornac surveille un élephant, il y a lieu de craindre qu'il ne s'envase, comme il s'est envasé autour des vieux ports hollandais et portugais à vingt et trente milles derrière Calcutta.

C'est pourquoi le Service du Port sonde, cure et drague le fleuve, et bâtit des éperons et des tas de systèmes pour amadouer les courants, et étiquète toutes les bouées de leurs justes lettres, et veille aux sémaphores et aux phares, et aux signaux de tempête par cylindre, boule et cône ; et les pilotes du Hugli font le reste ; mais en dépit de tout soin et summum d'attention, le Hugli avale son bateau ou deux

bon an mal an. La venue de la télégraphie sans fil elle-même ne lui gâte pas l'appétit.

Lorsque Martin Trévor eut servi sur le fleuve depuis son enfance ; lorsqu'il se fut élevé jusqu'au grade de Pilote Major, ayant qualité pour amener à Calcutta les plus gros bateaux ; lorsqu'il n'eut pensé que pilotage du Hugli toute sa vie et parlé de rien que pilotage du Hugli à personne autre qu'à des pilotes du Hugli, il fut profondément surpris et tout autant indigné que son fils unique décidât d'embrasser la profession de son père. Madame Trévor était morte alors que l'enfant était en bas âge, et, à mesure qu'il grandissait, Trévor, lorsque son affaire lui en laissait le loisir, remarqua que le gaillard était souvent au bord du fleuve, — guère l'endroit, dit-il, pour un garçon bien élevé. Mais comme il n'était pas souvent à la maison, et que la tante qui prenait soin de Jim ne pouvait naturellement pas le suivre dans ses retraites de prédilection, qu'en outre Jim n'avait pas l'ombre d'intention de renoncer aux vieux amis qu'il avait là, la remarque n'aboutit qu'à d'inefficaces grognements. Plus tard, Trévor ayant eu l'occasion de lui demander s'il pouvait comprendre quelque chose aux bateaux en vue, Jim répondit en dévidant la liste de tous les pavillons d'armateur aux mouillages, y compris un surcroît de renseignements sur leur tonnage et leurs capitaines.

— Tu finiras mal, Jim, dit Trévor. Ce n'est pas l'affaire des garçons de ton âge de perdre leur temps à ces choses-là.

— Oh ! Pedro du Foyer du Marin dit qu'on ne saurait commencer trop tôt.

— Commencer quoi, s'il te plaît?

— A piloter. J'ai presque quatorze ans maintenant, et je sais où sont la plupart des navires sur le fleuve, et je sais ce qu'il y avait hier de l'autre côté de la Barre de Mayapur et je suis descendu à Port-Diamant — oh ! une centaine de fois déjà, et j'ai...

— Tu iras à l'école, mon garçon, apprendre ce qu'on t'y enseigne, et tu deviendras quelque chose de mieux que pilote, dit le père, qui voulait voir Jim entrer dans le Service Civil Subalterne, mais qui tout aussi bien aurait pu dire à un marsouin beluga du fleuve de prendre terre et de se mettre à vivre comme une poule. Jim se retint de parler ; il avait remarqué que tous les meilleurs pilotes du Service du Port le faisaient, et consacra sa jeune attention ainsi

que tout son temps de reste au Fleuve qu'il chérissait. Il avait vu les jeunes gentlemen bien élevés du Service Civil Subalterne, et il les appelait d'un nom aussi grossier qu'indigène pour « commis ».

Il devint aussi connu que le Bankshall (1) lui-même ; et la Police du Port le laissa faire l'inspection de ses chaloupes, et les capitaines de remorqueurs avaient toujours une place pour lui à leurs tables, et les seconds des grands dragueurs à vapeur avaient coutume de lui montrer comment les machines fonctionnaient, et il était certains bateaux indigènes que Jim en pratique possédait ; et il étendait son patronage jusqu'au chemin de fer qui va à Port-Diamant, à quarante milles en aval du fleuve. Au temps jadis presque tous les navires de la Compagnie des Indes avaient coutume d'opérer leur déchargement à Port-Diamant, à cause des bancs de sable d'amont, mais aujourd'hui les navires remontent droit à Calcutta, et ils n'ont là que quelques « corps morts » pour les bâtiments en détresse, un service de télégraphie et un capitaine de port, qui était un des plus intimes amis de Jim.

Il restait au bureau l'oreille ouverte aux sondages des bancs de sable au fur et à mesure qu'on en rendait compte chaque jour, et attentif aux mouvements des steamers montants et descendants (un bateau entrait-il dans le fleuve ou en sortait-il sans qu'il le sût, que Jim éprouvait le sentiment de quelque perte irréparable), et quand les grands paquebots aux lignes de hublots flamboyants s'amarraient pour la nuit dans Port-Diamant, Jim s'en allait à la rame d'un navire à l'autre dans la visqueuse atmosphère de feu et de bourdonnement des moustiques écouter respectueusement tandis que les pilotes conféraient sur les us et coutumes des steamers.

Une fois, et ce fut un régal, son père l'emmena en aval tout à fait dehors aux Sandheads et au brick des pilotes qui est là, et Jim eut la joie du mal de mer comme le bateau tanguait dans le Golfe. Le bonheur d'être, toutefois, consistait à remonter sur un remorqueur ou un bateau de police de Port-Diamant à Calcutta, au delà des *James and Mary*, ces sables terribles baptisés du nom d'un bateau royal qu'ils avaient englouti deux cents ans auparavant. Ils sont

(1) *Bankshall* : Bureau Central de l'Administration du Pilotage sur le Hugli.

formés par deux rivières qui se jettent dans le Hugli à six milles l'une de l'autre et déversent leur propre vase à travers la vase du courant principal, de sorte qu'avec chaque changement de temps et de marée les sables se déplacent et se modifient sous l'eau, tels des nuages dans le ciel. Ce fut ici (les histoires sonnent beaucoup plus gravement à l'oreille lorsqu'on les raconte dans le remous et le grondement des eaux limoneuses) que la *Comtesse de Stirling*, quinze cent tonnes, toucha et chavira en dix minutes, et un steamer de deux mille tonnes en deux, et un bateau de pèlerins en cinq, et un autre steamer littéralement en un instant, retenant sous lui ses hommes avec les mâts et les haubans tandis qu'il s'abandonnait. Un bateau touche-t-il sur les *James and Mary*, que le fleuve le terrasse et l'ensevelit, et que les sables tremblent tout autour et s'étendent sous l'eau et prennent de nouvelles formes au-dessus du cadavre.

Le jeune Jim s'allongeait à l'avant du remorqueur et regardait les bouées tendues ruer et suffoquer dans le courant couleur de café, tandis que de la rive les sémaphores et les pavillons signalaient combien il y avait d'eau dans le chenal, jusqu'au jour où il apprit que les hommes qui ont affaire aux hommes peuvent se permettre d'être insouciants, à condition que leurs semblables soient comme eux ; mais que les hommes qui ont affaire aux choses n'osent se relâcher un instant. « Et c'est justement la raison, » lui dit une fois le vieux Mac Ewan, « pour laquelle les *James and Mary* sont la partie la plus sûre du fleuve », et il fit avancer le grand *Bandoorah* noir, qui tire vingt-cinq pieds d'eau, à travers le Gat Oriental, un turban de blanche écume roulé autour du brion et l'hélice battant avec autant d'assurance que son propre cœur.

Si Jim ne pouvait s'échapper jusqu'au fleuve il y avait toujours le grand, frais Bureau du Port, où l'on mettait la dernière main aux sondages et où l'on dessinait les cartes ; et encore la salle des Pilotes, où il pouvait s'étendre sur une chaise longue et écouter tranquillement ce qu'on disait à propos du Hugli ; et il y avait la bibliothèque, où si vous aviez de l'argent vous pouviez acheter des cartes et des bouquins de renseignements en vue du temps où vous auriez à naviguer pour de bon sur les lieux mêmes. Ce fut excessivement dur pour Jim de retenir par cœur la liste des Rois Juifs, et il était plus qu'incertain quant à la fin du verbe

audio si on le suivait assez loin au bas de la page, mais il pouvait garder dans sa tête les sondages de trois chenaux sans les mêler, et, ce qui est plus embrouillant, les changements de numéro dans les bouées depuis le Bief du Jardin jusqu'à Saugor, aussi bien que la plus grande partie du *Calcutta Telegraph*, le seul journal qu'il lût.

Par malheur, on ne saurait étudier le Hugli sans argent, fût-on le fils du plus célèbre des pilotes du fleuve, et dès que Trévor eut compris à quoi son fils passait son temps, il lui coupa son argent de poche, dont Jim recevait une fort généreuse ration. En cette extrémité il tint conseil avec Pedro, le mulâtre couleur de pruneau du Foyer du Marin, et Pedro était un homme pervers et intrigant. Il présenta Jim à un Chinois, à Muchuatollah, endroit assez peu plaisant en soi-même, et le Chinois, qui répondait au nom de Erh-Tze, quand il n'était pas en train de fumer l'opium, causa affaire une heure durant en jargon anglo-chinois avec Jim. Il n'était pas un mot de cette affaire, du premier au dernier, qui ne défiât toutes les lois du fleuve, mais elle intéressa Jim.

« Supposons que vous acceptiez. Capable de le faire? » finit par demander Erh-Tze.

Jim fit l'examen de ses chances. Une jonque, il le savait, tirait onze pieds d'eau environ et les droits réguliers pour un pilote qualifié, vers la sortie jusqu'aux Sandheads, auraient été de deux cents roupies. D'une part, il n'était pas qualifié, aussi n'osait-il demander plus que la moitié. *Mais*, d'autre part, il était on ne peut plus certain de recevoir de son père la plus cinglante raclée de sa vie pour avoir piloté sans brevet, sans compter ce que les Autorités du Port pourraient lui faire. Aussi demanda-t-il cent soixante-quinze roupies, qu'Erh-Tze réduisit à cent vingt. Le chargement de sa jonque valait au bas mot de soixante-dix à cent cinquante mille roupies, dont une bonne partie consistait en un énorme fret sur les cercueils de trente ou quarante Chinois morts, qu'il emmenait se faire enterrer dans leur pays natal.

Un Chinois riche paiera tout ce qu'on voudra pour ce genre de service, et suivant une superstition ils croient que le fer des bateaux à vapeur est mauvais pour la santé spirituelle de leurs morts. La jonque d'Erh-Tze s'était traînée de Singapour, *via* Penang et Rangoon, à Calcutta, où Erh-Tze avait reculé devant les droits de pilotage. Cette fois-ci

il allait s'en aller à prix réduits avec Jim, qui, Pedro tint à le lui dire, valait tous les pilotes, et était des tas meilleur marché.

Jim connaissait quelque chose des façons de faire des jonques, mais il n'était pas préparé, lorsqu'il s'en vint ce soir-là avec ses cartes, à la confusion de marchandises, de coolies, de cercueils, de fourneaux d'argile et autres choses qui jonchaient les ponts. Il eut assez de bon sens pour haler le gouvernail de quelques pieds, car il savait qu'un gouvernail de jonque s'en va loin sous la quille, et il accorda un pied d'extra à l'estimation que fit Erh-Tze de la profondeur de la jonque. Sur quoi ils gagnèrent tout chancelants le milieu du courant dès le matin, et jamais la ville de sa naissance n'avait paru si belle que lorsqu'il craignit de ne la revoir jamais. En descendant le « Bief du Jardin », il s'aperçut que la jonque répondait au gouvernail si vous le poussiez assez loin, et qu'elle avait un bon, quoique chinois, sentiment de la voile. Il se chargea de la barre en postant trois Chinois de chaque côté d'elle, et, se tenant debout un peu en avant, rassembla leurs queues dans ses mains, trois à droite, trois à gauche, comme s'il se fût agi des tire-veilles d'une embarcation à rames. Erh-Tze en sourit presque ; il sentit qu'il en avait pour son argent et prit un joli petit bambou poli pour tenir ses hommes attentifs, car ce n'était pas le moment, déclara-t-il, d'apprendre de l'anglo-chinois à l'équipage. Plus ils pouvaient faire avancer la jonque, mieux elle gouvernait, et dès qu'il éprouva quelque confiance en elle, Jim ordonna que les voiles, raides et bruissantes, fussent hissées de plus en plus tendues. Il ne connaissait pas leurs noms — au moins pas un nom de nature à intéresser un Chinois — mais Erh-Tze n'avait pas battu les eaux de l'Archipel Malais toute sa vie pour rien. Il s'avança en se dandinant avec son bambou, et les choses s'élevèrent telles des incantations orientales.

D'aussi bonne heure qu'ils fussent sur le fleuve, un gros pétrolier américain se trouvait en tête à la remorque, et lorsque Jim l'aperçut dans le brouillard levant il en bénit le Ciel. Ce bateau devait avoir pour le moins un tirant de dix-sept pieds, et s'il pouvait gouverner à côté de lui, ils étaient sauvés. Il est plus facile de courir du haut en bas des *James and Mary* dans un bateau policier manœuvré par autrui que de pousser une vieille jonque à la bouche

dure à travers les mêmes sables tout seul, avec la certitude d'une raclée si vous en sortez vivant.

Jim riva ses yeux sur l'Américain et s'aperçut qu'à Fultah il abandonnait son remorqueur et descendait le fleuve sous voile. Il faillit en pousser des vivats, car il savait que le nombre des pilotes qui offraient de manœuvrer un bateau à travers les *James and Mary* était strictement limité. « Si ce n'est pas Papa, c'est Dearsley », dit Jim, et « Dearsley est descendu hier avec le *Bandoora*, donc c'est Papa. Si j'étais rentré à la maison hier soir au lieu d'aller chez Pedro, je l'aurais vu. Il doit avoir eu son bateau promptement, mais — Papa *est* un homme très prompt. » Sur quoi Jim réfléchit que l'on conservait sur le brick des pilotes une corde à nœuds, qui piquait à l'instar d'une guêpe ; mais cette pensée, il la chassa comme incompatible avec la dignité d'un pilote officiant, qui n'avait qu'à incliner la tête pour mettre en mouvement le bambou d'Erh-Tze.

Au moment où l'Américain évoluait vers eux, juste avant les sables de Fultah, Jim le fouilla de sa longue-vue, et vit son père sur la dunette, un cigare non allumé entre les dents. Ce cigare, Jim le savait, serait fumé de l'autre côté des *James and Mary*, et Jim se sentit si complètement à l'abri et heureux qu'il alluma un cigare pour son propre compte. Ce genre de pilotage était un jeu d'enfant. Son père ne pouvait commettre une erreur, le tentât-il ; et Jim, ses six queues obéissantes dans les deux mains, eut loisir d'admirer l'art parfait qui présidait à la manœuvre de l'Américain, — la façon dont le navire pointait son beaupré d'un air de sarcasme à un banc caché, comme pour dire : « Pas aujourd'hui, merci, mon cher, » et fléchissait le genou amoureusement devant une bouée comme pour dire : « Vous êtes, vous, une délicieuse personne, en tous cas, » et pivotait sur le talon dans un battement d'ailes et un froufrou, et un essor lent et soutenu, quelque chose comme une femme bien habillée qui du bout de la lorgnette fait le tour du théâtre.

Ce n'était pas commode de tenir la jonque près de lui, quoique Erh-Tze arrangeât tout ce qui était quelque peu arrangeable, et usât on ne peut plus généreusement de son bambou. Étaient-ils presque sous son étambot et un peu à sa gauche, que Jim, caché derrière une voile, se sentait chaud et heureux de la tête aux pieds en pensant aux milliers de choses de la marine et du pilotage qu'il savait.

Restaient-ils à plus d'un demi-mille en arrière, qu'il éprouvait un sentiment de froid et de misère en pensant aux millions de choses qu'il ne savait pas ou dont il n'était pas sûr. Ainsi descendirent-ils, Jim gouvernant près de son père, tournant après tournant, passé la Barre de Mayapur, les sémaphores sur chacune des rives signalant dûment la profondeur d'eau, à travers le Gat Oriental, et autour des Bosses de Makoaputti, et dans et hors de vingt endroits chacun plus passionnant que le dernier, et Jim en faillit arracher de joie les six queues lorsque le dernier des *James and Mary* eut disparu à l'arrière, et que les voilà qui marchaient à travers Port-Diamant.

De là à l'embouchure du Hugli les choses ne sont pas aussi mauvaises — au moins, c'était ce que Jim pensait, et il persévéra jusqu'à ce que la houle venant du Golfe du Bengale fît tanguer et s'ébrouer la vieille jonque, et que le fleuve s'élargît en la mer intérieure, semée d'îles pas plus hautes que d'un pied ou deux. L'Américain se débarrassa de la jonque dès qu'ils furent au delà de Kedgeree, et la nuit vint et le fleuve parut tout grand et désolé, au point que Jim s'empressa de mettre l'ancre quelque part dans l'eau grise, avec le Feu de Sangor tout là-bas au large vers l'est. Il n'était pas un mètre du Hugli pour lequel il ne professât un grand respect, et il n'avait nul désir de se trouver sur le Sable de Gasper ou toute autre petite barre. Erh-Tze ainsi que l'équipage applaudirent fort à ce trait de connaissance de la mer. Ils n'installèrent pas de quart, n'allumèrent pas de feux, et incontinent allèrent se coucher.

Jim s'étendit entre un cercueil de laque rouge et un petit cochon vivant dans un panier. Dès qu'il fit jour il se mit à étudier sa carte de l'embouchure du Hugli, et à tâcher de découvrir où il pouvait bien se trouver dans le fleuve. Il décida de ne pas s'exposer et d'attendre un autre navire à voiles afin de sortir à sa suite. Sur quoi il fit un énorme déjeuner de riz et de poisson bouilli, tandis qu'Erh-Tze allumait des pétards et brûlait du papier doré en offrande au Joss qui les avait sauvés jusque-là. Après quoi ils levèrent leur ancre grossière et dégradée, et se mirent à la suite d'un gros ventru de voilier de fer à quatre mâts, lourd comme une charretée de foin.

La jonque, qui était en vérité un bateau fort sensible au temps, et pouvait avoir débuté dans l'existence en qua-

lité de pirate à son compte en Annam quarante ans plus tôt, suivit sous petite voilure ; car le quatre-mâts n'entendait courir aucuns risques. Il était dans les mains de Mac Ewan, et allait se dandinant tel une poule couveuse, faisant à chaque banc de larges concessions. Tout cela se passait près du Feu Flottant le plus éloigné, à quelque cent vingt milles de Calcutta, et manifestement en pleine mer.

Jim connaissait l'appétit du vieux Mac Ewan, et l'avait souvent entendu se glorifier d'amener son bateau au brick des pilotes presque à l'heure des repas, aussi raisonna-t-il que si le brick des pilotes était abordable (et Jim lui-même n'avait pas l'ombre d'idée où il était), Mac Ewan le trouverait avant une heure de l'après-midi.

C'était par un jour flambant de chaleur, et Mac Ewan poussa pas à pas le quatre-mâts jusqu'au « Récif des Pilotes » avec le peu de vent qui restait, et pour certain le brick des pilotes se trouvait là, et Jim sentit des frissons lui grimper dans le dos tandis qu'Erh-Tze lui payait ses cent vingt roupies et qu'il s'en allait par-dessus bord dans certain petit canot décrépit de la jonque. Mac Ewan quittait le quatre-mâts dans une longue, cinglante baleinière, d'aspect pimpant et coquet, et Jim pouvait voir que se manifestait parmi les pilotes, sur le brick, une certaine dose d'émotion. Il y avait là aussi son père. Les misérables bateliers chinois poussaient de bien misérable façon, et Jim se sentit sale et tout honteux lorsqu'il entendit le cliquetis des avirons de Mac Ewan le long du bord, et Mac Ewan dire : « James Trevor, je vous demanderai de vous mettre le long de moi. »

Jim obéit, et du coin d'un œil regarda les favoris courroucés de Mac Ewan se dresser tout autour de sa face, laquelle s'empourpra.

« Et comment se fait-il que vous enfreigniez les règlements du Pôôrt de Calcutta? Avez-vous conscience des amendes et des peines de prison que vous avez encourues? » commença Mac Ewan.

Jim ne dit mot. Il n'y avait pas grand'chose à dire pour le moment, et Mac Ewan rugit à tue-tête : « Eh ! l'homme, vous vous êtes fait passer pour un pilote du Hugli, et c'est comme si l'on disait que vous vous êtes fait passer pour *MOI!* Qu'est-ce que ce sauvage là-bas vous a donné pour honoraires?

— Cent vingt, dit Jim.

— Et de quelle foutue façon vous êtes-vous tiré des *James and Mary?*

— Papa, fut-il répondu. Il est descendu par la même marée et je — nous — avons gouverné à côté de lui. »

Mac Ewan siffla et suffoqua, peut-être était-ce de colère. « Vous vous êtes fait un masque de votre père, alors? Jim, mon petit gaillard, je crains qu'il ne vous en cuise. »

L'embarcation crocha aux chaînes du brick, et Mac Ewan dit, en mettant le pied sur le pont, avant que Jim pût parler :

« Vous avez là-bas un petit assez entreprenant, Trevor. Vous feriez aussi bien de le faire entrer dans la véritable affaire, sans quoi un de ces beaux jours il jouera le rôle de pilote avant d'être qualifié, et fera couler des jonques dans la passe. Il a amené cette jonque là-bas la nuit dernière. Si vous n'avez pas d'autres intentions je pense à le prendre pour mon petit à moi, car il n'y a pas à nier que c'est un gaillard plein de ressources — tout ourson mal léché qu'il ait l'air.

— Cela, repartit Trevor, en étendant la main vers l'oreille gauche de Jim, c'est quelque chose à quoi l'on peut remédier.

Et il le fit descendre.

La petite corde à nœuds que l'on conserve sur le brick des pilotes pour des besoins généraux fit son devoir, mais quand tout fut fini Jim n'était plus mal léché. C'était la propriété de Mac Ewan, destiné à être enrôlé sous le régime des lois du Port de Calcutta, et une semaine plus tard, lorsque s'en vint l'*Ellora*, il dégringola par-dessus le bord du brick des pilotes avec le sac à main de cuir glacé de Mac Ewan, un rouleau de cartes marines et un petit sac personnel, et se laissa tomber à l'arrière de la yole des pilotes, en imitant fort honorablement la façon de s'asseoir lente et balancée et la courbure d'épaules de Mac Ewan.

Rudyard Kipling.

(Traduit par Louis Fabulet.)

Le retour d'Amazan

Conversations sur la littérature française [1]

M. Guimard se hâta d'enchaîner son discours :

— Si je me propose d'aller vite à présent, c'est que je ne lèverai guère en chemin que des faits, et point d'idées générales, qui sont la seule nourriture de l'esprit. Nous avons entamé l'histoire de la prose, terminons-la simplement. Elle n'est pas compliquée. Pourquoi? vous le devinez ; parce que les choses importantes se consignaient en latin. Du neuvième au quatorzième siècle, il y a une lignée ininterrompue d'historiens qui ont sauvé de l'oubli l'histoire même de la France, mais qui ne relèvent pas des lettres françaises ! Pourtant au treizième, on commença à traduire en prose vulgaire les chroniques de Saint-Denis, qui sont des collections de communiqués officiels. Enfin nous avons déjà dit que le premier des chroniqueurs de talent, Geoffroy de Villehardouin, écrit à peu près à l'époque du prosateur de *Lancelot*. Il mérite pourtant le titre de mémorialiste ; c'est-à-dire qu'il dit ce qu'il a vu lui-même ; mais par bonheur il l'a vu vivant, qualité que n'ont pas tous les reporters. Son style n'est peut-être pas très vertébré, mais il est aisé et clair ; c'est du vrai français ; puis il a eu la chance de tomber sur de grandes pages d'histoire, qu'un

(1) Copyright 1925 by *Le Livre*. — Voir *la Revue universelle* des 1er et 15 avril 1925.

petit chevalier nommé Clary a retracées aussi, mais bêtement... Au début du siècle d'après, un vieux chef d'état-major, fidèle et borné, le sire de Joinville, a rédigé en même temps ses mémoires personnels et une vie apologétique du bon roi saint Louis. Ce n'était pas un lettré ; mais il avait du talent naturel, en sorte que son livre est un des livres les plus jeunes de notre littérature.

Mais il a fait à son temps une réputation de naïveté, selon sa propre image. N'en soyons pas dupes, je vous prie. N'oubliez jamais que les écrivains en langue vulgaire n'étaient pas alors — si j'ose dire — le dessus du panier ni par la culture ni par l'esprit critique. Presque toute la littérature sérieuse échappait en somme au français, et il serait donc injuste de juger, d'après la quantité, la qualité même des œuvres françaises que nous trouvons alors, la valeur intellectuelle et artistique de l'époque.

Injuste aussi et légèrement absurde de raconter, comme le font certaines gens, parce qu'au moyen âge la production versifiée est plus abondante que l'autre, que le moyen âge est une époque essentiellement poétique ! D'abord tous les vers ne sont pas de la poésie, ensuite c'est une proportion à établir. Imaginez que l'on raisonne ainsi sur des exemples de notre temps ! La colline de Montmartre produit certainement un très grand nombre de chansonniers et de chansons, et l'on ne retient guère que cela quand on parle de ce quartier célèbre. Mais de là à conclure que ses habitants ont essentiellement l'esprit satirique et musical, il y a un rude pas à franchir ! car enfin parmi eux il y a des bourgeois en écrasante majorité, des chimistes, des balayeurs, des philosophes aussi, probablement. Eh bien ! pareillement on ne retient du moyen âge qu'une face pittoresque et frivole et l'on suppose qu'il ne vécut alors que des conteurs naïfs, des écrivains puérils. Joignez que la puérilité ou naïveté d'un style est impossible à déterminer : vous avez probablement entendu discourir de vieux paysans qui semblent parler avec la lenteur et la simplesse des primitifs, et qui sont, au fond, de rudes narquois ! Rien ne change tant que les modes de langage, rien ne change si peu que les modes de l'esprit. Mettons-nous bien cet axiome dans la tête. Quand il s'agit d'une langue désuète ou d'une langue étrangère, je ne me chargerais pas de distinguer objectivement si telle page est noble ou plate, ironique ou sérieuse. A nous, gens de

France, toute page d'italien nous paraît emphatique, toute page d'allemand nous paraît engoncée, toute page d'ancien français nous paraît naïve, toute page de grec ancien nous paraît nue ; ces illusions-là se valent, au fond.

Prenez donc Jean Froissart, un véritable littérateur, un grand écrivain, celui-là, et qui, cent ans plus tard que Joinville, a écrit des chroniques, cette fois sur la guerre de Cent ans. Grâce à lui cette suite de piteux événements nous apparaît le plus souvent comme une suite d'imageries. Comme il n'a guère dépeint que le côté extérieur et anecdotique des choses, comme il a commis au surplus beaucoup d'erreurs, il passe aussi pour une sorte de primitif. C'est bien plus simple : il n'était qu'un artiste ! On reproche à Villehardouin, ce prototype de Marbot, à Joinville, cet ancêtre du capitaine Coignet (oui, mettez que j'exagère...), à Froissart, ce grand-père des Tharaud, de n'être point des Thucydide ou des Fustel de Coulanges. Voilà, n'est-il pas vrai, des sévérités incroyables? Elles viennent toujours d'une faute de perspective, et parce qu'on ne compare point impunément les serviettes avec les mouchoirs, les nappes avec les torchons...

Alors on se rabat sur Commines, le dernier et le plus grand historien du moyen âge ; mais celui-ci meurt en plein seizième siècle ; c'est un contemporain de Machiavel, un moderne en somme ; il écrivit en vrai historien, en vrai politique, les luttes de Louis XI contre la Bourgogne, puis la première guerre d'Italie. Cent ans plus tôt, il eût écrit en latin, on peut le parier, comme aussi les Chastelain, les La Marche, ses contemporains, autres chroniqueurs des grands-ducs. N'importe, saluons-les au passage. Ce sont les premiers gens qui aient manié, en langue vulgaire, le style abstrait, dont vous savez quelle fut par la suite la fortune prodigieuse. Ah ! le style abstrait ! Voilà dès lors ce qui va pouvoir servir de pierre de touche aux écrivains et de signe à leur valeur intellectuelle, à leur culture classique aussi ! Rien ne marque mieux entre eux une hiérarchie nécessaire que l'exercice de la logique et le maniement des idées. Et comme on voit bien aujourd'hui, quand nos écrivains à la mode, experts aux images et aux sensations, veulent tâter de la théorie, comme on voit bien qu'ils n'ont pas fait leur rhétorique, encore moins leur philosophie !

Mais revenons un peu en arrière. Il est probable que sans la pénurie relative d'œuvres en prose du treizième au quin-

zième siècle, nous n'aurions pas à signaler des choses aussi insignifiantes pour l'art que les sermons de saint Bernard, que nous ne possédons sans doute pas de première main, ou les harangues des prédicateurs populaires dont Olivier Maillard est le plus connu. Encore moins l'encyclopédie de Brunet Latin, Italien qui emprunta le français d'alors à titre de langue universelle : c'est vers 1260 ! Encore moins des traités de droit coutumier, d'économie domestique dont la seule importance est qu'ils soient en prose française. S'il ne survivait du siècle dernier que le Larousse ou le livre de la baronne Staff et le Manuel des jeunes personnes, on ne mentionnerait pas Chateaubriand ni Flaubert.

Pourtant ne soyons pas injustes : au quatorzième siècle on se mit à traduire des bons Latins et des bons Grecs ; cela, c'est œuvre littéraire à défaut de mieux, et surtout c'est un indice que le français s'imposait de plus en plus à tous usages. Au siècle suivant (mais vous voyez qu'il faut chausser des bottes de sept lieues) apparaît un nouveau conteur ; notez que c'est deux cent cinquante ans après *Aucassin et Lancelot!* Je parle d'Antoine de la Salle, à qui on attribue trois des monuments les plus solides de notre ancien langage : une sorte de roman réaliste, éducatif et galant, mais d'allure fort moderne : *le Petit Jean de Saintré*, une diatribe plaisante contre les femmes ; *les Quinze joies de mariage*, et *les Cent nouvelles nouvelles*, qui sont des contes délicieux, mais inconvenants. Nous reparlerons de ceci à un autre propos. Au début du même siècle, le quinzième, notez aussi que la prose française fait ses armes dans les traités de politique et de morale. Hélas ! ils ne se lisent plus ; leurs auteurs n'ont plus que leur nom : Christine de Pisan et Alain Chartier, par exemple, qui furent poètes d'autre part. Maître Chartier fut plutôt prosateur latin que français ; cela explique qu'il ait sa place dans l'histoire de la bonne prose classique, comme devancier de Calvin et de Montaigne, de Guez de Balzac. Inutile de vous dire qu'il souffre d'une redondance un peu agaçante, comme ceux qui le suivirent et qui semblent tous faire faire à notre langage sa gymnastique d'assouplissement. Il y a ainsi pas mal d'écrivains très illustres de leur vivant et qui le restent un peu dans la mort, ils servent de bornes sur la grand'route de l'histoire ; c'est une façon d'avoir sa stèle ; mais quelle est aussi leur infortune ! En eux-mêmes, pour l'agrément ou le mérite permanents de leurs

œuvres, on ne les signalerait point ; mais ils aident nécessairement à comprendre d'où sont sortis leurs successeurs. Ainsi va-t-il de certains rois que l'on doit bien grappiller par méthode sur leur arbre généalogique, et qui ne figurent plus que les bourgeons des gloires mûres de leur dynastie !

— C'est vrai ! dit le prince Amazan. Si vous saviez pourtant comme on fait apprendre pieusement aux enfants gangarides la liste millénaire de mes aïeux ! Les énumérations du Mahabârata ou les rôles des consuls de Rome ne sont rien auprès de leur foule. Mais cela fait toujours plaisir, et puis il est édifiant de savoir qu'un très grand nombre de gens sont morts avant nous.

— Pour moi, répondit M. Guimard, qui ne suis pas de sang royal, j'éprouve une satisfaction aussi noble à parcourir un catalogue de bibliothèque. J'y crois jouer Hamlet au cimetière. Hélas ! pauvre Yorick ! Seule l'érudition guérit les gens de la folie maladive de vivre vite ; elle est un entretien perpétuel avec le ver du tombeau. Vous êtes d'accord, monsieur Bishop?

M. Bishop avait assez d'esprit pour sentir de l'ironie là-dessous. Il haussa les épaules.

— En tout cas, dit Sonia en se levant, je rends hommage à Son Excellence M. le chambellan-secrétaire. S'il adore l'érudition, du moins a-t-il renoncé à nous y enfouir tout vivants. J'avais peur de voir tomber sur ses leçons des noms propres, comme des sauterelles. Il n'en est rien. Je continuerai de lire les livres qu'il nous ordonne.

— Vous me les prêterez après? dit le bel Amazan avec un empressement dont nul ne fut dupe.

IV

Par un effet singulier de la malveillance céleste, le lendemain fut jour de pluie et de brouillard. Dans les verrières pâles d'une verandah, l'on n'apercevait plus que des eaux troubles et désolées : les rivages et les montagnes avaient disparu, et brusquement l'on se fût dit transporté à l'extrême pointe de la Thulé des légendes.

C'est ce que fit remarquer le bel Amazan, qui grelottait sous des fourrures gangarides, d'une toison admirable, mais un peu trop blanches pour le teint de ce prince.

— Voilà un jour de recueillement bien propre à nous entretenir de la poésie !

M. Guimard fit la grimace. :

— Je crains bien, dit-il, que ce mot de poésie, malgré tout ce que j'ai dit jusqu'ici, ne prête encore à des confusions. Et ce qui me le marque est justement le romantisme que vous demandez au paysage et au décor de ce jour. Oui, certes, à l'égard de la poésie, nous ne sommes plus, nous ne pouvons plus être que des romantiques ! Oui, il est bien vrai que nous ne comprenons plus guère que le lyrisme sous le terme de poésie ; et notre lyrisme désigne quelque chose d'assez particulier, au moins depuis un siècle. Nous voulons que le lyrisme soit surtout affaire de cœur et de sentiment personnel ; nous prenons peu d'intérêt au lyrisme philosophique, encore moins au didactique ; et il semble convenu une fois pour toutes que l'intelligence n'est pas une faculté poétique, ni les choses claires des choses poétiques, et voilà pourquoi, ô prince Amazan, indigne fils du Soleil, vous vous félicitez, je parie, de ce temps voilé et mélancolique...

Mais vous allez avoir des déconvenues si vous espérez des poètes de notre moyen âge le moindre signe de ce romantisme nordique et ossianesque. Vers 1830, on était persuadé (et sans y aller voir) que le moyen âge était la source bouillonnante d'un lyrisme juvénile et torrentueux. On opposait même volontiers la sécheresse de l'âge classique, son prosaïsme, son rationalisme à la mysticité rêveuse, au génie prime-sautier de nos pères ! Peut-être même ce préjugé court-il encore ! Et une foule énorme de gens s'imaginent-ils les poètes du douzième siècle comme des chanteurs naïfs et idéalistes (j'emploie à dessein ce mot, qui est le plus bête et le plus laid de notre dictionnaire) : un composé de Gringoire et de Triboulet. Voir *Notre-Dame de Paris* et *Princesse lointaine*, chansons de la reine Hortense et ballades d'Aloysius... Laissez-moi rire. Ce sont les mêmes gens qui croient que les Grecs étaient occupés sous un ciel d'azur à pratiquer l'amour ou l'eurythmie (*sic*), et les Romains, le glaive au flanc, à cimenter des routes ou des aqueducs ; les mêmes, dans certains pays étrangers, croient que le Français est un monsieur à barbiche brune, en pantalon à la houzarde, qui mange des grenouilles et chante des gaudrioles de l'angélus de l'aube à l'angélus du soir. Quoi qu'il en soit, il est bien certain que les mots de *troubadour* et de *trouvère* ont pour

nous une couleur pittoresque aussi marquée que ceux de zouave ou de croque-mort : on voit aussitôt surgir, n'est-il pas vrai, en costumes, toutes sortes de dessus de pendule?

Il est donc essentiel de dire en commençant que la poésie du moyen âge a été l'œuvre de gens de lettres, comme elle le fut d'ailleurs toujours et en tout lieu. Les gens de lettres ont sans cesse compris deux catégories : les riches amateurs et les pauvres professionnels, avec une infinité de degrés entre les deux. Ils ont aussi sans cesse travaillé non pour la foule, ni avec la foule, mais pour une classe sociale ; celle-ci peut être noble ou aisée, ou simplement d'esprit libéral. Elle est capricieuse, vite blasée ; elle passe d'une mode à une autre ; elle connaît de furieux engouements et d'incroyables oublis. C'est chose fort naturelle, puisque la clientèle des poètes est, plus strictement qu'une autre, composée de gens qui veulent se divertir de la vie. Or la faculté de distraction est vite émoussée. D'où une multitude de genres et de styles ; d'où aussi une grande variété dans les clichés, les formules, les trucs, qu'on ne peut renouveler éternellement, mais dont on constitue un grand registre, où puiser selon les besoins. Cela vous expliquera donc que la poésie au moyen âge ait d'abord un domaine incroyablement vaste, ensuite qu'elle ait surtout pâti de servitudes excessives, envers les formes convenues, envers les inspirations convenues, bref envers le public. A aucune époque le génie n'a été moins libre qu'à cette époque prétendue de la liberté. Et c'est pourquoi, hâtons-nous de le dire, il ne s'est pas souvent manifesté...

— Voici, me direz-vous, un jugement un peu personnel, puisqu'il porte sur la qualité la plus impalpable. Mais avouons que, hormis les exemples éclatants du génie universel, tels que les fournissent un Homère ou un Dante, les œuvres de la poésie sont difficilement communicables d'un pays à l'autre ou d'un temps à un autre. C'est dans ce domaine que les formes du style vieillissent et se fanent le plus vite. Il faut très peu de temps pour devenir coco, banal, ennuyeux à ses cadets, à ses successeurs. En règle générale même, on n'est jamais sensible à la vibration secrète des poètes de jadis que si on les comprend tout de travers ; et il y aurait là un bel éloge à faire du contresens.

Jugez donc un peu si nous pouvons estimer impartialement les écrits poétiques du moyen âge, dont presque pas

une forme n'a survécu jusqu'à nous ! Je m'explique : On peut comprendre le grec Anacréon parce que le genre anacréontique survit presque dans nos chansonnettes. On ne peut plus guère comprendre Pindare parce que la poésie d'apparat n'est plus du tout en usage ; et tout cela revient à dire que les formes classiques du lyrisme ne sont pas toutes classiques... De nombreux autres genres, plus accessibles en principe, où l'on peut mettre la fable, le conte en vers et tous les poèmes à forme fixe, nous touchent peu parce qu'on ne les pratique plus. L'esprit ne se transmet que lorsque la forme se transmet aussi...

Mais le devoir de l'historien est justement de rapprocher de nous ce qui en paraît si lointain. Je remarquerai donc que tous les genres que nous estimons morts ou caducs, ne le sont pas à proprement parler : certains sont simplement tombés dans ce que j'appellerai l'infra-littérature. Nous aurions pourtant à retracer leur gloire passée ! Les romances sentimentales, les airs de danse munis de paroles galantes, comiques ou satiriques, vous savez où cela se fabrique encore, dans quels cafés-concerts, où cela se chante, à quels carrefours. Les lettres ne s'en avisent plus ; la musique seule y prend quelque intérêt, le texte en étant rédigé par des nègres obscurs ; même Pierre Dupont, même Béranger ne sont plus nommés qu'avec une moue ; personne ne retient la production librettiste de Scribe, ou même de Meilhac et Halévy, en quoi l'on a peut-être tort. Ne soyons donc pas plus cléments pour les romances, pastourelles ou ballettes du treizième siècle que pour leurs équivalents du siècle dernier.

C'est au treizième siècle, en effet, que ce lyrisme au petit pied, apparu à la fin du douzième, a le mieux flori dans la France du Nord, un peu en retard sur la poésie dite provençale, qu'ont illustrée — par parenthèse — beaucoup plus de Limousins, d'Auvergnats et de Gascons que de Provençaux. A l'avis des spécialistes, les poètes du Nord ou trouvères, qu'ils fussent nobles ou gens de peu, princes féodaux ou artistes ambulants, n'ont que fort peu d'originalité. Les troubadours ou poètes du Midi avaient déjà été effroyablement conventionnels, prolixes et scolastiques ; leurs disciples enchérirent encore sur ces défauts.

Il régnait alors deux sortes de conventions : celle du poète aristocrate et courtois, qui feignait de mourir d'amour ; celle du poète roturier, qui feignait de mourir de faim. On

posait au martyr galant pour déployer son adresse dans la casuistique amoureuse, presque toute abstraite et didactique. On posait au pauvre baladin comme les chansonniers de Paris aujourd'hui posent au farceur bohème, quand ce sont les bourgeois les plus renforcés du monde. C'est pourquoi il ne faut lire qu'avec circonspection les plaintes d'un Colin Muset et même d'un Rutebœuf. Quant aux chansons dialoguées qu'on appelait *pastourelles*, ce sont exactement ce qu'on appela plus tard des berquinades ; la fausse naïveté, mêlée de grivoiserie, la fiction des bergers et bergères d'opéra-comique, a toujours ravi les mondains et les bourgeois.

J'ai plus de joie, je pense,
Que le grand roi de France,
Car il a sa richesse,
Mais moi j'ai ma maîtresse, etc., etc...

C'est dans ce ton que sont écrites toutes ces chansons-là, quand on les croit populaires. Quand on les dit savantes, alors, elles sont d'une ingéniosité qui confine au pédantisme, avec l'insupportable manie des abstractions personnifiées, des allégories, qu'il semble bien que les troubadours avaient eue les premiers, et qui relève, avant la lettre, de la pire préciosité. Cela ne veut pas dire que toute cette production soit à nos yeux glacée et morte. Est-ce que nous aurions si bon goût à présent? Non, non : qu'on joue demain le petit divertissement lyrique de *Robin et Marion*, et tout le monde applaudira l'auteur, Adam de la Halle, mort vers 1280... On applaudit bien *le Devin du village* qui est incomparablement plus fadasse !

Le caractère salonnier de toute cette poésie ne doit donc pas échapper aux dévots de l'âme populaire. Les clients naturels des poètes étaient déjà les dames et les gens de qualité ; on récitait les chants dans des espèces d'académies, où l'on décernait des prix, ou bien dans des cours proprement dites où la discussion galante était d'obligation au programme... Plus tard, il y eut un troisième public, non pas le peuple, diantre ! mais les intellectuels, qu'on appelait *clercs*, et qui commençaient à former une classe par les mœurs et par l'esprit. Ils avaient, bien entendu, les qualités et les défauts de tous leurs pareils : apprentis fonctionnaires, étudiants et petites gens de lettres : de la curiosité, une ten-

dance à la vie de bohème, un grand appétit de discussion, un esprit indocile. C'est pour eux qu'a écrit parfois Rutebœuf, sous saint Louis, bien que son public naturel fût d'ordinaire plus relevé ; en tout cas Eustache Deschamps, qui fut un magistrat de province sous Charles V... songez que dans le fatras de ses œuvres, où il y a beaucoup d'oiseux et de très belles choses, on trouve jusqu'à un *Art poétique*, le premier du genre, je crois bien. On a mis très longtemps à reconnaître la valeur de ce rimeur polygraphe ; mais il est au nombre de nos bons écrivains en vers, et tout lettré doit connaître quelques-unes de ses ballades.

Enfin au siècle suivant, le quinzième, c'est sûrement pour les intellectuels qu'a écrit l'admirable Villon. En ce temps-là qui est trop souvent sacrifié dans l'histoire, il paraît bien que les deux publics se rapprochent et se confondent : celui des mondains et celui des lettrés. C'est sans doute la conséquence des troubles publics et des guerres, qui inspirent forcément aux artistes le désir de trouver des protecteurs. Le mécénat s'organise : il n'est presque plus de poète qui ne soit fonctionnaire ou homme de cour. Les uns sont employés de bureau, les autres secrétaires de grands personnages — j'emploie à dessein des mots qui ne soient pas démodés — il y en a qui vivent indépendants, et mal... comme Villon, à certaines époques de sa vie ; mais le snobisme, un heureux et sain snobisme fait leur succès et reconnaît leur génie : c'est même une des ressemblances que François Villon présente à Paul Verlaine.

Inversement les grands personnages tiennent à honneur d'être aussi gens de lettres. Songez que l'illustre Alain Chartier fut un diplomate, employé à la propagande, et aussi honoré pour ses services qu'admiré pour ses œuvres. Songez que le duc Charles d'Orléans, qui a mené une vie d'artiste raffiné et décadent, était une des coqueluches du parti patriote. Jeanne d'Arc rêvait de lui, qui n'a jamais soufflé mot de Jeanne d'Arc. Ce gentil poète, excellent écrivain, est très représentatif d'un temps qui de loin nous paraît grandiose et tragique, tant nous y voyons de grands intérêts en jeu, et qui de près manquait étonnamment de sérieux. Charles aurait dû être à la fois un Hamlet, un Silvio Pellico, un Jacques Stuart, que sais-je encore? Il n'a été, malgré des deuils effrayants, la défaite, la captivité et le rang où la fortune l'avait mis, qu'un de nos meilleurs rimeurs

galants. Notez qu'à mon gré c'est bien quelque chose. Il s'est appelé hypocritement quelque part : *l'homme égaré qui ne sait où il va*, aveuglé par l'amour et le destin. C'est une plaisanterie. Il savait bien ce qu'il voulait : la gloire des gens de lettres. Il l'a eue, après tout. Qui sait si les gens sérieux doivent nier que ce fût la meilleure part?

La convention, eh oui ! c'est ce qui me paraît planer sur tous les poètes du moyen âge ; et ce qu'il faut avant tout connaître pour comprendre justement leur lyrisme. Nous gardons toujours une prévention très fausse en jugeant les poètes de jadis : nous imaginons que, à l'exemple des modernes, leur sincérité s'exprimait toute crue. Non ! l'impudeur sentimentale est une mode récente ; et jamais avant notre époque, on ne félicitait les gens de montrer leur cœur ; mais on les louait d'exprimer joliment des sentiments généraux, reconnus tels. Vous pouvez lire les témoignages de toute la critique ancienne, depuis Aristarque jusqu'à La Harpe : elle s'intéresse peu à la personne de l'auteur, ni au frisson que celui-ci peut laisser courir sous le masque. Elle s'occupe surtout de ce qui n'est point temporel, de ce qui touchera également l'esprit et le goût des connaisseurs : la forme heureuse et la pensée juste. *Humain* voulait dire pour eux non pas « touchant », mais « général ».

Et ainsi, vous le voyez, le principe classique a toujours été appliqué en France où je crois bien qu'on l'a constitué. Que voulez-vous ! nous avons été si longtemps un pays purement raisonnable ! Je veux dire un pays qui, avec autant de passions et de folies que les autres, estimait que le sentiment particulier a fort peu d'intérêt devant l'opinion commune.

Ah ! messieurs, ce n'est pas Boileau qui a inventé ces principes ; ce sont ces principes qui ont suscité Boileau. Boileau n'aurait nullement été dépaysé dans ces âges que son ignorance lui faisait appeler barbares et gothiques ; il aurait pu naître au treizième, au quatorzième, au quinzième siècle... Et n'en doutez pas, sous un nom ou l'autre, il y naquit déjà !

Ne vous scandalisez donc point que la littérature du temps des croisades ou des deux guerres de Cent ans manque à refléter la noblesse de ces époques, qu'elle n'ait laissé aucune grande œuvre, aucun grand cri. Songez bien que la littérature n'a pas été créée pour servir la vie ni même la traduire, mais pour lui échapper. Si tant de poètes se sont alors contentés des amusettes que nous trouvons indignes de leur siècle,

c'est justement que les règles littéraires les y obligeaient. Règles absurdes, je l'admets. Règles de mauvais goût, je veux bien, et presque du mauvais cœur ; mais à qui l'on eût sacrifié les droits mêmes du génie... Mais euh ! qu'est-ce que je raconte là? Le vrai génie s'accommode très bien des conventions les plus lourdes ; il n'est jamais virtuel, comme diraient les philosophes ; il n'existe, il n'a des droits, qu'une fois manifesté. Seulement il faut reconnaître qu'avec nos préjugés, nous sommes présentement peu sensibles au talent passé de mode, tandis que la moindre sincérité, même en dehors du talent et de la mode, nous touche aisément !

Nous en prêtons donc aux auteurs de jadis, et nous imaginons volontiers qu'ils ont fait craquer les gangues où on les enserrait. Nous arrivons parfois à goûter la bonne Christine de Pisan, poétesse très estimée et assez bien payée, qui chantait très froidement sa solitude de pauvre femme de lettres, veuve et expatriée ; mais c'est en supposant chez elle un prototype de la bonne Marceline Valmore ! Nous avons même de la complaisance pour les gentillesses de Guillaume de Machaut (notre premier grand musicien, mademoiselle) et de Froissart (c'est aussi le chroniqueur, messieurs) parce que nous inventons du tragique dans le contraste de cette poésie abstraite et quintessenciée avec les malheurs de l'époque. Nous voulons voir là un aveuglement volontaire, l'héroïsme de gens qui s'étourdissent, qui festoient sur un volcan... J'ai médit fort justement çà et là de la manie historique ; je reconnais maintenant qu'elle offre des agréments : elle permet de goûter les œuvres littéraires non pas telles qu'elles sont, mais dans une optique nouvelle et piquante. Plus tard, messieurs, je n'en doute pas, elle autorisera nos neveux à trouver que la *Madelon*, ce n'est pas si mal après tout ; que cela évoque toute une fresque d'épopée, et que, à l'inverse, les farces incongrues des poètes *dadas*, à l'heure où se réglait le sort de l'Europe, ne manquaient pas non plus d'une beauté poignante...

— Oui, dit Sonia ; mais si j'entends bien votre ironie, vous reprochez à ces indulgences toutes modernes de ne plus tenir aucun compte des jugements objectifs du bon goût, lequel est assez permanent, chez les délicats de tous les siècles.

— Mais non, mademoiselle ; je ne mettais là aucune ironie.

Le bon goût est trop variable dans ses oracles pour que je me fie à lui. Il y a des règles de l'intelligence ; et j'y crois fermement. Si on lui assimile le bon goût, d'accord. Mais qui de nos jours voudrait faire cette confusion? La France de jadis la faisait ; et c'est à quoi j'en voulais revenir : il y a une façon sérieuse, objective, scientifique, de goûter les poètes du moyen âge, de ces temps sans vraie poésie ; c'est de considérer quels services ils ont rendus à la cause des psychologues et des moralistes :

A cet égard ils sont tous dignes de notre amitié ; et tout le premier *Roman de la Rose*, qui fut fait vers 1230 par l'élégant Guillaume de Lorris, reprendrait un peu de la vie qu'il a perdue. Je ne vous en ai pas encore soufflé mot. C'est pourtant l'œuvre-type, la Somme, la clé de voûte de la poésie amoureuse du moyen âge ; mais il jure si fort avec notre conception de la poésie qu'on ose à peine parler de lui ; pourquoi? parce que la poésie y est toute générale, ce qui nous la fait dire abstraite et didactique ; au lieu que la nôtre est toute particulière et concrète. Jugez du contraste : alors, le sentiment même s'expliquait, s'analysait, s'explicitait en données intellectuelles. Aujourd'hui, quand nous voulons traiter poétiquement une donnée intellectuelle, le travail consiste à la vêtir de sentiment ou même de sensualité ! Guillaume de Lorris, poète aristocrate et savant, se fait après tout de la poésie une conception assez proche de celle qu'en nourrissait Racine ; mais si on l'avait mis en présence de Verlaine ou même de Lamartine, ce sont nos modernes qui lui eussent paru gothiques, puérils, barbares et balbutiants. Il faudrait qu'on lui dît : Messire, notre poésie ne traite plus des sujets que vous aimiez, parce qu'ils sont acquis, défrichés, passés dans le domaine commun. Nous *savons* assez pour avoir pris le droit de *sentir*. Et ce que vous expliquiez jadis avec minutie et méthode, d'autres gens font à présent métier de l'étudier... » Mais nous ne le convaincrions pas...

Passons à l'extrême opposé, et citons Villon de nouveau. Ce serait une bien grosse erreur de ne voir en lui que le lyrique à la mode. Certes, échappé à la tyrannie de la clientèle ordinaire, il a aussi marqué envers les règles un peu plus de hardiesse que ses contemporains ; on sait ce que lui a rapporté cette audace : la royauté dans l'histoire de la poésie. Mais par les dix-neuf vingtièmes de son œuvre, Villon n'est

pas un poète personnel : c'est un moraliste. Vous sursautez? Pourquoi cela le diminuerait-il? Oui, il a recueilli le plus souvent non seulement les lieux-communs de la forme, mais ceux de la pensée de son temps. Ses jeux d'esprit, ses plaintes, ses exercices verbaux, ses cris du cœur, on ne peut vraiment les dissocier les uns des autres. Et vous l'avouerai-je? je nourris une extrême tendresse pour les pièces qui marquent en lui, non seulement le poète éternel, mais le premier des poètes à la mode d'alors, pour la ballade des proverbes par exemple :

Tant parle-on qu'on se contredit,
Tant aime-on chien, qu'on le nourrit,
Tant dépense-on, qu'on n'a chemise,
Tant aime-on Dieu, qu'on suit Eglise,
Tant donne-on, qu'emprunter convient,
Tant crie-on Noël, qu'il vient!

Je sais par cœur ce pot-pourri, et il n'est point de jour où...

— Vous ne citez pas juste, remarqua M. Hymmelborg.

— C'est, dit M. Guimard, le propre des citations bien-aimées, qu'on les arrange et remanie pour sa volupté personnelle. Admettons que mes goûts soient vraiment trop originaux. Mais dans ce que l'on goûte le plus d'habitude, Villon, sachons-le bien, suit étroitement les traditions du quinzième siècle. Les chants macabres, les méditations funèbres, comme la *Ballade des pendus* ou celle des *Dames du temps jadis*, on en trouve déjà l'exemple chez tous ses contemporains notables. Il y a des modes frivoles, pourquoi n'y aurait-il pas des modes sérieuses, des modes tristes? Au siècle dont je parle, tout bon poète faisait sa complainte sur la pourriture du tombeau, comme plus tard il eût fait sa barcarolle au clair de lune. Quant aux regrets des ci-devant « belles heaulmières », ce n'est rien qu'un topique qui vient des moralistes épicuriens, et qui a nourri ensuite des dizaines et des dizaines de poètes satiriques et de chansonniers. Bref, compte tenu de quelques confidences personnelles, l'œuvre de Villon n'apparaît que comme une œuvre intellectuelle ; mais parmi tous les rimeurs didactiques qui aujourd'hui sont morts, et qui avaient bien leur prix, il figure le chef, le seul vivant...

Autre chose qui nous surprend chez lui, malgré que nous

en ayons : c'est l'intrusion singulière de la verdeur bouffonne dans la mélancolie. Aujourd'hui un poète adonné à l'élégie se ferait couper en morceaux plutôt que d'y introduire un mot comique, et surtout un mot grossier. Il semble que nous ayons perdu le respect-humain à l'égard de la sentimentalité : le peuple l'a pourtant gardé très fort ; vous avez remarqué, sans doute, comme tous les étrangers, que lorsque des paysans ou des manœuvres français dégoisent au cabaret la chanson tendre, il ne passe pas de nombreux couplets avant qu'elle tourne à la parodie, au plaisant, au grivois? C'est même là ce qui nous fait le renom de n'avoir pas de cœur. Il est bien vrai que nous avons toujours refusé d'exprimer naturellement ce que les Allemands appellent la *Gemütlichkeit*. Nous la cachons soigneusement : ce n'est que par artifice et raffinement que notre poésie est devenue romantique. Au moyen âge, elle manqua justement à un point incroyable, et de romantisme et de sentimentalité. Il faut en prendre son parti. L'âme française, bien sûr, aussi sensible qu'une autre, n'a jamais poussé des cris de pélican, avant que ce fût une mode littéraire. Et il n'y a pas un seul de nos anciens poètes qui mette son cœur à nu comme l'ont accoutumé les modernes ; et à qui, selon un mot célèbre, on puisse dire : Voyons ! allons ! de la pudeur !

A la suite de cette péroraison, l'assistance demeura un instant stupéfaite et M. Hymmelborg trouva seul le courage de répliquer :

— Monsieur, nous reconnaissons bien dans vos paroles l'habitude qu'ont les Français de se rendre hommage, tout en semblant se juger avec férocité. Je connais et j'estime votre pays ; j'y ai vécu. Je sais qu'il recèle, au fond, beaucoup de lyrisme naturel. En sortant de la Bibliothèque, j'ai souvent vu, à Paris, des petites filles et des petites femmes qui larmoyaient autour d'un chanteur de rues, sous un réverbère, par un soir pluvieux ; et j'étais moi-même ému de tant d'émotion.

— Le curieux, reprit M. Guimard, c'est que l'on voit justement débiter d'un ton larmoyant et traînard, dans ces cercles de plein vent, d'affreuses polissonneries. Si vous aviez acheté aux chanteurs leurs misérables partitions, monsieur le docteur, je crois que vous eussiez eu des surprises. Et ceci ne prouve qu'une chose : c'est que la sensiblerie est souvent mal placée parce que chez les peuples réputés les plus secs,

elle a grand appétit d'aliments et dévore tout ce qu'elle trouve...

Voici plus étonnant encore, à l'égard de notre poésie du moyen âge. C'est en vain que vous y chercheriez le sens de la nature qui orne obligatoirement tout le lyrisme moderne. Et là aussi, elle se révèle directement apparentée à ce qui devait être plus tard l'esprit classique. Mais je trouve cela très explicable ; parce qu'au fond le sentiment de la nature est spécial aux hommes parvenus à la vie citadine, et qui s'intéressent pour les arbres, les oiseaux, les fleurs et les crépuscules comme des bourgeois qui vont aux champs. Le paysan n'a pas l'amour esthétique ni sentimental de la campagne, et si le marin quitte péniblement la côte ou le montagnard ses ravins, c'est parce que les autres lieux leur présentent un visage du monde et des modes de vie auxquels il leur faut s'adapter avec effort. Sans doute la civilisation littéraire du moyen âge était aussi raffinée que je l'ai dit ; mais l'intérêt pour les exercices de la pure intelligence n'y était pas émoussé comme il le fut par la suite, lorsqu'on rétablit en art les droits du cœur et des sens. Aussi tout le monde extérieur ne joue presque aucun rôle dans les souvenirs de nos ancêtres, ni dans leurs fictions : ils avaient découvert et défriché le domaine humain, purement humain, qui est l'âme ; ils respectaient encore soigneusement la hiérarchie du monde telle que leur religion (très intellectualiste par sa théologie), leur goût social, et enfin leur tour d'esprit la faisaient concevoir. En haut de cette hiérarchie se trouvait l'homme raisonnable...

— *Homo sapiens*, dit fièrement M. Bishop.

— Comme vous dites... lequel comprend l'homme courtois, qui était en amour philosophe et psychologue ; l'homme politique qui était un acharné partisan de la raison et de l'ordre et ne satirisait dans la féodalité, dans l'Église, dans la monarchie même, que ce qui lui semblait déraison et désordre ; et enfin l'homme-poète, qui cherchait à découvrir ingénieusement, à développer subtilement la vérité éternelle, ce qu'elle a de complexe dans sa simplicité. En somme il y a eu un temps classique, et presque trop classique dans l'histoire de nos lettres, c'est le moyen âge !...

Après cela, je m'abstiendrai de vous faire l'éloge des méconnus, après avoir semblé exalter les très connus. Pourtant des premiers, il est une troupe qui mérite infiniment plus

de respect qu'on ne lui en donne. Ce sont les *rhétoriqueurs*. Vous savez qu'on appelle ainsi les poètes qui procèdent d'Alain Chartier, et qui, comme lui, sont des moralistes assez froids, et des maîtres en adresse verbale. Imaginez des Boileau qui écriraient comme des Banville, des Banville de très mauvais goût, des Banville du Chat-Noir. Leurs noms sont décriés dans l'histoire littéraire, mais il en est un qu'il faut sauver : celui de Jean Molinet ; c'était un serviteur du duché de Bourgogne, au temps de sa grandeur, puis de sa décadence ; c'était surtout un étonnant écrivain, tour à tour quintessencié et gaillard, précieux, et, si j'ose dire, rabelaisien. S'il avait vécu au siècle dernier, ne doutez pas que son nom n'éclipsât aujourd'hui un grand nombre de ceux que nous révérons, parce qu'ils sont encore proches, en tout cas tous les Parnassiens... Molinet est très digne d'être comparé à Marot ; il est aussi l'ancêtre des poètes libertins du dix-septième siècle, des Sigogne et des Saint-Amand. Il n'y a peut-être que Victor Hugo et Ronsard pour dépasser, en poésie, son invention de mots et son abondance pittoresque. Retenez, retenez le nom de ce Flamand presque génial, qui a cultivé tous les genres, du sublime au dégoûtant ; il aurait pu être, je n'exagère rien, notre Stace, notre Juvénal ; il a été bien avant les autres notre Béranger. Ses grandes invocations religieuses, ou bien ses chansonnettes, ou enfin ses bouffonneries, comme celle des frères quêteurs :

Donnez-nous vos écus anciens
Pour fourrer nos aumusses;
Nous prierons Dieu, qui voit les siens,
Qu'autant vous donne en mars de fiens (fumier)
Qu'un vieux chien a de puces!

ne sortent pas de la mémoire, une fois entrées. Et méditez, je vous prie, sur l'instabilité des choses humaines ! Molinet a conquis la gloire, mais une gloire fictive et livresque qui ressemble à l'immortalité des larves pâles que concevait Homère : destin singulier de cet écrivain plein de vie et de sang ! Bien d'autres, à son époque, ont péri presque aussi injustement par suite des circonstances adverses. Je ne veux pas reviser leur procès. Sachez seulement que Lemaire de Belges serait un de nos grands poètes humanistes si la Pléiade et Chénier n'avaient offusqué son renom, et écrit en langue plus moderne. Molinet, lui, a pâti de vivre en un

siècle sacrifié par l'histoire, que le siècle suivant, le seizième, a renié violemment comme il devait se voir lui-même renier à son tour par le dix-septième. De plus l'inspiration de Molinet manque surtout d'intérêt universel. Elle manque même d'intérêt national, car, à l'exemple de beaucoup de ses contemporains, il servait la riche et magnifique maison de Bourgogne. Comme tel — il est très anti-français : l'histoire politique, qui est inexorable, ayant décidé contre lui, l'a relégué au rang des vieilles lunes. Cela vous étonne? Hé ! Pourquoi les *Odes* légitimistes de Victor Hugo semblent-elles fades à la plupart des gens? Parce que leur auteur a trouvé ensuite et pincé des guitares infiniment plus actuelles à nos yeux. La Grande Armée passionne mieux les lecteurs que le retour des lys ; c'est peut-être un tort, mais c'est ainsi. De même Molinet, tous les chanteurs de Philippe le Beau et du Téméraire, ont mis les événements contre eux. Ils ne s'en relèveront pas, tant qu'il y aura chez nous un sens sourcilleux de l'unité française...

— Ah ! interrompit M. Bishop. Je commence à comprendre que l'histoire de l'esprit en France est si étroitement liée à celle de la nation que vous êtes tous plus ou moins nationalistes.

— C'est bien légitime, dit Amazan, sortant d'un long silence. La France est un peuple qui a fait longtemps mûrir ensemble ses institutions politiques et son esprit. Elle est donc volontiers injuste pour les gens qui ne suivaient pas la grande route, la voie royale. Nous autres étrangers, concevons mal cette rectitude dans le chemin ; et que vous soyez toujours des autoritaires jaloux, des jacobins, même dans l'histoire de vos lettres... Mais au fond, je le vois bien à présent : la seule raison pourquoi votre moyen âge est sacrifié aux périodes suivantes, ce n'est pas la difficulté de ses langages, c'est qu'il est, en somme, aux yeux de la foule, antérieur à la maturité de votre nation. L'adolescence de votre État semble en général concorder avec l'enfance de votre art littéraire. Il y a là, je le sens bien, une perspective imposée que rien ne peut rompre chez un Français d'aujourd'hui...

— Vous pourriez bien avoir raison, dit M. Guimard.

Et aussitôt le Gangaride, l'Américain, le Finlandais, la Monégasque même regardèrent plus curieusement l'échantillon de la nation unique.

Heureusement, on servit le thé, que le prince Amazan exigeait de préparer lui-même avec une herbe de Mo-You-Tan. Il pleuvait toujours et des mouettes tournoyantes venaient frapper aux vitres comme des papillons.

*
* *

— Je n'ai pas insisté, reprit M. Guimard, sur le *Roman de la Rose;* encore moins parlerai-je de toute la poésie proprement didactique à quoi l'on pourrait rattacher cette grande œuvre. Car lorsqu'une littérature veut enseigner, et que l'enseignement est devenu inutile par le progrès des lumières (comme on disait jadis), cette littérature devient caduque. Nous n'avons plus que faire de poèmes sur l'histoire naturelle, zoologie, botanique ou minéralogie ; ce sont matières dont on s'occupe ailleurs. Et de plus les *bestiaires*, *plantaires* ou *lapidaires* du treizième siècle n'ont pas de telles qualités de forme qu'ils survivent comme *l'Enéide* à l'invention de l'agronomie scientifique. Hâtons-nous d'exécuter aussi vite les encyclopédies qu'on appelait *Miroirs*, *Trésors* ou *Images du monde*, et les traités moraux de tous genres, si intéressants soient-ils pour l'histoire des mœurs et des conventions sociales. Venons-en à la poésie plaisante et satirique, dont les fabliaux et les poèmes sur *Renard* sont la gloire, d'après la tradition.

Je ne doute pas qu'on ne vous ait dit souvent que cette veine gauloise et irrespectueuse est proprement populaire, et qu'on n'ait opposé devant vous la littérature des seigneurs, la poésie courtoise et romanesque, à cet art réaliste et trivial des roturiers. Encore des idées absurdes ! Les mondains avaient autant de plaisir que la vile tourbe à entendre des histoires salées ; ils éprouvaient encore ce plaisir-là au dix-septième siècle ; et, mon Dieu, aujourd'hui encore, l'heure des cigares est souvent celle des fabliaux... Quant à l'esprit satirique et indocile, il a toujours été un élément essentiel de l'amour des Français pour l'ordre établi. A écouter causer des Français, on croirait toujours qu'une révolution éclatera le lendemain, ou que les femmes sont au monde ce qu'ils détestent et dédaignent le plus, ou qu'ils ne croient ni à Dieu ni à diable, ni à l'honnêteté de leur vieux père... Cela n'a aucune espèce d'importance ; nous ne sommes pas, nous n'avons jamais été un peuple de « refoulés »,

comme dirait un psychiatre célèbre, ni d'asservis, comme le crurent d'imprudents historiens...

On se tromperait du tout au tout, en croyant que la littérature gauloise a été, pendant les « siècles d'esclavage », l'exutoire des colères qui bouillonnaient dans l'âme du peuple ! Bien au contraire, les gens de peu jouent en général dans ces fictions-là des rôles plus désobligeants et ridicules que les autres ; très probablement les jongleurs ou baladins qui composaient et débitaient les contes facétieux qu'on appela *fabliaux* voulaient complaire ainsi à deux publics, l'un habitué à mépriser, l'autre qui se moquait bien d'être méprisé.

Au reste les fabliaux qui ont illustré le treizième siècle ne présentent, si l'on veut être sincère, presque aucun intérêt de littérature ; ils sont écrits confusément, maladroitement, avec cette gaucherie que seule pouvait sauver la récitation familière. Ils n'appartiennent pas plus à l'art que certains fascicules que l'on vend cinq sous dans nos kiosques à journaux... Leur seule noblesse est d'avoir inspiré plus tard des conteurs qui furent de bons ou de grands écrivains. Ce qui fait l'honneur du *Vilain Mire*, et du *Tombeur de Notre-Dame*, c'est Molière, c'est Anatole France. Pourquoi étaient-ils en vers? Sans doute pour la commodité des récitants ; rien de tel que la métrique, même sèche et monotone, pour fixer la vulgate d'un texte. Mais c'est bien par artifice que l'on rattache tous ces contes à l'histoire de la poésie. A peine y a-t-il un humour particulier dans *Courtois d'Arras*, histoire modernisée de l'Enfant prodigue ; ou dans le *Conte d'Aristote*, où l'on voit ce vieux philosophe faire le malin devant son élève et la bête devant une jolie fille. On aurait même tort de considérer tout ce guignol comme un excellent document sur le moyen âge ; autant juger la France d'à présent sur ses vaudevilles. Je pense bien que les fabliaux sont pleins de conventions comiques, qui dataient des contes latins dont on sait l'existence et la fortune, mais dont on ne possède que des versions travesties. Ç'a toujours été un genre vigoureux que celui du récit bouffon, et tous les temps, tous les peuples ont connu le fameux *esprit gaulois*.

— Comment? dit Mlle Tagliargento avec une moue pudique. Est-ce que, comme son nom l'indique, la gauloiserie n'est pas spécialement française...

— Heureusement non ! répondit M. Guimard. Il faut

savoir que nos aïeux donnaient au mot de *gaulois* le sens d'archaïque et de grossier ; tout en y laissant une nuance de sympathie qui n'était pas, par exemple, dans le terme de *gothique*. On n'a jamais prétendu que ce fût sur notre sol qu'ait germé, poussé et fructifié cet arbre du mal, ou du moins de la licence.

— Voyons ! dit alors M. Bishop. Vous n'allez pas ergoter là-dessus ! Tout le monde sait bien que les Français ont du goût pour...

M. Hymmelborg renchérit :

— C'est si vrai que le mot *Kochonnerie* (sauf respect, mademoiselle) est chez nous un mot français, intraduisible dans les vertueuses langues du Nord.

— Ah ! s'écria M. Guimard. Nous verrons un autre jour à quelle époque et sous quelles influences la légende s'est constituée. Je prétends déjà qu'elle date du dix-huitième siècle, où l'on exportait la littérature obscène sous l'étiquette de la philosophie et de la pensée libre ; mais je proteste contre elle dès à présent. Le goût de la grossièreté, de la scatologie même, est évidemment essentiel à l'esprit gaulois ; on y voit aussi une espèce de dureté, de cruauté envers les souffrances humaines, un manque absolu de sensibilité que l'on attribuerait volontiers au peuple le plus intellectuel de l'Europe. Mais tout ceci est une pure apparence. Cette cruauté est commune à tous les vilains de tous les pays : qui mène la vie dure est aussi dur pour autrui, et s'apitoie difficilement sur les méchefs ; les maux, les infirmités, les trépas, les catastrophes mêmes lui sont matière à rire sardonique : dans les fabliaux on se moque des aveugles, on trouve très comique des ivrognes enterrés vivants parmi un charnier... Au fait c'est peut-être que cette férocité est semblable à celle des enfants, qui ne conçoivent pas, dans toute leur réalité, les fictions parfois atroces du conteur. Et le monde des fabliaux n'est que fiction, comme celui des marionnettes. Cette fiction en venait des fables milésiennes tant aimées des Grecs, des atellanes romaines de tous les récits de veillées, de la tradition orale des cabarets, chambrées ou ateliers ; ce sont des lieux où le comique le plus usé paraît toujours le plus neuf. Et surtout elle était commune à la France et à tous les pays voisins. Est-ce que les *Contes de Boccace*, italiens, est-ce que l'histoire de *Til l'espiègle*, allemande, ne figurent pas dans les archives de l'esprit gau-

lois? Croyez-moi : toute l'Europe a cultivé en même temps le goût des plaisanteries ordurières et des récits de soudards.

Ce qui nous étonne, c'est leur fortune artistique en France même : de grands écrivains du quinzième au dix-septième siècle, d'Antoine de la Salle, La Fontaine leur ont donné des titres. Mais cela n'est plus l'époque « gauloise », ce n'est même plus le temps des fabliaux. C'est le règne de la littérature. Du reste, la gauloiserie ancienne n'était pas corrompue ; et si j'avais des sœurs, je leur laisserais plutôt lire les *Nouvelles nouvelles* que certaines saletés de Diderot ou de Restif. S'il faut choisir, je choisis le pourceau gai de préférence au pourceau triste, au pourceau malade. Nous avons cherché depuis le début de ces entretiens des traits archaïques dans le moyen âge. En voici enfin un : c'est la grossièreté, si mal appelée gauloiserie.

Et tous ces vieux recueils de satires naïves
Des malices du sexe immortelles archives.

Seulement, je l'ai déjà dit, cela regarde à peine la littérature, à l'époque où nous sommes encore. Attendez Rabelais, et vous aurez un prétexte décent pour lire des récits malpropres.

— Mais je ne cherche pas ce prétexte ! s'écria M. Bishop tout rouge.

Mlle Tagliargento s'amusait beaucoup :

— En somme, dit-elle, M. Bishop a raison de s'indigner. On nous a démontré qu'il y a une grossièreté européenne, et depuis que l'Europe existe... Mais il n'y a pas de gauloiserie américaine !

— Non, dit le prince Amazan ; pas plus de bons crus américains... Pourtant chez nos braves Gangarides, il existe des tas de contes très amusants et assez libertins dont tout le monde se régale... Je crois que jadis on les attribuait comme origine à vos fabliaux. La gauloiserie serait donc asiatique? Je ne m'étonne plus de rien... Mais suffit ! monsieur mon chambellan, reprenez la parole, et tirez-nous de ces chemins scabreux.

— Prince, reprit Son Excellence M. Guimard, je pourrais parler aussi des farces, qui ne sont que des fabliaux adaptés au théâtre : vous savez que deux au moins survivent dans la mémoire : celle du *Cuvier* et celle de *l'Avocat Patelin*, qui est du quinzième siècle, et par conséquent une œuvre de lettré.

Les monologues comiques où l'on parodiait les prédicateurs, où l'on ridiculisait les fonctionnaires, la police, la garde nationale (*le franc-archer de Bagnolet* pourrait être de 1840) sont estimables pour l'érudit ; mais enfin leur rareté relative fait leur plus grande valeur, et si ces œuvrettes étaient d'aujourd'hui, on n'en soufflerait mot.

Ceci, vous voyez, m'a conduit à parler du théâtre. Je ne le réservais point pour la bonne bouche. Car le théâtre est ce qui, de siècle à siècle, se transmet le moins aisément. Raisonnons un peu : les œuvres à lire n'atteignent guère que le lettré, mais l'atteignent toujours ; les œuvres à jouer sont soumises au goût, à l'oubli et à l'ignorance de la foule. Au bout de fort peu de temps, les pièces de théâtre ne sont plus accessibles qu'au prix de remaniements et d'adaptations ; et vous savez assez qu'aujourd'hui les gens qui travaillent pour la scène ont pris leur parti d'être exclus de la littérature, de celle de demain, et même de celle d'à présent. Tant de philosophie leur est venue à considérer leur nombre excessif, leur sujétion aux acteurs, et leur incapacité à séduire les délicats. Il n'y a donc plus, qu'on le veuille ou non, qu'un seul théâtre littéraire, celui qu'on ne peut jouer, ou qui ne se destine pas à être joué.

Ceci vous fera admettre plus aisément qu'il y a fort peu à retenir de la production dramatique du moyen âge : elle est presque absolument fanée, sauf le *Robin et Marion* d'Adam de La Halle, déjà nommé, *Patelin*, et, à la rigueur, une farce dialoguée d'Eustache Deschamps. Mais des *moralités* qui étaient des pièces allégoriques aussi artificielles, mais beaucoup plus longues que des proverbes de salon, des *soties*, qui étaient pièces satiriques et occasionnelles, on aurait tort de se soucier beaucoup. Les revues annuelles de l'École normale ou certaines pièces de patronage ont à peu près autant d'intérêt durable ; et elles ne réclament pourtant pas le privilège qu'ont gardé, par un heureux hasard, leurs ancêtres du quinzième siècle !... Un pas de plus et je parlerais aussi librement de tout le théâtre religieux dont vous attendez bien que je traite...

— Précisément, dit M. Hymmelborg. J'ai remarqué avec quelle désinvolture vous avez omis jusqu'ici de nous montrer quel empire la religion catholique a exercé sur les âmes médiévales.

— Eh ! ce n'était pas mon rôle, cher monsieur, mais celui

des psychologues, que j'admire pour leur assurance. Je ne parle que de la littérature et je suis forcé de convenir que la religion, malgré ce que pense le vain peuple des ignorants, y est réduite à la portion congrue. Au fond, le moyen âge, conçu comme l'âge d'or de la dévotion et du mysticisme, cela me paraît encore une légende... Si j'osais, je vous ouvrirais ici une parenthèse, et nous nous en expliquerions...

— Ouvrez-la vite et fermez-la de même, dit M. Bishop qui trouvait le temps long.

— Voici donc. Je pars de ce principe, dont je me sens une certitude morale, vigoureuse comme une évidence : l'âme d'un peuple ne change pas ou change peu en sept ou huit cents ans. (Oui, oui, je sais bien que cela contrarie le préjugé du progrès et de l'évolution dont nous sommes barbouillés plus ou moins.) Il me paraît donc inconcevable que, pris dans son ensemble, le commun des Français qui brille aujourd'hui par un positivisme et un rationalisme fonciers, ait été jadis plein de mysticisme et de foi. J'entends de mysticisme, de foi véritables. Ah ! les formes, les apparences, je ne m'en soucie pas. A lire les écrits du dix-septième siècle, vous êtes persuadé, n'est-ce pas? que l'on croyait alors la royauté de droit divin? Mais à lire nos journaux politiques, on se persuadera plus tard que nous croyions la république instituée par l'Être Suprême, ou fondée par les lois inéluctables du monde ! Interrogez donc là-dessus, si c'est possible, chacun en particulier, les citoyens les plus soumis à l'ordre des choses : ils n'y pensent point, ils n'en pensent rien ! Ils n'ont aucun besoin d'y penser ! Ils sont gouvernés, voilà tout. Le mythe au nom duquel on les gouverne, pour eux au fond n'existe pas ! Oh ! ils ne le combattent pas ! Leur façon de vivre le respecte, que dis-je? l'honore pratiquement. Mais tout cela, c'est une fiction légale, qui ne peut rien faire préjuger de la conviction vivante des âmes.

— Eh bien ! je croirais volontiers que dans une société où le spirituel se mêlait fort souvent au temporel, nos pères du moyen âge avaient le même genre de convictions négatives que nous prenons pour des convictions positives. Certes les cérémonies de l'Église réunissaient l'unanimité des fidèles (y compris quelques seigneurs au fond mécréants) mais exactement comme des fêtes civiques dont l'observance représente la vie même du corps politique et social. Je trouve étrange que les croyants d'aujourd'hui contestent

cela et regrettent le temps passé comme l'époque bénie de leur foi : étrange apologétique que celle d'une religion qui ne cesserait de décliner ! Je trouve plus bizarre encore que les incroyants qui savent la capacité de religion qu'ils recèlent dans leur cœur, imaginent leurs pères du treizième siècle comme inondés de l'esprit métaphysique, ou seulement de préoccupations transcendantes ! Alors, ils croient qu'une critique de plus ou de moins, que des découvertes scientifiques, que le progrès des lumières, suffisent à faire changer non pas la forme, mais la substance de l'esprit? Allons donc ! Il est bien plus simple de croire que, à tout moment de notre histoire, il y a eu la même proportion de gens purement terrestres et de gens occupés de l'au-delà (ceux-ci en fort petit nombre) et que lorsque la religion établie prêtait ses cadres à notre vie sociale, ce n'est pas à dire pour cela que la religion triomphât, ni la règle de vie qu'elle impose, ni la philosophie qu'elle propose. Et là-dessus l'histoire, la vraie histoire me donnerait raison : on ne vivait, on ne pensait surtout pas plus chrétiennement au moyen âge qu'aujourd'hui, et probablement moins encore ; de nos jours au moins les fidèles sont des fidèles, le clergé un clergé et les docteurs des docteurs, par libre choix et force personnelle. Est-ce que vous imaginez qu'en Russie communiste, tout le monde est communiste? Non, tout le monde vit (ou vivote) sous la règle communiste, parce qu'il faut bien vivre en société ; c'est toujours les mêmes gens qui tirent leur temps de mortels, en saluant la croix, le drapeau rouge ou le chapeau à Gessler, quitte à n'y jamais penser réellement.

— Mais, dit alors le prince Amazan, ne croyez-vous pas qu'il est des époques où la foule souffre davantage, et par suite des guerres ou de cataclysmes, se trouve aisément plus portée à l'inquiétude métaphysique?

— Ah ! prince, répondit M. Guimard, vous allez me parler des croisades, de l'an mil, des famines et des misères de nos aïeux ! Je l'ai dit avant-hier : on ne peut juger objectivement si les hommes ont accru à un moment ou à l'autre la somme de leurs douleurs. Je crois que leur souffrance atteint un étiage constant qu'elle ne dépasse jamais, malgré les apparences. De loin, certes, seules les choses dramatiques, les horreurs nous apparaissent ; les bûchers, les champs de bataille, les villages fumants, les peuples massacrés... Exactement comme des rivages gangarides ou des profondeurs

de l'Illinois n'apparaissent de Paris que des drames passionnels et des maisons de plaisir. Mais de près, le petit tracas du monde est toujours plat et prosaïque ; et les gens ne prennent conscience que très rarement de la grandeur historique de leur époque. Dame ! l'histoire, c'est l'histoire de la vie publique. Elle n'omet par définition qu'une chose, la plus importante à mes yeux : la vie privée !

Or donc si j'ai tant raisonné depuis un quart d'heure, c'était pour me justifier de l'estime médiocre que je fais du théâtre religieux. Au fait, on en parle sans cesse, parce que ce fut une chose très curieuse, que nos habitudes nous rendent presque inconcevable. Mais qu'en retient-on vraiment pour bagage littéraire? Des *miracles*, rien du tout. Des *mystères*, deux ou trois scènes, tirées d'Arnould Gréban ou de Pierre Michel ; ces derniers ayant certes droit au titre d'écrivains. Mais cela revient à proclamer la nullité de ces œuvres qui occupent des dizaines de mille vers et qui ne valent pas un cantique de Racine ni une page de saint François de Sales. Lorsque Boileau, parlant de ce théâtre sacré, en fait voir la « dévote imprudence », j'applaudis à ce verdict. Imprudence, impertinence à l'égard des lettres et aussi de la dévotion ! S'il nous paraît ahurissant qu'on ait pu encenser des ânes dans les églises et couvrir l'autel de charcutailles, à de certaines fêtes, ce n'est pas moins choquant qu'on ait, pour distraire la multitude, composé sur des sujets si grandioses des pièces qui réunissent les agréments du Châtelet, de l'opérette et du music-hall. On s'imagine un Armand Gréban, en plein quinzième siècle, comme un primitif : lui, ce maître de chapelle ordonnateur de fêtes publiques, était surtout un poète maniéré et mignard, très jaloux d'être au goût du jour, lequel était presque aussi détestable qu'à l'époque de la *Samaritaine*, où l'on aurait mis le *Pater* en rondeaux. Par ailleurs, je ne doute pas que les Mystères ne puissent faire rêver les musiciens, les metteurs en scène et les « producers » d'aujourd'hui. Ils font souvent profession d'amour pour cette esthétique-là. Mais cela n'est point de mon domaine.

— Je suis impatient, dit M. Hymmelborg, de savoir ce que vous nous direz plus tard de la littérature religieuse !

— Et croyez-vous que je nourrisse la moindre prévention contre elle? Vous aurez des surprises. Simplement je n'admets guère que la religion, aussi bien que la politique, fasse

entrer dans la littérature des œuvres qui n'y ressortissent point. Je vous ai dit que Gréban a bien du talent : cela n'empêche que son œuvre soit morte. Et cela servira d'exemple à ceux qui disent qu'une bonne ou une mauvaise esthétique importe peu aux ouvrages de l'esprit, mais seulement le génie ! Il est vrai que la meilleure esthétique est de n'en pas avoir. Je trouve *l'Imitation* une œuvre sublime, et je n'en dirai pas autant de ce qu'écrivent les faux primitifs d'aujourd'hui.

— Avec vous, mon cher, dit le prince Amazan, je crois que l'histoire littéraire serait étrangement simplifiée pour les écoliers.

— Et pourquoi donc? Je ne vous parle pas comme à des grimauds qui doivent absolument apprendre l'histoire de la civilisation, et les formes plus ou moins belles que celle-ci a revêtues. Ici nous ne cherchons qu'à juger impartialement les écrits du passé comme ceux d'hier ; si nous étions trop cléments pour hier, nous semblerions trop cruels pour aujourd'hui.

Ainsi j'ai eu grand soin de ne point vous parler du *Roman de Renard* et de ses avatars divers. A présent que les savants germaniques n'osent plus soutenir que ces fables interminables proviennent d'une grande épopée, presque mythologique, que l'Allemagne aurait fait sortir de son génie puissant, le cycle du *Renard* n'est plus matière à discussion, et guère matière à lecture. Le fantastique qui y règne nous est absolument étranger ; et si nous voulons des histoires d'animaux, il n'y a plus qu'à rouvrir La Fontaine ; pour l'intérêt documentaire, comme on dit, je vous le passe. Il est sûr que l'historien des mœurs doit avoir consulté l'illisible *Renard le contrefait* pour soupçonner ce que pensaient les bourgeois grincheux du quatorzième siècle ; au fait c'est ce qu'ils ont toujours pensé ! Mais honorer en chefs-d'œuvre ces ouvrages doublement mortels, mon honneur me le défend. Il ne vous défend pas, à vous, d'aller les lire. Je vous y engage vivement, monsieur Himmelborg, qui êtes un savant sérieux et patient.

Et là-dessus, j'en ai fini avec cette époque qu'on appelle ridiculement le moyen âge, comme si chaque âge ne formait pas intermédiaire entre le précédent et le suivant. Je remarque que le soleil perce le brouillard du côté d'Évian : il est tard, la lumière est rose. C'est fort dommage, car nous eussions vu là le symbole fameux de l'aurore qui dissipe les

brumes de l'obscurantisme... et nous nous féliciterions d'entrer dans la zone et l'époque des clartés. Notez bien, mademoiselle, que nous avons déjà parcouru quatre siècles, c'est-à-dire la moitié de notre carrière.

— Oh ! comment? dit M. Bishop à qui l'on ne s'adressait pas spécialement. Vous oserez traiter quatre siècles modernes presque aussi brièvement que quatre siècles archaïques?

— Ne vous ai-je pas dit que je tenais l'histoire pour aussi importante, aussi bien remplie et aussi riche sur un vieux calendrier que sur un neuf? Je manquerais à tous mes devoirs si je devenais myope pour les temps récents après avoir marqué pour les temps jadis une effrayante presbytie. Nous sommes abusés, je le sais, par le pullulement des œuvres et des auteurs, engendré par l'imprimerie. Mais le temple des Muses n'est pas comparable à un dépôt de bouquins ; et pourquoi voulez-vous que depuis Gutenberg, depuis Renaudot, depuis les machines à écrire et les linotypes, les génies, les talents même s'accroissent en force et en nombre? Non, non, dépouillons nos préjugés ! Je ne prétends pas à vous dire : il y a dans nos lettres des choses très bien, des choses assez lues, des choses pas lues du tout. Mon rêve serait de vous convaincre qu'elles offrent (et en tout temps) une quantité égale de choses à lire et à négliger.

Ce n'est pas à dire que je souhaite qu'on ne lise rien de moderne, et qu'on déserte les librairies. Bien sûr, comme tout le monde, je lis le roman tout frais de mon confrère Tartempion avec plus de zèle et de curiosité que Ronsard ou que Voltaire. Mais ne confondons pas ce qui vit avec ce qui survit, ce qui n'a que le mérite de vivre aujourd'hui, ou d'avoir vécu hier, avec ce qui a l'honneur de vivre depuis toujours. Parbleu ! messieurs, de temps en temps il faut bien se remettre en mémoire la hiérarchie des choses et des âges ; il faut bien nous dire que nous nous intéressons d'abord à nous (affection nécessaire, juste et naturelle), nous n'en sommes pas moins des insectes. L'amour des littérateurs nous incite à oublier cette vérité philosophique : l'amour des lettres en soi nous persuade de la méditer.

ANDRÉ THÉRIVE.

La Croix rouge et la Croix blanche

ou la Guerre chez les Neutres [1]

III

M. de Giessbach était revenu de Genève très content de lui, mais quelque peu songeur. Sans s'être fait de grandes illusions sur l'état d'esprit de la Suisse romande, il lui fallait cependant reconnaître que ce qu'il avait vu de ses yeux, entendu de ses oreilles dépassait de loin toutes ses prévisions. Il lui arriva de faire part de ses impressions au major von Bismarck, l'attaché militaire d'Allemagne à Berne, avec lequel il entretenait les meilleures relations.

— Bah! fit l'attaché avec un hennissement de dédain, ils peuvent hurler de peur ou de vaine rage, cela ne fait que nous dilater la rate. Il ne faudrait pourtant pas que cette canaille welche aille trop loin, sans quoi nous pourrions finir par perdre patience. La Suisse ferait bien d'y prendre garde.

Le major ne prenait évidemment pas la chose très au sérieux. Fort émoustillé par les victoires allemandes, la bonne humeur l'emportait chez lui sur l'irascibilité. Comment se fâcher quand Reims, Amiens, Compiègne étaient pris, que Verdun allait tomber, que von Kluck marchait sur Paris, que von Bülow pressait l'ennemi sur la Marne?

Quel que fût l'enthousiasme suscité semblablement chez M. de

(1) Copyright by Louis Dumur. — Voir *la Revue universelle* des 1er et 15 avril 1925.

Giessbach par ces victoires, le Bernois ne pouvait toutefois ne pas céder tant soit peu au penchant que ses attaches romandes lui faisaient éprouver pour la partie la plus douce de la Suisse. Le souvenir de sa mère, celui de sa jeunesse et plus encore l'amour irrésistible qu'il ressentait pour la radieuse petite princesse de la rue des Granges, l'inclinaient à de secrètes condescendances pour ces compatriotes indociles et charmants, qu'il fallait certainement tenir serré, mais à la fantaisie desquels on pouvait cependant passer quelques écarts. Dans son ancienne et noble demeure de la rue des Gentilshommes, il se complaisait à évoquer la précieuse image de la jeune Genevoise, devenue sa femme, animant de sa grâce blonde et de ses yeux noirs la maison tricentenaire, dont les trop vastes pièces aux plafonds à solives se distribuaient solitairement entre les arcades voûtées de la rue et les jardins suspendus sur l'encaissement profond de l'Aar. Comment il ferait peu à peu sa conquête morale et intellectuelle, il ne l'apercevait pas clairement, mais il ne doutait pas d'y parvenir avec le temps, la persuasion du cœur, l'ambiance des lieux et la force irrésistible des événements publics. Il aimait à se l'imaginer progressivement vaincue par la pénétrante influence de son nouveau milieu, par tout l'ensemble des imponderables qu'il s'ingénierait à faire naître autour d'elle. Quel plaisir et quelle satisfaction ce serait pour lui d'assister à cette lente métamorphose ! Il ferait d'elle une excellente Suissesse allemande, qui aurait le privilège d'allier à la séduction latine l'orgueil et les solides convictions de la mentalité germanique. Il serait alors fier d'elle, il la produirait avec éclat dans la société bernoise et diplomatique, et tous ses amis envieraient son bonheur.

Or, un matin qu'il se rendait à son service, — c'était le 12 septembre, — et que son pas faisait sonner allégrement ses éperons sous les arcades de la Grand'Rue, il fut étonné, en arrivant à la tour de l'Horloge, de voir si peu de monde autour des cadres où les journaux affichaient les nouvelles de la guerre. C'était mauvais signe. D'habitude une foule animée assiégeait le gros pilier de la porte, commentant avec une bourdonnante satisfaction l'annonce des succès allemands. Aujourd'hui, c'était le silence morne, le vide. Il s'approcha et lut :

Paris, 11 septembre. Communiqué officiel du 10 septembre, vingt-trois heures. Les troupes anglo-françaises ont franchi la Marne, poursuivant l'ennemi en retraite. Depuis quatre jours que dure la bataille, les armées alliées ont gagné plus de soixante kilomètres. L'action continue avec une grande violence.

Diable ! voilà qui ne sentait pas bon ! Est-ce que par hasard cette

bataille si bien engagée le long de la Marne tournerait défavorablement?...

Il prit à gauche, par la place du Théâtre, pour se rendre à l'Hôtel Bellevue, dont le premier étage, réquisitionné par l'État-major, trop à l'étroit dans ses bureaux du Palais Fédéral, servait de quartier général. Sous la marquise du palace, la sentinelle de garde rectifia la position et lui rendit les honneurs. Il gravit le grand escalier que feutrait un tapis somptueux, jeta un coup d'œil sur l'enfilade des portes où s'alignaient des pancartes de service, et pénétra dans le salon principal, comme il faisait chaque matin, quand le général était à Berne, pour prendre les ordres de son chef.

La pièce où venait d'entrer le capitaine von Giessbach offrait le luxe banal et américain des grands caravansérails internationaux. Les murs étaient tendus de damas rose et décorés de glaces. Un lustre tombait du plafond peint où des amours et des colombes se poursuivaient dans un ciel saphir saupoudré de petits nuages zinzolins. Entre deux amphores de faux porphyre une cheminée de marbre portait un Apollon du Belvédère. En contraste avec ce luxe criard, le milieu du salon était occupé par une longue table de bois blanc, chargée de cartes de l'état-major français que fixaient des punaises et que sabraient des traits de crayon bleus et rouges. Autour de cette table et de cet assemblage de cartes, trois personnages discutaient violemment. L'un, replet, mafflu, au mufle aplati de bison, le cheveu gris abondant sur les sourcils gonflés, ployait un gros torse bleu au collet rouge sur la portion des cartes qu'il avait devant lui et qu'il battait d'un poing lourd, tandis que son énorme derrière, coupé de bleu et de gris, faisait rebondir sur sa forte cuisse les deux flocs blancs de l'écharpe de commandement. C'était le général Wille. A son côté, très droit, très maigre, squelettique, le colonel Sprecher von Bernegg, chef de l'État-major général, dressait entre ses pattes d'épaules d'or sa tête de mort aux orbites profondes, tout en désignant de l'index fiché au bout du cubitus des points de la carte. A quelques pas, également debout, se tenait le colonel Egli, sous-chef de l'État-major, avec son facies dur, son front dégarni, ses lunettes d'or, sa rude moustache frisée et sa mouche. A l'autre bout de la table, en dehors de la région des cartes, se trouvait assis devant un appareil téléphonique un quatrième personnage qui, le récepteur à l'oreille et un cigare entre de grosses lèvres bistrées d'une ombre de moustache, transcrivait une communication. C'était le colonel von Wattenwyl, chef du Service des renseignements.

— *Donnerwetter!* mugissait le général, qu'est-ce qu'ils ont bien pu

fabriquer là?... C'est incroyable!... Von Kluck et Bülow étaient pourtant en forces!... Voyons... Von Kluck était là, Bülow était là avec la Garde... Le flanquement à droite était suffisant... Ils n'avaient devant eux que des troupes fatiguées, éreintées, fuyantes... Y comprenez-vous quelque chose, Sprecher?

La grosse main martelait des positions.

— A mon avis, grinça le fausset du chef d'État-major, ils ont dû être attaqués sur leur aile droite par des forces venues de Paris.

— Y pensez-vous, mon ami! rétorqua d'un naseau fumant le général, tandis que, relevant le poitrail, il se versait un verre d'un flacon de rhum qu'il avait à sa portée. Des troupes venues de Paris? Quelles troupes? Quelques mauvais régiments de réserve!... Y ajouteriez-vous le débris de l'armée Lamaze, battue et rebattue dans la Somme, que cela ne constituait pas une force capable de déclancher une offensive contre la droite de von Kluck!...

Berthold von Giessbach s'était approché du colonel Egli.

— Qu'est-ce qu'il y a? lui demanda-t-il. L'échec allemand serait-il confirmé?

— Tenez, lisez, fit le sous-chef d'État-major en lui tendant une bande téléphonique. C'est le communiqué français de cette nuit, qui vient de nous arriver.

La dépêche était ainsi conçue :

Paris, 12 septembre. Officiel. — Bataille engagée depuis le 6 septembre sur front Paris-Verdun. Aile droite allemande, sous commandement général von Kluck, qui avait atteint 6 septembre Provins, se retire devant notre menace d'enveloppement, nord de Marne et ouest d'Ourcq, au prix pertes considérables. Troupes franco-anglaises opérant sud Marne ont poursuivi offensive, engageant violents combats région Ferté-Gaucher, Esternay, Montmirail. La gauche d'armée von Kluck et armée von Bülow se replient devant nous. Garde prussienne rejetée au nord marais de Saint-Gond. Après action particulièrement acharnée sur les plateaux de Sézanne, l'ennemi a rompu le combat et s'est replié à l'ouest vers Vitry-le-François. Situation générale transformée complètement depuis quelques jours, tant point de vue stratégique que tactique; non seulement avons arrêté marche allemande que l'ennemi croyait victorieuse, mais celui-ci recule devant nous sur tous les points.

— Et le communiqué allemand? interrogea M. de Giessbach très pâle.

— Il n'y a pas de communiqué allemand.

— « Menace d'enveloppement », vous avez bien lu, général, tentait d'expliquer le colonel Sprecher von Bernegg. Ce terme, selon moi, éclaire toute cette malheureuse affaire. Il faut donc croire

que Joffre a trouvé moyen de constituer dans le camp retranché de Paris une armée qui est tombée sur le flanc de von Kluck insuffisamment protégé. N'avons-nous pas remarqué dès les derniers jours d'août une détente sensible en Haute-Alsace, si bien que nous avons pu réduire nos effectifs sur pied, licencier le landsturm et même des éléments de landwehr sur cette portion de notre frontière? Je ne serais pas étonné que ce brigand de Joffre eût prélevé sur son front d'Alsace deux ou trois divisions fraîches pour faire son coup.

— *Donnerwetter!* vous devez avoir raison, proféra le général Wille en s'administrant une nouvelle lampée de rhum. Ce Joffre n'est donc pas une vieille baderne!...

Le colonel Egli grommela :

— Comment les Allemands n'ont-ils pas prévu ça?

— C'est cet animal de Moltke, je parie! fit le général.

— La faute doit en effet provenir du Haut Commandement, prononça Sprecher.

— J'ai toujours pensé que ce Moltke n'était pas à la hauteur de sa tâche, mugit Wille en secouant sur son cou de taureau sa face enluminée. C'est très bien d'avoir un beau nom, mais ce n'est pas tout. Malheureusement l'empereur se laisse trop facilement séduire par le prestige des beaux noms. Si j'avais été admis à lui exprimer mon avis, je lui aurais dit : Majesté, à la tête du Haut Commandement de vos armées en campagne mettez donc... mettez donc...

— Qui? demanda Sprecher, tandis que le général réingurgitait une ample rasade d'alcool.

— Le fait est que si nous avions été là, fit le colonel Egli qui se piquait d'être ferré en stratégie, nous aurions pu donner d'utiles indications. Qu'est-ce que c'est que cette marche de von Kluck, qui oblique tout à coup à l'est, alors qu'il n'avait qu'à continuer à foncer droit sur Paris? C'est absurde! Paris était l'objectif. Paris pris, il n'y avait pas d'enveloppement possible, c'est bien clair, et la défensive française n'avait plus rien où se raccrocher.

— Et puis ils sont allés trop vite, opina Sprecher. Ils n'ont pas dû pouvoir se faire suivre de leur artillerie lourde.

— Fâcheuse histoire!... Fâcheuse histoire, *Donnerwetter!* grondait le général.

— Qu'est-ce que doit dire de tout cela, fit Egli, le major von Bismarck!

— Eh bien, il doit pester comme nous, et plus fortement encore, j'imagine!

— Qu'allons-nous mettre dans l'ordre du jour aux troupes, général?

— Rien. Attendons le communiqué allemand.

— Oui, approuva le colonel Sprecher von Bernegg, car ces nouvelles de source française sont, espérons-le, bien exagérées.

A ce moment la voix du colonel von Wattenwyl s'éleva du bout de la table, au milieu de sa fumée :

— Général, la valise diplomatique de Paris vient d'arriver.

— Ah! ah!... la valise!... Giessbach, fit le général en se tournant vers le capitaine, allez donc voir s'il y a quelque chose pour nous.

Sorti de l'hôtel Bellevue, Berthold von Giessbach n'eut que peu de pas à faire pour se trouver devant l'aile orientale du Palais Fédéral, où il entra. Il traversa sans s'y arrêter les bureaux de l'État-major et se dirigea, à travers le bâtiment, du côté du Département politique, qui se trouvait à l'aile occidentale. En longeant le corridor qui y accédait, il vit sortir du bureau de M. Hoffmann la petite silhouette grise du baron von Romberg, ministre d'Allemagne. Il salua le diplomate ; mais le baron, l'air très préoccupé, ne le vit pas et disparut à petits pas pressés vers le grand escalier de la rotonde.

Au Département politique, où on achevait de recenser le contenu de la valise, on lui remit un pli assez volumineux pour l'État-major. Il le rapporta à l'hôtel Bellevue. Chargé de ce courrier, il rentra dans le salon qu'il avait quitté quelques instants auparavant, en même temps que s'y montrait un maître d'hôtel imposant et gourmé, qui venait présenter au général Wille le menu de son déjeuner. Le général prit d'abord le menu, l'examina, puis le rendit au maître d'hôtel avec un grognement d'approbation. Il reçut ensuite le pli dont était porteur le capitaine de Giessbach et en fit sauter le cachet d'un doigt gourd. Il s'en échappa des lettres, des documents, un plan descriptif, des croquis, des coupures de journaux. Tout le monde s'assit, sauf le capitaine. Le général ramassait les pièces les unes après les autres, jetait dessus un coup d'œil brumeux, puis les passait au colonel Sprecher. Celui-ci les étudiait plus attentivement, se reportait parfois à un repère sur les cartes, après quoi il les communiquait au colonel Egli, qui en prenait à son tour connaissance, en griffonnant des notes d'un crayon rapide.

— Il semble tout de même qu'ils ont reçu une raclée, mâchonna Sprecher.

— *Donnerwetter!* quel dommage que nous soyons neutres! bougonna le général. C'eût été une belle occasion de tomber dans le dos des Français!...

*
* *

Le communiqué allemand se fit attendre deux jours. Il parut le 14 dans les éditions du soir des journaux et portait simplement ceci :

Berlin, 14 *septembre. Officiel.* — Le Grand État-Major communique que sur le théâtre occidental de la guerre les opérations, dont les détails ne peuvent encore être publiés, ont conduit à une nouvelle bataille qui nous est favorable. Les nouvelles que l'ennemi répand par tous les moyens sont fausses.

Mais ce démenti, parti trop tard, faisait long feu. Les nouvelles de plus en plus circonstanciées qui affluaient de Paris et de Londres ne laissaient plus de doute que la bataille qui s'était livrée pendant six jours sur les champs de la Marne ne se fût terminée par une grande victoire franco-anglaise. Toutefois l'événement était reçu bien différemment dans les deux parties du pays, et si la Suisse allemande était pleine de douleur et de consternation, la Suisse romande renaissait à l'espoir et rayonnait de joie. C'était la fin de la grande terreur germanique. Aussi voyait-on les Genevois recouvrer à vue d'œil leur courage et, la panique passée, reprendre, avec le sentiment de la sécurité, leur goût natif de la polémique. Les Allemands refoulés, c'était la faculté de les narguer sans trop de risque et de leur envoyer sans plus les leur mâcher leurs vérités au visage. Les Genevois ne s'en privaient pas. Dans les salons, les cercles, les ateliers d'horlogerie, les langues se déliaient, et l'on ne se souciait plus d'être porté sur les listes noires que dressait le consulat général d'Allemagne des personnes à fusiller, à incarcérer ou à saisir comme otage en cas d'occupation allemande de Genève. On chantait la *Marseillaise* dans les cafés. On obligeait les orchestres des bars à jouer la marche de *Sambre-et-Meuse*. Le théâtre affichait la *Fille du Régiment*. On rabattait vertement le caquet des Allemands qui se hasardaient encore à crâner, et de fréquentes altercations se produisaient dans les rues, avec horions et coups de canne, au dam de quelque aborigène des bords de la Sprée ou de quelque Juif russe révolutionnaire, suspect de préférer la botte du Kaiser à la nagaïka du petit père le Tsar.

Mais, débordée un instant, la Suisse allemande n'allait pas tarder à reprendre l'avantage. Au lieu d'être reconduits, l'épée dans les reins, comme chacun s'y attendait, jusque sur la Meuse, les Allemands, après un recul de quatre-vingts kilomètres, s'étaient fortement ancrés sur les falaises de l'Aisne, et à la guerre de mouve-

ment, qui s'était achevée sur la décevante course à la mer, avait succédé la guerre de tranchées et la cristallisation des fronts. Campés sur leur belle carte de guerre, dominant la Belgique, tenant sous leur pouvoir le nord industriel de la France, les Allemands attendaient, sûrs d'eux-mêmes, l'avenir, et tout ce qui était boche, piloboche ou neutralboche dans la libre Helvétie recouvrait, avec une ardeur décuplée par l'énervement de semaines d'angoisse, sa foi dans l'invincibilité allemande et sa certitude du triomphe final.

Aussi la réaction contre la joie inconvenante et les manifestations insolentes qui avaient un instant soulevé la Suisse romande n'en fut-elle que plus violente. N'ayant plus à refréner à son irritation et indigné par le déchaînement forcené de la majorité alémanique du pays, le Conseil fédéral, armé de ses pleins pouvoirs, se mit en devoir de mater d'une poigne énergique ce qui lui apparaissait comme une sorte d'insurrection welche. Une formidable censure, à quatre étaus conjugués, censure militaire, censure politique, censure territoriale, censure postale, vint saisir à toutes les articulations la vieille liberté d'opinion et la coucher bâillonnée sur le chevalet de torture. Défense d'offenser l'Allemagne, sous peine des plus sévères répressions, tel était le sens réel des décrets dont le texte officiel avait l'air de signifier : défense de porter atteinte à la neutralité. De fait, les rigueurs de la quadruple censure ne s'exerçaient que d'un seul côté. On faisait retirer des vitrines romandes les cartes postales représentant Joffre, alors que s'étalaient dans tous les kiosques et magasins de la Suisse allemande les portraits du Kaiser, du Kronprinz et des généraux allemands. On interdisait les conférences sur Louvain et sur Reims. On saisissait la brochure Bédier sur les atrocités allemandes et celle de Reiss sur les atrocités austro-hongroises. On défendait le transport et l'exposition du livre *J'accuse*. On prohibait des documents officiels, comme la traduction allemande des rapports belges sur les violations du droit des gens. On interdisait l'emploi de certaines expressions jugées anti-neutrales et offensantes pour la dignité helvétique, telles que le mot « poilu ». On faisait des descentes chez les imprimeurs ; on confisquait des tirages ; on fourrait des écrivains au cachot. On avait nommé un grand inquisiteur, en la personne du procureur général Burkhardt, qui poursuivait, déférait, requérait et obtenait des condamnations par ordre devant le Tribunal fédéral, érigé, par décret spécial, en chambre du Saint-Office.

Jugeant insuffisant encore de maintenir par d'aussi draconiennes dispositions ce qu'il considérait comme la neutralité du pays, le

gouvernement fédéral prétendit l'assurer davantage par les injonctions d'une doctrine inconnue jusqu'alors dans les annales de la Confédération helvétique, la « neutralité morale ». Non seulement l'État devait être neutre, à sa manière qui l'était fort peu, non seulement il ne devait pas tolérer des manifestations publiques incompatibles avec cette neutralité, mais encore les citoyens, dans leur privé, devaient s'abstenir de tout jugement, de toute parole, de toute pensée même qui ne fût pas neutre, exclusivement neutre, neutre comme l'État était neutre. Telle était la neutralité morale, dont Hoffmann s'était fait, du haut de la tribune parlementaire, le dictatorial promoteur.

L'État est formé de l'ensemble des citoyens, avait-il prononcé, et les devoirs de l'État sont ceux de chaque citoyen. Nous avons le droit d'exiger que chacun réprime ses sympathies dans la mesure qui importe à l'État, car celui-ci ne saurait souffrir que les citoyens mettent en danger sa politique de neutralité ! Toute tentative dans ce sens doit être énergiquement réprimée.

La Suisse germanique avait applaudi à ces fortes paroles, car elle savait à quelle neutralité immorale cette neutralité morale servait d'égide. Quant à la Suisse romande, désemparée, elle s'était incontinent disloquée en trois tronçons inégaux : l'un, le plus important, qui, réfractaire à la neutralité morale, refusait de se soumettre, entendait ne rien abandonner de sa liberté d'opinion, narguait le pouvoir et bravait jusqu'aux foudres de la censure ; un second groupe, moins nombreux, mais très influent, qui, sans vouloir abdiquer tout droit à s'exprimer, prétendait ne s'en servir que pour morigéner l'excès des indignations romandes, absoudre Berne de ce qui lui était reproché, plaider les circonstances atténuantes pour l'Allemagne et tenir la balance égale entre les partis comme entre les belligérants ; enfin un petit contingent de germanophiles secrets, qui, perfides et mystérieux, opéraient en sourdine, au mieux de leurs passions inavouées ou de leurs inavouables intérêts.

C'était la guerre. Chaque faction avait ses chefs, ses porte-drapeau, ses animateurs. Et journellement les incidents naissaient, les escarmouches s'engageaient, les balles sifflaient d'un camp à l'autre, partant des rédactions de journaux, des estrades de réunions publiques, des stalles parlementaires, des chaires des professeurs ou même des prédicateurs. A chaque offensive de l'État-major ou du Conseil fédéral, on entendait des rumeurs de bataille gronder sur les bords du Léman ; à toute contre-attaque venue de Lausanne ou de Genève, des hurlements de fureur retentissaient

le long des lacs de Zurich, de Lucerne, de Constance. Des montagnes au plateau, du Rhône au Rhin, pas une vallée qui ne fût en ébullition, pas un village qui ne prît part à la lutte. Tout était matière à conflit : les oukases du gouvernement, les débats des Chambres, les faits et gestes des personnages en vue, les multiples répercussions du cataclysme européen sur la vie, les mœurs, les finances ou l'économie nationale, les incidents qui surgissaient sans cesse du tumulte des circonstances, le choc des propagandes, le passage des trains de blessés et d'évacués, la contrebande, les espions, mais surtout les commentaires radicalement divergents que provoquaient quotidiennement les nouvelles militaires et politiques arrivant de l'étranger. Un vaste bruit d'armes ébranlait tout le pays. On fourbissait les mousquets et les hallebardes ; on brandissait des glaives et des épieux tirés de tous les arsenaux cantonaux ; on pointait des bouches de canons, des couleuvrines historiques ; et tandis qu'aux arquebusades des controverses répondaient les boulets des imprécations, l'arbalète de Guillaume Tell, qui servait indistinctement à tous les partis, lançait de tous côtés ses flèches barbelées. C'était la guerre.

* * *

La prolongation de celle, plus noble, qui sévissait à l'extérieur et sa fixation dans les tranchées avaient, en écartant la menace d'une violation de frontière, permis à la Confédération de réduire les charges de son effort militaire. Dès la mi-septembre, toute l'infanterie de landwehr avait été licenciée. En octobre, on ramenait les escadrons de dragons et les compagnies de mitrailleuses à l'effectif normal, on démobilisait quatre parcs de division sur six, les bataillons de sapeurs de landwehr, les groupes de convois de montagne et les compagnies de parc de montagne. En novembre, la plus grande partie de l'artillerie à pied était retirée. L'État-major ayant eu d'autre part connaissance que d'importants transports de troupes allemandes s'opéraient de l'ouest à l'est, ce qui indiquait que les prochaines grandes actions auraient lieu sur le théâtre oriental de la guerre, un ordre d'armée prescrivait le licenciement pour le 28 novembre des 4e et 6e divisions et de la 2e brigade de cavalerie. Avec le début de 1915, de nouvelles réductions s'effectuaient. Le 11 janvier, ordre était donné de dissoudre la division de cavalerie. Enfin, on décidait, en février, de ne plus laisser sur pied que deux divisions. De 218 000 hommes qu'elle comptait en août, l'armée voyait tomber ses effectifs à 59 000 officiers, sous-officiers et soldats.

Le 27 février, les bataillons genevois réintégraient leur bonne

ville. Une foule immense bondait les rues pavoisées pour acclamer le retour des héros. Le général Wille leur avait fait l'honneur de venir lui-même les passer en revue avant leur dislocation. La place Neuve, où devait se dérouler cette cérémonie, offrait l'aspect d'une fourmilière, où la police, réduite à l'impuissance, ne parvenait bientôt plus à empêcher l'écrasement. Des femmes s'évanouissaient ; des enfants hurlaient, pétris dans la bousculade ; des imprudents dégringolaient des arbres sur les spectateurs. Il y avait de tout dans cette cohue internationale : des Turcs, des Égyptiens, des Grecs, une affluence prodigieuse de Suisses allemands, des déserteurs français ; on y voyait en rangs serrés des trognes de Prussiens, des têtes asiatiques et galeuses de Russes ; il y avait même des Genevois. Quand le général parut, accompagné d'un brillant état-major, sur la voie que lui frayaient difficilement des gendarmes, ce fut une ovation indescriptible. Stupéfait d'une pareille foule et d'un pareil désordre, Wille roulait ses gros yeux sous la visière de son képi, en saluant d'une main chargée de fleurs. Déferlant entre les cabrements de l'escorte, la marée humaine venait battre et assiéger le grand chef comme une idole. On vit une femme se jeter à genoux devant son cheval, d'autres s'accrocher hystériquement à ses éperons et lui baiser les bottes. Du haut de son piédestal, le geste de bronze du général Dufour semblait conjurer cette scène d'épilepsie collective. On put enfin dégager Wille de l'étreinte de ses adorateurs. Mais devant l'impossibilité de dégager la place elle-même, les gendarmes, le général et son état-major reprirent leur marche, pour aller passer la revue sur la plaine de Plainpalais.

Sitôt libéré, l'uniforme dépouillé, Cabriol, après s'être annoncé par un coup de téléphone, accourait chez Simon de Sergy. Les deux amis se revirent avec joie.

— Tu as bruni, tu as maigri ! s'ébahissait Simon.

— Ne m'en parle pas ! L'hiver dans le Jura fut peu récréatif. Et puis ne se sont-ils pas avisés, à Berne, que nous n'étions pas en forme ! Ils nous ont drillés, mon cher, drillés pendant trois mois. C'est ce que le général appelle mettre les troupes à l'instruction. On ne nous trouvait pas à la hauteur, nous autres Romands. Maintenant ça va bien. Le général a eu l'amabilité de se déclarer satisfait. Nous n'avons plus rien à envier aux divisions allemandes.

— Tu vas pouvoir te reposer à présent !

— Me reposer?... Et les affaires?... Mon premier clerc est un garçon dévoué, mais ce n'est pas par l'intelligence qu'il brille. Je vois déjà ce qui m'attend. Enfin, il faut bien faire quelques sacrifices à la patrie ! D'ailleurs, on ne vous demande pas votre avis.

— Tu reviens intact, c'est le principal.

— Ironiste ! Ce n'est cependant pas faute de ne pas avoir entendu le canon ; mais il tonnait de l'autre côté de la frontière, et nous n'avons pas reçu la moindre bombe, pas même d'un méchant avion qui s'est un jour promené pendant un quart d'heure au-dessus de nos positions et sur lequel nous avons copieusement tiré, sans qu'on pût au juste savoir s'il était boche ou français.

— Et tes impressions, toujours les mêmes?

— Toujours pareilles. Mon cher, c'est bien simple : il n'y a plus de Suisse.

— Comment, il n'y a plus de Suisse?

— Il y a deux Suisse. Je te l'ai assez écrit. La situation reste la même, ou plutôt elle ne fait qu'empirer. Il y a une Suisse qui souhaite insolemment le triomphe de l'Allemagne, et il y a une autre Suisse qui désire avec passion la victoire de la France. Ces deux Suisse ne s'entendent plus, et elles ne s'entendront plus jamais. Si aux premiers jours d'août nous avions été envahis, je crois que nous aurions retrouvé notre unité. Nous aurions fait comme la Belgique, où Flamands et Wallons ont oublié instantanément leurs anciennes querelles pour se réunir contre l'ennemi commun. Mais maintenant il est trop tard. Sept mois ont passé, sept mois de dissentiments accumulés, de défiances, d'indignations réciproques, sept mois de vexations et d'hostilités sourdes ou éclatantes. Non, il n'y a plus de Suisse. J'ai l'impression que si les Allemands passaient aujourd'hui le Rhin, les troupes alémaniques leur laisseraient le champ libre. Et j'ai l'impression aussi que si les Français franchissaient le Jura, nous nous joindrions à eux, plutôt que d'être mis dans l'obligation de tourner contre eux nos fusils.

— Il n'y a que la première éventualité qui risque de se produire.

— Ne souhaitons ni l'une ni l'autre : ce serait la guerre civile. Tiens, un petit fait. A Morat, une brigade d'infanterie mixte garde les fortifications. Les officiers se rencontrent à la cantine. Il y a une tablée pour les Alémaniques et une tablée pour les Romands. Eh bien, mon cher, quand les dépêches annoncent une victoire boche, les Alémaniques font venir du champagne et le sablent ostentatoirement en l'honneur des armées de Guillaume. Inutile d'ajouter que quand c'est une victoire française, les officiers romands leur rendent avec joie la pareille. Alors, comment veux-tu que ces gens-là s'accordent? Comment veux-tu qu'ils s'unissent d'un même cœur le jour où il s'agirait de défendre le sol national?

— Il y a la discipline militaire.

— Sans doute, repartit Cabriol, mais la discipline tiendrait-elle,

sans le moral? Pour ma part, je t'avoue que je ne le crois pas. La discipline ne vaut que par l'esprit qui la soutient. Or, ce qui nous démoralise, nous autres Romands, c'est que nous avons l'intime conviction que notre État-major est tout entier emboché. Jamais nous n'obéirons de bonne volonté, en cas de réel danger, à des chefs que nous soupçonnons tous de trahir plus ou moins la patrie.

— Le fait est que ce Wille et ce Sprecher, avec leurs Egli et leurs Wattenwyl...

— Que veux-tu que nous pensions, quand nous voyons la frontière de l'ouest continuellement garnie de deux fois plus de troupes que celle du nord? Et les fortifications! Rien à dire pour celles de Morat, qui sont par destination dirigées contre la France. Mais celles du Hauenstein! La position du Hauenstein est considérée comme la plus forte de toutes et de première importance stratégique pour la défense contre l'Allemagne. Eh bien, les travaux qui s'y exécutent sont tous tournés du côté de la France, et il ne s'y fait à peu près rien du côté de l'Allemagne. J'ai pu en juger de mes yeux.

— Tout cela est étrange, en effet. Il faut donc croire que l'esprit suisse a bien changé. Je me rappelle que mon père me racontait qu'en 1870, on était pour la Prusse, à Genève, tandis qu'en Suisse allemande on était pour la France. Comment expliques-tu ça?

— C'est bien simple. En 1870, il y avait encore un esprit suisse. Nous autres Genevois, nous redoutions l'impérialisme français. Napoléon III nous rappelait les mauvais souvenirs de son oncle. Aussi nos vœux accompagnaient-ils tout naturellement les armées prussiennes. En Suisse allemande, où l'on connaissait mieux la Prusse que chez nous et où l'on avait de bonnes raisons de se méfier du futur Empire germanique, on était non moins naturellement francophile. C'était le même esprit suisse d'indépendance qui motivait ces attitudes en apparence contradictoires. Mais depuis que se passa-t-il? Nous pensions que cet esprit suisse était toujours là. Nous nous sommes réveillés de ce beau rêve aux premiers coups du tocsin de 1914.

Simon de Sergy médita longtemps, après le départ de son ami, sur ces sombres constatations. Son patriotisme souffrait étrangement de cette mise en loques de toute une tradition d'histoire à laquelle il avait l'amour-propre de tenir. Restait Genève, sans doute, dont le glorieux passé, le passé de lutte et d'indépendance, plongeait plus avant encore dans le recul des siècles. Mais Genève n'était-elle pas elle-même contaminée, soit directement par les tentacules qu'y allongeait l'Allemagne, soit indirectement par les nombreux Suisses allemands qui s'y installaient, y prospéraient, y politiquaient,

y proliféraient? Les deux Suisse s'affrontaient jusque dans Genève.

Sa pensée prenant alors un tour plus personnel se reportait sur l'homme qui était venu de Berne jeter le trouble dans sa vie propre et lui ravir le cœur de celle qu'il aimait. L'emprise de l'ours sur l'aigle de Genève se traduisait douloureusement chez lui dans cet épisode qui le poignait directement. Il sentait la patte atroce lui fouailler la poitrine et lui labourer les entrailles. Trop faible pour lutter, il se jugeait déjà vaincu et ne pouvait que s'abreuver amèrement des larmes de son désespoir. Jusqu'à quel point Mlle Tallatin était-elle conquise? C'est ce qu'il se demandait pourtant. Car, telle qu'il la connaissait, il savait que si elle avait donné son cœur, son âme pouvait se refuser encore. Or, il n'admettait pas que, chez elle, le cœur pût s'aliéner sans que l'âme fût donnée à son tour. A laquelle des deux Suisse appartenait Clermonde?...

Il la voyait presque chaque jour à l'Agence des Prisonniers de Guerre, où tous deux travaillaient au fichier anglo-franco-belge, en même temps que des centaines d'autres collaborateurs volontaires de l'œuvre de la Croix-Rouge. M. de Sergy s'y rendait chaque matin avant d'aller à sa banque, et y retournait fréquemment passer une partie de l'après-midi. Clermonde était encore plus régulière que lui, et il la trouvait toujours devant ses casiers, occupée à manipuler les innombrables petits cartons blancs ou verts, dont chacun portait le nom d'un prisonnier de guerre ou d'un disparu recherché.

Très vite l'Agence avait dû quitter son local de la rue de l'Athénée pour se transporter au Palais Eynard, prêté par la ville. Devenu à son tour insuffisant, le palais avait été abandonné pour le Musée Rath, qui, vidé de ses œuvres d'art, offrait les vastes superficies de son double étage à l'installation de multiples salles et de kilomètres de menuiserie. Sur le fronton triangulaire de l'édifice, à la place même où avait flotté, durant les fêtes du Centenaire, le drapeau national suisse à la croix blanche sur champ rouge, se dressait maintenant un autre drapeau aux couleurs inversées, à la croix rouge sur fond blanc. Chaque fois qu'il traversait la place Neuve pour se rendre à son fichier, Simon ne pouvait s'empêcher de faire un retour sur ce temps heureux, le temps de la croix blanche. C'était maintenant le temps de la croix rouge. Le temps d'angoisse de la croix rouge était venu. La croix de Genève avait remplacé la croix fédérale. La croix rouge, symbole de la guerre, avait pris la place de la croix blanche, emblème de l'union et de la paix. Le signe sanglant de la Croix-Rouge était monté dans le ciel.

Les yeux de M. de Sergy se portaient alternativement de la terrasse de l'hôtel Tallatin à la façade du Musée, dont les colonnes

corinthiennes, sous le flottement de la croix rouge, étaient barrées d'une longue enseigne blanche qui arborait cette inscription : Comité international de la Croix-Rouge. Agence internationale des Prisonniers de Guerre. Il gravissait tristement les marches de l'édifice, au milieu d'un mouvement de gens qui montaient ou descendaient, collaborateurs de l'Agence, employés, facteurs, étrangers de tous pays, aux visages inquiets, souvent en vêtements de deuil.

Le péristyle franchi, on se trouvait dans une antichambre drapée de tentures et ornée des portraits des fondateurs de la Croix-Rouge, Gustave Moynier, Henry Dunant et Louis Appia. Deux tableaux, vestiges de l'ancien musée, y jetaient une note artistique et alpestre : une Dent d'Oche, d'Edouard Metton, et un Lugardon, représentant des vaches au bord d'un lac de montagne. On accédait ensuite à la salle de réception, que dirigeait Mlle Blanche Hentsch. C'était là que les visiteurs, dont le nombre était toujours considérable, venaient s'informer du sort de leurs parents ou de leurs proches disparus dans la grande mêlée. On prenait sous leur dictée les indications dont ils pouvaient disposer ou on leur faisait remplir un formulaire à cet effet. Une fiche était établie que l'on transmettait au service compétent, et parfois on pouvait leur fournir séance tenante le renseignement qui les comblait de joie ou les abîmait de douleur. Le public n'allait pas plus loin. Au delà c'était l'immensité mystérieuse de la maison en travail, son dédale de salles, de couloirs, de portes, d'escaliers, de cloisons, ses innombrables bureaux, ses meubles-classeurs, ses machines à écrire, ses casiers, ses cartons, ses milliers de boîtes, ses deux millions de fiches, ses piles de dossiers, ses collections de listes, ses paperasses énormes, où s'activait inlassablement la ruche laborieuse de l'Agence.

La partie de l'est, qui longeait la Corraterie, comprenait le Fichier allemand, le Contrôle des fiches allemandes, le Service des enquêtes spéciales allemandes, le Service des télégrammes et le Bureau de la direction générale. C'est dans cette dernière pièce que régnait, solennel, vigilant et despotique, l'éminent Gustave Ador, assisté de son secrétaire particulier, l'historien Frédéric Barbey, du vice-président Adolphe d'Espine, de l'égyptologue Édouard Naville et du dévoué Paul Des Gouttes, secrétaire général du Comité.

Les salles occidentales, qui donnaient sur la rue Diday, étaient au nombre de quatre. C'était d'abord, en partant du nord, la Trésorerie, que régentait M. Adolphe Moynier, avec ses différents services de plis chargés ou recommandés, de mandats postaux, de mandats télégraphiques, de caisse et de changes, où affluaient les francs, les marks, les couronnes, les livres sterling, les dollars, les

roubles, les lires, les dinars, qui, négociés au change du jour, repartaient transformés pour leurs destinations respectives. C'était ensuite l'importante Section des prisonniers, dans sa décoration grise et or, avec ses frises d'aigles, de sceptres et de couronnes, où se concentrait, se répartissait et se manutentionnait tout le trafic des expéditions aux captifs de la guerre. Puis venait, entre ses panneaux crème ornementés de guirlandes, de rubans et de vases, la jolie salle de la Moisson, ainsi nommée parce que c'était là que se récoltaient les fiches établies par les différents services ou en provenance de la correspondance, blanches pour les demandes de recherches, roses pour les renseignements relatifs aux Austro-Allemands, vertes pour les renseignements concernant l'Entente, afin d'y être classées par ordre alphabétique de noms et de prénoms, puis liées en petites gerbes en vue de leur répartition dans les fichiers correspondants. La quatrième salle, du côté de la place Neuve, était celle des Civils. Une cinquantaine de collaborateurs, sous les ordres de la belle barbe blanche du docteur Frédéric Ferrière, s'y occupaient des prisonniers civils retenus dans les camps de concentration et des habitants des régions envahies.

L'immense sous-sol de l'édifice était occupé presque en entier par le Fichier anglo-franco-belge, plus communément appelé Fichier français. Toute blanche, la salle s'éclairait par six énormes baies en arcades donnant sur la chaussée de la rue Diday, par où l'on voyait le théâtre, ses fenêtres à balustres, les marronniers du terre-plein, tandis que les passants, dans la rue, circulaient à mi-corps derrière le mur de soutènement formant parapet. De chaque côté de l'allée centrale de cette salle, une douzaine de travées en menuiserie alignaient leurs deux étages de rayons chargés de boîtes vertes portant, en antique grasse, l'inscription FICHIER DÉFINITIF, avec leurs milliers de petites fiches blanches ou vertes et leurs hauts signets de déplacement, blancs, bleus, jaunes, rouges. De grandes lettres, A, B, C, D, etc., délimitaient, le long des travées, le sectionnement alphabétique du fichier.

Dans ce sous-sol affairé, où, du matin au soir, entre ses étages de rayons et les alvéoles de ses casiers, s'évertuait toute une population diligente d'abeilles, une vie spéciale s'était peu à peu constituée et particularisée. Les centaines de messieurs, de dames, de jeunes filles, de militaires suisses, de personnalités des colonies étrangères, Français, Anglais, Russes, réfugiés belges, voire deux ou trois Allemandes, qui s'y rencontraient continuellement, qui s'y mêlaient, s'y croisaient, s'y relayaient et qui y butinaient en commun, avaient fini par former une société caractérisée, tout un petit

monde singulier ayant ses mœurs, ses usages, son étiquette, ses modes, ses manèges, son langage. On y potinait et on y médisait, on s'y faisait valoir et on y intriguait, des flirts s'y poursuivaient et des mariages s'y préparaient. Le jeu éternel des groupements humains y organisait son fonctionnement constitutif et propre, au milieu des innombrables petits cartons représentant l'effroyable somme de toute une humanité suppliciée, de centaines de milliers de martyrs qui croupissaient dans les camps, les hôpitaux, les geôles, les forteresses, les bagnes, pourrissaient sous les croix de bois des cimetières ou dans les glèbes inconnues des champs de bataille.

C'était là que chaque jour Simon de Sergy venait coopérer à l'œuvre de l'Agence. Il tenait la tranche PA du fichier, c'est-à-dire que toutes les fiches se référant à des prisonniers ou disparus dont le nom commençait par PA étaient de son ressort. Le jeune homme trouvait, en arrivant, la « moisson » de la veille qui l'attendait à sa place. Il y prenait les unes après les autres les fiches vertes ou blanches, vertes pour les renseignements venus d'Allemagne, blanches pour les demandes des familles, et les intercalait successivement à leur rang alphabétique dans la masse du fichier, en prenant garde aux concordances que pouvait faire ressortir ce classement. Une demande blanche trouvait-elle sa réponse dans une fiche verte arrivée en même temps qu'elle ou classée antérieurement, il annotait aussitôt la fiche blanche et l'envoyait au service des réponses. Une fiche verte apportait-elle un renseignement qui répondait à des demandes enregistrées sur une ou plusieurs fiches blanches, il procédait de la même façon.

Clermonde travaillait à la travée des L. Chaque fois que M. de Sergy entrait dans la vaste salle, il ne manquait à peu près jamais de la voir, assidue, à son banc, la tête gentiment penchée sur ses boîtes, ordonnant de ses jolis gestes adroits le jeu minutieux de ses fiches. Il allait la saluer. Ils échangeaient quelques propos, qui évitaient de se risquer hors du domaine de la simple courtoisie. Une atmosphère de contrainte, qu'ils n'osaient percer ni l'un ni l'autre, semblait flotter entre eux comme une brume. Simon gagnait sa place plein de mélancolie et s'efforçait de se plonger dans sa tâche quotidienne. Mais il ne pouvait s'empêcher, tout en s'occupant de ses prisonniers, de laisser souvent son regard s'égarer du côté de la travée des L. Il apercevait la jeune fille de biais, par derrière, un peu de profil, dans la lumière qui tombait des baies ou, selon l'heure, sous la clarté verdâtre des ampoules. Il admirait le fin camée de son visage, la ligne délicate du nez, le renflement du sourcil, l'ovale de la joue, le lourd chignon des cheveux blonds bouffant

sous le chapeau ou sous la toque. Il s'absorbait avec un obscur délice sur la petite oreille, coquille dans la coquille des cheveux. Il connaissait tous ses costumes. Depuis la guerre, elle s'habillait toujours en noir et blanc. Tantôt c'était, sous le chapeau noir à aigrette blanche, une guimpe d'organdi blanc dans un corsage de satin noir; tantôt, avec la toque blanche estompée d'une voilette noire, une robe souple de shantoung noir, mollement serrée par une ceinture de crêpe blanc. Parfois le corsage de piqué blanc s'ouvrait sur un empiècement de valenciennes noire; d'autres fois la robe de tulle noir se brodait de galons de soie blanche ou la blouse de voile blanc se coupait de bandes de jais. Captivé, Simon la regardait, s'emplissant le cœur et les yeux de sa présence, s'abreuvant de ses gestes, guettant ses mouvements de tête pour surprendre avec enivrement et martyre dans le blanc nacré du visage le rayon des grands yeux noirs. Que pensait-elle? A quoi rêvait-elle? A qui? Que se passait-il dans cette petite tête charmante, derrière le miroir de ces yeux noirs, sous ce visage lilial idéalement teinté de rose et baigné de l'ondoiement de la chevelure blonde? C'est ce que se demandait douloureusement Simon de Sergy durant ses trop nombreuses pauses de contemplation, jusqu'au moment où, songeant tout à coup que ses distractions pouvaient avoir pour effet de retarder la transmission d'une nouvelle à un malheureux prisonnier ou à une famille dans l'angoisse, un remords le prenait et le rejetait à ses fiches.

Ce matin-là, — c'était le lendemain du retour de Cabriol et des bataillons genevois — Simon de Sergy se trouvait comme d'habitude devant son fichier. La moisson du jour venait de lui apporter un renseignement sur un nommé Papillon, Pierre, Eugène, soldat au 154e régiment d'infanterie, pris à Charleroi, interné au camp de Darmstadt, et dont on ne savait plus rien depuis trois mois. A deux travées devant lui, sur la gauche, de l'autre côté de l'allée centrale, la silhouette émouvante de Clermonde harmonisait ses cheveux blonds et son profil suave avec une toilette en mousseline de soie blanche que garnissaient des carreaux noirs en damier parementant les manches et galonnant le corsage. Un sac en taffetas noir et blanc était posé sur la table à côté de la boîte de fiches dont ses mains nues feuilletaient le jeu vert et blanc. L'attitude était énigmatique et gracieuse, l'expression angélique et secrète. Que signifiait le vague sourire qui se jouait parfois sur la fine commissure des lèvres? Que voulait dire l'ombre de perplexité qui flottait par moments sur le battement des cils? Le regard de Simon de Sergy ne cessait d'errer autour d'elle. Qu'est-ce qui lui souriait?

Qu'est-ce qui la troublait? Où s'envolaient ses songes durant que ses doigts travaillaient?...

Lui aussi travaillait en pensant à autre chose. Il s'efforça de s'absorber dans sa tâche. Il revint au soldat Papillon, Pierre, Eugène, du 154e d'infanterie. En vain la mère du soldat, sa femme, son beau-frère et plusieurs de ses amis demandaient-ils anxieusement ce qu'il était devenu. On ne pouvait les satisfaire. Le prisonnier ne répondait plus aux cartes qu'on lui adressait, n'accusait pas réception des colis de vivres qu'on continuait à lui envoyer. Il avait disparu. Or, on venait de le retrouver sur une liste de détenus au camp de représailles de Hohenasperg. Simon de Sergy était en train d'examiner si le nouveau renseignement venu d'Allemagne concordait exactement avec l'identité du disparu, quand une soudaine agitation parut se produire dans la salle. Des chuchotements précipités couraient. Des fichistes regagnaient hâtivement leurs places. Puis on vit le directeur du fichier, Clouzat parcourir l'allée centrale en claironnant de sa voix de ténorino :

— Mesdames et messieurs, j'ai le plaisir de vous annoncer que le général Wille nous fait l'honneur de visiter l'Agence. Dans quelques instants le général sera dans cette salle.

Une recrudescence de brouhaha accueillit cette annonce. Un rapide rangement de boîtes clapota. Des hommes assurèrent leur cravate. L'élément féminin tapota ses robes et ses cheveux. Puis tout se tut, tandis qu'un groupe impressionnant faisait son entrée.

En tête s'avançait d'un pas pesant et lent le général Wille, le mufle massif, ses gros yeux de bovidé roulant sous le cuir du képi, la moustache lourde sous le naseau épais, les fanons de ses joues surchargeant le collet écarlate. Il avait à son côté la haute prestance de M. Gustave Ador, qui lui faisait cérémonieusement les honneurs de son Agence. Derrière eux venait la petite troupe imposante des éminences de la Croix-Rouge, le vice-président d'Espine, l'égyptologue Naville, le philanthrope Léopold Favre, le trésorier Moynier, le secrétaire Des Gouttes, le docteur Ferrière, le professeur Gautier, le chef de la correspondance Dollfus. Le directeur du fichier se joignit au cortège pour donner des explications techniques, ainsi que l'administrateur Hoffer, à l'étrange tête d'oiseau juchée sur un long corps d'échassier. Toute la salle s'était levée.

— Mesdames et messieurs, fit la voix solennelle d'Ador, le général Wille ne veut pas interrompre votre travail et vous prie de vous asseoir.

La ruche se remit distraitement à son labeur, tous les yeux suivant l'auguste promenade.

Parmi les personnages qui accompagnaient le général, Simon de Sergy en avait immédiatement distingué un, dont la vue venait de produire en lui une véritable commotion. C'était un superbe officier, blond, grand, solide, aux traits empreints d'une virile beauté. Il avait revêtu le nouvel uniforme gris vert, que l'on voyait pour la première fois à Genève. Sanglé dans la tunique à un rang de boutons, les parements jaune citron chargés de chevrons noirs aux manches, les trois étoiles en triangle sur les écussons blancs du col, le pantalon, largement bouffant aux cuisses, pris à partir des genoux dans d'étroites bottes de cuir fauve, il était mirifique et pompeux. Saisi d'un malaise infini, Simon avait aussitôt reconnu le capitaine Berthold von Giessbach.

Le cortège progressait à petits pas, s'arrêtant fréquemment pour examiner un fichier, entendre un commentaire d'Ador ou assister à une démonstration de Clouzot. Simon le vit passer devant lui. Puis le cortège s'arrêta de nouveau, un peu plus loin, à la travée des L. Berthold von Giessbach s'approchait du général et lui glissait quelques mots à l'oreille.

— Ah! ah! grommela aimablement Wille, mais certainement... avec le plus haut plaisir!...

Une forme noire et blanche s'était levée et, sur un signe du brillant capitaine, s'était avancée vers le général.

— J'ai le grand bonheur, monsieur le général, dit alors à voix haute Berthold von Giessbach, de vous présenter mon exquise fiancée, Mlle Clermonde Tallatin.

— Exquise, il est vrai... tout à fait exquise, ma foi!... fit le général en s'emparant de la main de la jeune fille qu'il secoua d'une patte affable.

Les yeux de Simon de Sergy s'étaient troublés. Il ne put observer quel visage avait Clermonde durant cette présentation. Il entendait confusément des félicitations, le violoncelle majestueux d'Ador, le bourdonnement de d'Espine, le chevrotement discord de l'égyptologue Naville. Des murmures flatteurs s'élevaient des travées voisines. Des jeunes filles pépiaient avec volubilité, la voix chavirée de jalousie.

— Enchanté... hautement satisfait... meuglait gentiment Wille en brandillant ses fanons. Alors nous aurons l'avantage de vous avoir bientôt à Berne?...

— Dès que nous serons mariés, monsieur le général, répondit avec un tintement d'éperons le capitaine von Giessbach; et j'espère que Berne n'aura pas longtemps à attendre pour se parer de ce nouveau joyau.

— Ce ne sont pas les jolies femmes qui manquent à Berne, repartit jovialement le général ; mais j'ose vous assurer, ma chère demoiselle, que vous n'aurez pas de peine à briller au premier rang de l'écrin.

Inexprimablement torturé, Simon sentit son cœur défaillir. Il fit un effort pour distinguer la contenance de Clermonde. La jeune fille était pâle, mais ses lèvres souriaient et semblaient prononcer des paroles dont le son n'arrivait pas jusqu'à lui. Le gros rire du général mugit. Campé dans son uniforme gris vert, le capitaine Berthold von Giessbach rayonnait. Un effondrement se fit chez Simon de Sergy. Tout se mit à tourner autour de sa tête en vertige : le général Wille, l'uniforme gris vert, la robe blanche et noire de Clermonde, Gustave Ador, l'égyptologue Naville, la tête d'oiseau de Hoffer, les fichiers, les cartons, les baies de la salle...

Quand il sortit de son étourdissement, le cortège, qui était allé jusqu'au bout de la rangée des travées, revenait sur ses pas. Il passa de nouveau près de lui.

— Très content de ma visite... hautement satisfait... mâchonnait Wille.

— Nous allons maintenant, si vous le voulez bien, mon cher général, proposait Ador, monter aux salles allemandes.

— Avec le meilleur plaisir... Mais dites-moi, mon cher monsieur Ador, vous devez être bien renseignés ici sur les pertes en prisonniers des belligérants?

— Nos statistiques nous permettent, en effet, de nous en faire une idée qui ne doit pas être très éloignée de la vérité.

— A combien évaluez-vous le nombre actuel des prisonniers français?

— Le nombre des prisonniers français n'est certainement pas inférieur à trois cent mille.

— Et celui des prisonniers allemands?

— Celui des prisonniers allemands ne paraît pas atteindre le tiers de ce chiffre.

— Il n'y a pas cent mille prisonniers allemands?

— Il doit y en avoir environ quatre-vingt-dix mille, en y comprenant ceux faits par les Britanniques et par les Japonais. Pour le front oriental, dont nous ne nous occupons pas à Genève, ce doit être assez peu de chose.

— Parfait, parfait... Je suis décidément très content... hautement satisfait... Allons voir les salles allemandes.

Le cortège s'éloigna, dans un decrescendo brouillé de voix et de pas, tandis qu'anéanti, le cerveau vide, Simon de Sergy, revenant

machinalement à son travail, retrouvait entre ses doigts, qu'agitait encore un tremblement convulsif, la fiche du soldat Papillon, Pierre, Eugène, du 154e régiment d'infanterie, détenu depuis trois mois au camp de représailles de Hohenasperg.

IV

Comme l'avait prévu M. Pyrame Tallatin, la guerre, en se prolongeant, devenait propice aux affaires. Aussi M. Tallatin se félicitait-il chaque jour davantage de n'avoir pas perdu la tête au moment du déchaînement de la tempête, de s'être au contraire tracé un plan de conduite des plus avisés, auquel il se conformait de point en point et qui paraissait lui ouvrir les plus riches perspectives.

Mais si la prolongation de la guerre servait à souhait l'esprit de lucre de l'excellent capitaliste genevois, elle n'était pas considérée par tout le monde d'un œil aussi favorable. M. de Giessbach, qui avait compté sur une guerre courte et remis la célébration de son mariage à la fin des hostilités, commençait à s'impatienter. Il ne voulait plus attendre et pressait Clermonde de fixer une date. Chose curieuse, celle-ci paraissait manifester moins de hâte. Le mariage, dont il avait été d'abord question pour l'été, avait été renvoyé à l'automne. L'automne venu, la jeune fille ne se décidait toujours pas. Elle prétextait ses travaux, ses œuvres, ses prisonniers, sa présence indispensable à l'Agence.

D'ailleurs, Berthold von Giessbach n'insistait plus que d'une façon intermittente. Quelle que fût l'impatience qu'il éprouvait de posséder enfin chez lui, dans sa maison de la rue des Gentilshommes, celle qu'il désirait ardemment, les passionnantes inquiétudes que lui causaient les péripéties du grand conflit lui faisaient oublier parfois jusqu'à ses propres préoccupations. Car si la durée des hostilités dérangeait ses projets personnels, elle dérangeait beaucoup plus encore l'opinion qu'il s'était faite sur la marche des opérations et sur leur issue. Cette issue, qu'il avait rêvée presque foudroyante, n'approchait pas, ne s'apercevait pas et, à mesure que les mois s'ajoutaient aux mois, semblait s'éloigner davantage. Ce renversement de toutes ses notions l'irritait et le consternait. Il en concevait une sorte de mortification, qui par moments tournait presque au ressentiment. Il en voulait aux Allemands des déceptions qu'ils lui causaient. Pour un peu il les eût accusés de n'être pas encore assez des Allemands, de manquer de poigne, de vigueur, d'esprit d'initiative, de

véritable volonté de puissance ; il leur eût reproché de trop ménager l'ennemi, de ne pas suffisamment utiliser cet incomparable moyen de dominer et de vaincre : la terreur.

A l'État-major, la dépression régnait. Ce n'était cependant pas qu'on ne fît rien. En dépit d'une neutralité conventionnelle, les colonels savaient marquer leurs préférences par les témoignages d'une sympathie effective. Ils apportaient, dans la mesure de leurs moyens et avec le doigté que leur prescrivaient les circonstances, un concours actif à la grande entreprise des deux Empires. Ces moyens n'étaient d'ailleurs pas si médiocres, ni le profit que pouvaient en tirer Allemands et Autrichiens si négligeable. L'État-major suisse disposait de renseignements nombreux et souvent importants, provenant d'une part des postes d'observation répartis le long des frontières du Jura et des Alpes, de l'autre des légations de Paris, de Rome et de Londres par la voie des valises diplomatiques. On en composait chaque jour un rapport, dont des copies dactylographiées, connues sous le nom de *Bulletin de l'Etat-major*, étaient remises, à titre strictement confidentiel, aux chefs des grandes unités de l'armée. Elles étaient communiquées en outre, par les soins d'Egli et de Wattenwyl, aux deux attachés militaires d'Allemagne et d'Autriche, le major von Bismarck et le major von Einem, qui en faisaient l'objet de dépêches chiffrées à leurs Grands Quartiers respectifs.

Là ne s'arrêtait pas le zèle de nos colonels. Il y avait au service des renseignements de l'État-major un homme extraordinaire, doué d'un talent de déchiffreur d'écritures secrètes qui confinait au génie. C'était un Polonais galicien naturalisé Suisse, qui s'appelait le docteur Langie et qui était, dans le civil, bibliothécaire à la Faculté libre de théologie de Lausanne. Sa connaissance des langues, son intelligence, surtout sa prodigieuse divination cryptographique faisaient de lui un instrument remarquable et peut-être unique en Europe. On le mit sur les dépêches que l'attaché militaire russe à Berne, le colonel Golovane, échangeait avec son gouvernement. Le chiffre en était des plus difficile et variait souvent. Ce n'était qu'un jeu pour le perspicace cryptologue d'en percer le mystère. En quelques jours de travail il trouvait la clef, déterminait la grille, et les énigmatiques dépêches devenaient aussi limpides que les versets des innombrables traductions de la Bible dont il assurait la conversation dans sa bibliothèque de Lausanne. En un an, plus de deux mille dépêches avaient été ainsi déchiffrées pour le compte du colonel von Wattenwyl, chef du service des renseignements, qui en remettait d'autant plus ponctuellement le clair au

major von Bismarck, qu'elles n'intéressaient nullement la Suisse, mais uniquement l'Allemagne.

Berthold von Giessbach était, bien entendu, au courant de ces faits et les approuvait fortement. Lui-même se tenait en contact assez suivi avec le major von Bismarck et le fournissait des diverses indiscrétions que ses relations avec la société bernoise et certains milieux français qui l'accueillaient lui permettaient de récolter.

Mais si ces agissements d'ordre purement militaire emportaient son entière approbation, il n'en était pas de même pour d'autres manœuvres, d'un genre moins distingué, que son amour et son admiration pour l'Allemagne ne parvenaient pas à lui faire accepter sans grimace. Inquiète de la voie que prenaient les événements, l'Allemagne commençait, en effet, à opérer en sous-main de savants travaux d'approche pour préparer à l'idée de paix. Elle avait recours pour cela aux éléments politiques et sociaux les plus suspects ou même les plus dangereux, socialistes, révolutionnaires, humanitaires de tout rite et de toute allégeance, prédisposés naturellement à entrer dans ses vues, à se faire consciemment ou inconsciemment ses complices et les agents de sa propagande. Il s'agissait, par leur entremise subreptice, de répandre au dehors la lassitude et le dégoût de la guerre, et par la contagion de leur psychose de démoraliser l'adversaire, de ruiner progressivement chez l'ennemi la volonté de combattre. Cette offensive d'un nouveau genre était, bien entendu, destinée exclusivement à l'étranger, et le gouvernement de Berlin prenait en même temps les mesures les plus rigoureuses pour interdire toute propagande pacifiste à l'intérieur de ses frontières. L'agitation devait s'opérer par les pays neutres, pour passer de là dans les pays ennemis. Aussi voyait-on depuis quelques mois d'importants leaders socialistes allemands, des Südekum, des Bernstein, des Quarck, des Kautsky, les uns majoritaires, les autres minoritaires, chargés par leur gouvernement ou leur parti de missions secrètes, parcourir la Suisse dans tous les sens, s'y aboucher avec les socialistes suisses, les Greulich, les Grimm, les Naine, y rencontrer des socialistes français, des Renaudel, des Longuet, ou des socialistes italiens, des Morgari, des Turati, des Modigliani, semant partout les germes de l'antipatriotisme, discréditant les pactes d'union sacrée, dénonçant la duperie des défenses nationales organisées au profit du seul capitalisme, et, après avoir un an auparavant voté unanimement les crédits de guerre, prêcher la fin des massacres et la paix à tout prix.

En septembre, une grande conférence socialiste internationale s'était tenue à Zimmerwald, localité voisine de Berne, pour rédiger

un programme d'action prolétarienne pour la paix et arrêter les termes d'un manifeste aux classes ouvrières d'Europe. Parmi les congressistes figuraient les Allemands Ledebour et Hoffmann, les Français Merrheim et Bourderon, les Suisses Grimm et Naine, la Hollandaise Roland-Horst, les Italiens Modigliani et Lazzari, le Suédois Höglund, le Norvégien Nerman, les Polonais Lapinski, Warski, Hanecki, le Bulgaro-Roumain Rakowsky et un brelan de révolutionnaires russes qui s'appelaient Lénine, Axelrod, Martof, Bobrof, Krasny, Radek, Tchernof et autres malandrins. Le manifeste voté était l'œuvre d'un certain juif Bronstein, surnommé Trotsky. La canaille internationale, mobilisée et organisée par l'Allemagne, venait de prendre son premier contact. Peu après, la socialdémocratie suisse, réunie en congrès à Aarau, approuvait à une forte majorité les résolutions de Zimmerwald, et deux institutions permanentes étaient créées, l'une à Berne, une Commission internationale de coordination de l'action contre la guerre, l'autre à Paris, un Comité pour la reprise des relations internationales. C'était l'amorce du défaitisme.

Tout cela déplaisait on ne peut plus à M. de Giessbach. Autant lui agréait, jusque dans ses pires excès, le déploiement purement militaire de la guerre, n'en excluant ni la ruse, ni l'espionnage, ni la trahison, moyens loyaux et de bonne tactique, autant lui répugnaient les machinations louches et tortueuses auxquelles s'abaissait l'Empire pour agir sur l'âme stupide des foules et répandre la démoralisation chez l'ennemi que ne suffisait pas à abattre la franche brutalité des coups. Il en éprouvait une sorte d'humiliation personnelle. L'orgueil du germanisme réduit aux vils expédients de la démagogie souffrait en lui. Il ne pouvait supporter sans une véritable honte l'outrageante collusion, fût-ce pour des fins supérieures, des plus nobles éléments de l'Allemagne avec la racaille socialiste et révolutionnaire qui ne rêvait qu'à la subversion de la société. Où étaient les beaux temps d'août 1914, alors que la force seule régnait, dans sa pureté et sa grandeur, que les régiments altiers déferlaient irrésistiblement sur la Belgique et la France, écrasant tout, broyant tout, faisant rugir sans trêve la poudre et la mitraille, brûlant les villes, ravageant les campagnes, foudroyant les monuments et les cathédrales, sabrant, fauchant, violant, torturant, réduisant en esclavage des populations infâmes de civils? Ah! il n'était question, en ces jours glorieux de la ruée *nach Paris*, ni d'opinion à gagner ou à tromper, ni de propagande, ni de corruption, ni de défaitisme! C'était la guerre, la vraie guerre!... Ces beaux temps reviendraient-ils jamais?...

*
* *

Sur ces entrefaites, M. Tallatin se disposa à partir pour Berne. Il emmenait Clermonde. On passerait les fêtes de fin d'année avec M. de Giessbach. On séjournerait un bon mois dans la ville fédérale, ce qui ferait grand plaisir à Berthold et lui permettrait d'attendre avec plus de patience l'époque de son mariage, que Clermonde s'obstinait toujours à différer. Peut-être même le mariage serait-il enfin fixé durant ce séjour, où Berthold serait pressant et où la jeune fille, captivée par la cour de son fiancé et par le charme de Berne, reviendrait sur ses hésitations et déciderait elle-même que la guerre et les tristes échos que lui en apportaient ses travaux à l'Agence des Prisonniers ne devaient plus être un obstacle à son bonheur.

Mais surtout M. Tallatin avait besoin d'aller à Berne pour ses affaires. D'importantes négociations devaient être menées à bien avec l'administration fédérale. Il avait à entretenir de questions essentielles le conseiller fédéral Schulthess. Son voyage à Berne, espérait-il, devait produire de grands résultats.

M. et Mlle Tallatin partirent l'avant-veille de Noël.

Au Bernerhof, où M. Tallatin avait l'habitude de descendre, à l'époque où il était conseiller national, un appartement de choix leur avait été réservé du côté de l'Aar. Cela leur rappela le beau temps d'avant guerre, alors que Clermonde, toute jeune, accompagnait déjà son père pendant les sessions. Cela leur rappela des temps plus anciens encore, quand Mme Tallatin vivait et que Clermonde, petite fille et en robe courte, faisait courir son cerceau dans la promenade des Petits-Remparts et lançait des carottes aux ours. Le somptueux hôtel faisait, à l'ouest du Palais fédéral, le pendant du magnifique Bellevue-Palace, situé à l'est, où se déployait toute la journée, au milieu des fleurs, des flirts et de la musique, le faste impressionnant des légations étrangères, de la haute tourbe cosmopolite engendrée par la guerre et du grand espionnage international. Au Bernerhof, c'était plus calme, et si la société n'y était pas moins luxueuse, elle y était plus discrète et de meilleur ton.

M. de Giessbach se montra, durant ce séjour, aussi assidu auprès de Mlle Tallatin que le lui permettaient ses fonctions, dont la principale consistait à accompagner le général dans ses tournées. Mais, en cette saison de l'année, Wille ne se déplaçait guère. On se retrouvait donc presque chaque jour à dîner, au Bernerhof, au Bellevue, au Casino ou dans un des bons restaurants de la ville. On passait

les soirées au théâtre, au concert, aux réceptions que donnaient les diplomates, aux réunions mondaines qui s'organisaient dans les salons des hôtels. M. de Giessbach recevait aussi chez lui. Clermonde aimait cette vieille maison de la rue des Gentilshommes, toute pleine des souvenirs d'un auguste passé. Elle était moins brillante que la maison de la rue des Granges, mais beaucoup plus vénérable, ayant cent ans de plus, avec ses arcades voûtées, sa cour entourée de galeries, ses escaliers en colimaçon, ses salles lambrissées de bois, ses plafonds à caissons, ses meubles français et bernois du dix-septième siècle. Dans la salle à manger sombre qu'éclairaient des lustres de fer, M. de Giessbach offrait des repas succulents, auxquels la brave Liseli, la vieille femme de charge de la famille, avait donné tous ses soins.

Cette vieille Liseli était, pour Clermonde, un des charmes de la maison. Elle s'y trouvait déjà du temps des parents et même des grands-parents de M. de Giessbach. Elle les avait vus mourir, comme elle avait vu naître Berthold. C'était une vieille Bernoise à la mode d'autrefois et rétive aux idées nouvelles.

— Depuis qu'ils ont amené des automobiles par la ville et qu'ils ont mis des cars électriques devant la fosse aux ours, disait-elle à la jeune Genevoise dans son dialecte bernois, je ne me reconnais plus autour de moi. Tout a bien changé, allez, mademoiselle, et les gens plus encore que les choses !

Clermonde aimait à venir causer avec elle. La vieille servante lui donnait des détails sur la vie bernoise, le prix des denrées au marché, les magasins où il fallait se servir, les heures des services divins aux églises. Elle lui montrait les aîtres de la maison, ouvrait pour elle les armoires, les greniers, lui faisait contempler les piles de linge et les caisses d'argenterie. Mais surtout elle l'entretenait de son fiancé, pour qui elle professait autant d'affection que d'admiration.

— Ah ! oui, c'est un bel homme, s'extasiait-elle, et plein de qualités. Vous serez heureuse avec lui, ma chère demoiselle. Il est solide sur ses principes, décidé, fier. Il sait ce qu'il vaut et ce qu'on lui doit. Ah ! ce n'en est pas un qui se laissera marcher sur le pied ! Avec ça, ordonné, précis, ne se faisant pas attendre pour les repas, propre, pas grossier, sauf quand il est en colère. Il ne se saoule pas trop. Et si vous saviez ce qu'il vous adore !... Ce sera vraiment un bon mari pour vous.

La vieille Liseli ne tarissait pas sur le compte de son jeune maître.

— Mais, ajoutait-elle parfois avec un regret dans sa bonne voix fanée, il a bien changé, lui aussi, comme les autres. Quand je pense

à ses braves parents... Dieu les ait en son paradis !... Ah ! ceux-là, c'étaient de bons Bernois, de bons Suisses !... Les jeunes gens d'aujourd'hui, voyez-vous, mademoiselle, ne jurent plus que par l'Allemagne. C'est triste à dire, mais c'est ainsi. J'ai vu commencer ça quand M. Berthold allait à l'école, et ça n'a fait que croître quand il fut devenu étudiant. Ses camarades et lui ne savaient plus ce que c'était que nos libertés suisses. Ils ne voyaient de beau que l'Allemagne, que la puissance allemande, que la culture allemande, comme ils disaient. C'était vraiment honteux de les entendre. Ça ne voulait même plus parler notre bonne langue à nous, et ça baragouinait on ne sait quel charabia venu de Berlin.

Clermonde écoutait ces propos avec un sourd malaise.

— Avec vous, ma chère demoiselle, continuait Liseli, il verra peut-être un peu moins cette bande d'amis qui exercent sur lui, j'en suis sûre, une action déplorable. Quand ils viennent ici, je les entends tenir des conversations qui me suffoquent.

— Qui sont ces amis? demandait Clermonde intriguée.

— Je ne les connais pas tous par leurs noms. Il y a le colonel Egli... il y a le colonel von Wattenwyl... Il y a aussi de véritables Allemands, le major von Bismarck, qui est, je crois, l'attaché militaire de la légation d'Allemagne... un comte von Tattenbach, qui est aussi de la légation... Enfin toute une collection de vilains sires qui seraient mieux à leur place dans les châteaux du roi de Prusse que dans une honnête maison de la ville de Berne.

La vieille Liseli aurait ainsi jasé pendant des heures. Clermonde la laissait aller, trouvant à ce verbiage une saveur vieille Suisse qui lui plaisait et y recueillant mille détails instructifs sur son futur rôle de maîtresse de maison bernoise. Sa femme de chambre Bertha, qu'elle avait amenée à Berne et qui l'accompagnait parfois rue des Gentilshommes, se moquait de la vieille Liseli. Bertha, qui était Zurichoise, comprenait les idées nouvelles et traitait volontiers Liseli de quenouille. Les deux femmes feraient-elles bon ménage?...

Quinze jours s'étaient écoulés de la sorte, au milieu des plaisirs, des dîners, des promenades en ville, des courses dans les magasins, des visites à la rue des Gentilshommes, sans que Clermonde eût éprouvé un instant le regret d'avoir suivi son père à Berne et d'avoir écouté la voix de son cœur. Dans cette atmosphère prenante et sous les attentions dont la comblait Berthold, la jeune fille se sentait de plus en plus conquise, contrainte à s'abandonner sans autre retenue à son amour pour son fiancé. Ses réserves anciennes, les observations nouvelles même qu'elle pouvait faire et qui eussent pu corroborer ses craintes antérieures lui paraissaient de moins en

moins importantes, ne comptaient plus. Son amour emportait tout, colorait tout en rose devant ses yeux séduits. Berthold d'ailleurs se montrait merveilleux d'allure, de charme et d'empressement. Sentant sa victoire proche, il redoublait d'assurance et ruisselait de prestige. Clermonde oubliait à peu près Genève.

Son père lui dit un jour, comme elle rentrait au Bernerhof :

— Tu ne sais pas qui est ici?... Bonnard!... Albert Bonnard, qui est arrivé hier de Genève... Il dîne avec nous ce soir... Mais il n'a pas l'air de bonne humeur... Qu'est-ce qui a bien pu encore lui arriver?...

Ils dînèrent seuls à trois dans un petit salon. M. de Giessbach devait venir prendre Mlle Tallatin après le dîner pour la mener au théâtre entendre *la Flûte enchantée*. Clermonde était impatiente, pomponnait ses cheveux, regardait la pendule. Mais bientôt elle devint attentive à la conversation, puis inquiète.

— Oui, mon ami, disait Albert Bonnard, il se passe des choses graves, qui vont provoquer peut-être un véritable scandale et risquent de jeter notre pauvre pays dans des complications du caractère le plus périlleux.

— De quoi s'agit-il? demanda M. Tallatin. Je n'ai entendu parler de rien.

— Très peu de personnes encore sont au courant des faits. Je n'en ai moi-même recueilli les premiers indices qu'il y a quelques semaines. Rien jusqu'ici n'a été ébruité, pas un mot n'a transpiré dans la presse, et il est désirable qu'il en soit ainsi, tant que des sanctions officielles, que nous comptons bien obtenir à bref délai, ne seront pas intervenues.

— Des sanctions officielles?... Que voulez-vous dire?...

— En deux mots, mon ami, et gardez-moi provisoirement ce secret, bien qu'il ne puisse guère tarder à devenir celui de Polichinelle, en deux mots, des officiers de notre État-major sont fortement soupçonnés d'entretenir des relations contraires à la neutralité avec les attachés militaires des Puissances centrales.

— Que m'apprenez-vous!... Des relations de quel genre?...

— Communication de documents confidentiels, livraison de renseignements appartenant à l'État-major suisse et concernant des armées étrangères, concours apporté à l'État-major allemand par la mise clandestine à son service de spécialistes attachés à l'armée fédérale...

— Ce n'est pas possible!... Et nomme-t-on les officiers incriminés?

— On en désigne deux : le colonel Carl Egli, sous-chef de l'État-

major de l'armée, et le colonel Maurice de Wattenwyl, chef du Service des renseignements.

A l'ouïe de ces deux noms, Mlle Tallatin changea de couleur.

— Mais ce sont deux amis de mon fiancé! s'écria-t-elle. Je les connais moi-même... je veux dire, j'ai fait récemment leur connaissance... Ce sont deux hommes des plus distingués, des plus insoupçonnables... bien que certainement quelque peu germanophiles... occupant des positions extrêmement élevées... Cher monsieur Bonnard, il ne peut s'agir là que d'un atroce malentendu...

La grosse moustache jaunâtre du journaliste se boursoufla, sa belle tête se fronça, puis, après un instant de silence agité, il demanda :

— Est-ce que M. de Giessbach ne fait pas partie de l'État-major?

— Il en fait partie à titre d'attaché à l'adjudance du général, bégaya Clermonde.

— Dieu veuille qu'il ne soit pas compromis lui aussi!...

Un sanglot s'étouffa dans la gorge de la jeune fille.

De la tête, des épaules, M. Tallatin donnait de grands signes d'incrédulité, tout en tripotant d'une main contrariée son opulente chaîne de montre.

— Voyons, voyons, Bonnard, que nous racontez-vous?... Il y aurait des traîtres dans notre armée... au sommet de notre armée!... Voyons, voyons, c'est insensé!... Mais enfin, comment aurait-on su?... comment a-t-on découvert?...

— Il y a environ un mois, commença Bonnard...

Mais il s'interrompit brusquement.

— Chut! fit-il.

Un maître d'hôtel venait d'entrer. Quand il eut changé les couverts, présenté les plats d'un nouveau service et qu'il eut disparu, Bonnard reprit :

— Il y a un mois, le directeur de *la Suisse*, Martinet, recevait une lettre d'un soldat cycliste romand en service à l'État-major fédéral lui signalant que, chargé de porter chaque jour le bulletin de l'État-major aux chefs commandants d'unités, auxquels il est exclusivement destiné, il avait en outre l'ordre d'en faire la remise à l'attaché militaire allemand et à l'attaché militaire autrichien. Ce bulletin ou rapport quotidien de l'État-major, strictement confidentiel, comporte les mouvements des troupes étrangères constatés à la frontière ainsi que les renseignements parvenus à l'État-major par voie diplomatique. Sa communication aux agents des Empires centraux constituait une grave infraction à la neutralité.

— Je crois bien! fit M. Tallatin. Mais cette lettre était peut-être mensongère...

Bonnard poursuivit :

— Très ému, Martinet s'en ouvrit au conseiller national Willemin, lequel montra le document aux députés Frédéric de Rabours et Marcel Guinand, qui m'en parlèrent à leur tour. Quelques jours plus tard, se trouvant à Berne, le conseiller national Willemin se rendit auprès du conseiller fédéral Decoppet, chef du Département militaire et actuellement président de la Confédération, pour solliciter de lui des éclaircissements au sujet de ces révélations. Le conseiller fédéral Decoppet ne nia pas les faits, qu'il semblait fort bien connaître, se montrant seulement très préoccupé à l'idée qu'ils pourraient se répandre dans le public. Leur authenticité était donc avouée. De mon côté, je venais d'être mis au courant d'incidents d'un tout autre genre, mais non moins graves, qui m'avaient été confiés, en même temps qu'au conseiller national Secretan, directeur de la *Gazette de Lausanne*, par le docteur André Langie, cryptographe de l'État-major, travaillant sous les ordres du colonel de Wattenwyl, chef du service des renseignements. Chargé du déchiffrement des dépêches diplomatiques envoyées de Berne ou reçues à Berne et principalement des dépêches russes, il fut frappé d'en trouver un jour une du colonel comte Ignatief, attaché militaire russe à Paris, informant son collègue à Berne, le colonel Golovane, que les clefs dont il se servait étaient découvertes et que toutes les dépêches qu'il envoyait ou recevait étaient lues par les Allemands.

— Par les Allemands? s'exclama M. Tallatin.

— Par les Allemands. Le docteur Langie, en être naïf qu'il était, crut devoir faire part de son étonnement à son chef, le colonel von Wattenwyl, qui lui répondit en souriant mystérieusement et d'un ton fort satisfait : « Les Allemands, c'est nous ! » Un terrible soupçon traversa alors l'esprit du malheureux cryptographe : travaillait-il pour la Suisse ou ne travaillait-il pas plutôt pour l'Allemagne? Hélas ! ses soupçons, une fois éveillés, ne tardèrent pas à se changer en certitude. Il acquit la conviction que tout ce qu'il déchiffrait, et qui généralement ne présentait aucun intérêt pour la Suisse, passait immédiatement aux mains des Allemands. Bien mieux, on lui donnait à décrypter des textes qui visiblement n'avaient pas été interceptés en Suisse, mais en Allemagne. Enfin, par suite de quelle erreur ou de quelle aberration, on lui remit un lot de dépêches chiffrées allemandes, expédiées par le major von Bismarck, où la preuve de la collusion apparaissait, flagrante. Presque toutes ces dépêches commençaient, en effet, par des mots tels que : « L'État-major suisse nous communique... » « L'État-major fédéral apprend d'Angleterre... » « Selon communication de l'État-major général

suisse... » La plupart contenaient des renseignements circonstanciés et d'une importance certaine pour les Allemands sur les mouvements des armées françaises, anglaises et italiennes.

Devant ces précisions M. Tallatin dut s'avouer ébranlé.

— Incroyable ! incroyable ! ne cessait-il de répéter, abasourdi.

Pâle et défaite, Mlle Tallatin sentait son cœur vaciller. Sûrement, Berthold avait trempé dans cette affreuse histoire. Du moins, devait-il être au courant de tout. Allait-elle le défendre avec acharnement? Allait-elle se tourner contre lui et se mettre à le détester autant qu'elle l'avait aimé... qu'elle l'aimait encore?...

— Alors, mon pauvre ami, dit M. Tallatin, une fois en possession de ce secret redoutable, qu'avez-vous fait?

— Secretan et moi, nous avons conseillé à Langie de rédiger un mémoire et de le porter à Decoppet.

— C'était, en effet, la seule chose à faire.

— Et c'est ce qui fut fait, selon nos instructions. Quelques jours après la remise du mémoire, le conseiller national Secretan voyait lui-même le Président et l'entretenait longuement de l'affaire, ainsi que de celle du bulletin de l'État-major. Sur quoi le Président se décidait à sortir de son apathie et avisait le général Wille.

— C'est par quoi l'on aurait dû commencer. Enfin, voilà le général averti ! Il va sévir, j'espère... C'est déjà fait sans doute?

— Ah ! vous croyez ça ! s'écria Bonnard dont le front s'empourprait. Vous êtes loin de compte. Mais, mon ami, le général, c'est la tête de l'État-major. Tout se tient. Pouvez-vous vous figurer que le général était ignorant de se qui se tramait au-dessous de lui, dans ses propres bureaux? Non, le général Wille était avec les coupables, qu'il comblait de toute sa faveur. Si encore, au reçu de l'avis du Président et en présence du scandale imminent, le général avait pris la mesure qui s'imposait, la mise à disposition des deux officiers, tout aurait pu être sauvé. Nous nous serions tenus pour satisfaits, nous n'aurions pas poussé plus loin notre intervention, l'opinion publique n'eût pas été inquiétée et un grand trouble politique et moral eût été épargné à notre pays. Au lieu de cela...

— Qu'est-ce qu'il a bien pu faire, ce sacré général?

— Au lieu de cela, Wille s'est résolu bravement à éloigner nos deux traîtres de l'État-major, mais pour leur donner de l'avancement.

— Non !...

— Il a nommé Wattenwyl au commandement d'une brigade, et Egli... vous ne devineriez jamais !

— Il lui a donné une division?

— Bien mieux que ça : il lui a confié le commandement du Hauens-

tein, la principale position fortifiée que nous ayons pour nous défendre contre une invasion allemande.

— C'est trop fort !... Qu'a fait le Président?

— Rien. Il est tombé malade.

— Sacré Decoppet !... Et qu'allez-vous faire, vous?...

— Une délégation romande se réunit demain à Berne. C'est même pour cela que je suis ici. Cette délégation se compose de MM. Frédéric de Rabours et Marcel Guinand, députés au Grand Conseil de Genève, Charles Gorgerat et Chavannes-Dufour, députés au Grand Conseil vaudois, Daguet, député au Grand Conseil de Fribourg, Favarger, député au Grand Conseil de Neuchâtel, Philippe Godet, professeur à l'Université de Neuchâtel. Nous avons demandé une audience au Président.

— Il est rétabli?

— Assez pour nous recevoir. Nous exigerons des sanctions sévères contre les coupables, et, si le général se déclare incapable d'en prendre, leur arrestation par les soins du Conseil fédéral et leur mise en accusation devant la justice militaire.

— Un procès?... s'écria la voix bouleversée de Mlle Tallatin.

Et apercevant aussitôt les répercussions qu'aurait une pareille solution, les éclaboussures qui pourraient en rejaillir sur M. de Giessbach :

— Non, cher monsieur Bonnard, vous ne ferez pas cela... Je vous en supplie, conseillez à vos amis de ne pas s'engager sur une voie aussi dangereuse !... Songez à la tranquillité publique, au moral de l'armée, au pays...

Le journaliste épongea son vaste crâne dégarni entre sa couronne de cheveux.

— Le procès, dit-il, mais, ma chère enfant, s'il ne se fait pas, si nous n'obtenons pas sans retard la garantie qu'il se fera, à défaut des sanctions que seul actuellement le général pourrait prendre, mais que nous pouvons déjà tenir pour certain qu'il ne prendra pas, le procès, si on cherche à l'éviter, c'est alors l'opinion qui le fera, et ce sera bien pis ! La confiance est grièvement atteinte. Devant une obstruction des pouvoirs fédéraux, une vague de fond soulèverait le peuple. Si l'action judiciaire ne devait pas s'exercer ou devait le faire dans des conditions qui ne donnent pas toute confiance, si elle n'aboutissait pas, publiquement, à une sentence qui satisfasse la conscience révoltée, l'indignation prendrait des proportions redoutables. Voilà ce que nous voulons empêcher, voilà le péril que notre intervention s'est proposé pour devoir d'écarter.

— Mon Dieu ! mon Dieu !... s'alarmait de plus en plus Clermonde.

— Eh bien, moi, je vous approuve! déclara alors M. Tallatin, sans paraître rien comprendre à l'émoi de sa fille.

Et il appuya son affirmation d'un large coup de paume sur la nappe, qui fit retentir les cristaux et les porcelaines du service.

— L'entrevue que nous allons avoir sera décisive, continuait Bonnard. Elle amènera l'apaisement ou provoquera la tempête. Si c'est la tempête, il ne sera plus possible de répondre de rien. Ce sera le déchaînement. Déjà les socialistes sont en ébullition. Grimm et sa *Tagwacht*, qui n'ont rien à ménager, commencent à lancer des allusions menaçantes. L'occasion est trop belle pour qu'ils ne l'exploitent pas à fond au profit de leur agitation antimilitariste. Nos cantons de langue française se soulèveront, sans distinction de partis. La presse romande tout entière se démontera comme un lac en furie, et mon très cher ami Wagnière lui-même, malgré sa prudence, sera obligé de se laisser emporter par le cyclone. Je n'ose penser au désastre qu'entraînerait une criminelle faiblesse du gouvernement. Ce ne serait plus la crise de l'État-major, ce serait peut-être celle de la patrie.

Puis son beau regard chargé de tourment s'arrêtant sur Mlle Tallatin :

— La tranquillité publique, le moral de l'armée, le pays... ce sont là des mots bien graves dans votre bouche, ma chère Clermonde ; mais vous en comprenez la valeur et vous êtes digne de les prononcer, car vous êtes sérieuse et chez nous les jeunes filles elles-mêmes ont l'esprit civique. Eh bien, c'est pour rétablir la tranquillité publique troublée, c'est pour restaurer le moral de l'armée ébranlé par les suspicions qui pèsent sur le commandement, c'est pour assainir l'atmosphère politique du pays que nous avons assumé la lourde tâche de prévenir par notre intervention déjà tardive le sursaut fatal et sans doute terrible de l'opinion. Il est temps que nous revenions à une conception plus loyale de la neutralité. Trop d'incidents se sont produits depuis le début de la guerre, trop de scandales ont eu lieu : celui-ci ferait déborder la coupe. Quelle serait notre situation internationale, si nous laissions s'accumuler impunément de pareils manquements à nos obligations de pays neutre? La France, l'Angleterre, l'Italie ont été jusqu'ici d'une mansuétude surprenante à notre égard. Est-ce que ces trois États, — sans parler de la Russie envers qui nos torts sont peut-être le plus considérables, — ne seraient pas fondés à nous adresser des reproches justifiés? Qu'aurions-nous à répondre? L'Allemagne a envahi la Belgique pour beaucoup moins, pour rien du tout. Notre seule excuse sera de faire dûment justice nous-mêmes.

— J'avoue que je n'envisageais pas cette fâcheuse affaire sous cet aspect, fit M. Tallatin dont les favoris s'agitèrent.

— Ce n'en est pas l'aspect le moins inquiétant, dit Bonnard. Nous avons trop accordé à l'Allemagne ; nous lui avons trop permis de prendre pied chez nous. Maintenant notre réputation est faite. La Suisse romande n'est qu'un quart de la Suisse : pour l'étranger, ce qui compte, c'est la Suisse allemande, c'est le gouvernement, c'est Berne. Il y a là, au Palais fédéral, toute une clique néfaste de personnages, qui ne sont pas la Suisse, la vraie Suisse, j'en ai la conviction, mais qui la représentent. Des hommes comme Hoffmann, Schulthess, Müller me paraissent plus dangereux encore que les prétoriens de l'État-major, parce qu'ils sont plus habiles. Mais dans leur commune germanolâtrie les uns et les autres se valent. La toge et les armes sont ici d'accord pour tout céder à l'Allemagne. On la laisse exercer à peu près sans obstacle sur notre territoire son espionnage, sa propagande et son défaitisme désorganisateur. Nous la nourrissons, nous la ravitaillons, nous travaillons pour elle, nous mettons à son service nos usines, nos fabriques, nos forces électriques, nos banques... nous saignons le pays au profit exclusif de quelques manieurs d'argent, de quelques brasseurs d'affaires...

— Ah ! pardon ! pardon ! se récria M. Tallatin tout rouge. Ici, mon cher Bonnard, je vous arrête ! Vous allez trop loin, beaucoup trop loin, ma foi !... Autant je vous suivais jusqu'ici, autant je... Non, non, ne confondons pas... Nous autres neutres, nous avons parfaitement le droit de commercer avec les belligérants... Est-ce que les États-Unis ne ravitaillent pas l'Entente?... Oui, je vous entends, vous trouvez que les États-Unis font très bien... Mais croyez-vous qu'ils ne ravitailleraient pas aussi bien l'Allemagne, s'ils n'en étaient empêchés par le blocus anglais?... Eh bien, nous qui ne sommes pas bloqués... vous comprenez... Enfin nous avons ce droit absolu !...

— En droit international, c est juste, fit Bonnard un peu interloqué de la subite effervescence de son ami. Il est certain que... C'est égal, il y a là quelque chose qui m'offusque... Il faudra que j'aie, un jour ou l'autre, une explication sur ce point avec Schulthess... Évidemment, c'est, si l'on veut, conforme à la stricte neutralité... Mais ce qui ne l'est pas, par exemple, ce qui ne l'est aucunement, reprit-il avec force, c'est l'esprit de partialité révoltant qui règne dans nos hautes sphères, c'est l'établissement des pleins pouvoirs et la répression de la liberté d'opinion, ce sont les ordres du jour du général Wille, c'est l'affaire de la fusillade de la gare de

Delle, l'affaire Fuglister, l'affaire Sauerbruch, l'affaire André Mercier, l'affaire de la *Bibliothèque Universelle*, ce sont les négociations commerciales accordant à l'Allemagne des conditions obstinément refusées à la France, c'est la raideur de la note officielle communiquée à la presse quand un avion anglais, qui se dirigeait sur Friedrichshafen, a survolé, par erreur, quelques centaines de mètres de notre frontière, alors qu'aucun document analogue n'était publié quand, plus tard, toute une série d'avions allemands empruntaient notre éther neutre et venaient jeter des bombes sur a Chaux-de-Fonds... Neutralité !... hélas ! neutralité !... Un beau mot !...

— Là, fit M. Tallatin, nous sommes entièrement d'accord... D'autant que de toutes ces entorses à la neutralité il n'y a vraiment aucun profit matériel à tirer : ce n'est plus même de la spéculation, c'est de la pure passion.

— De la passion germanophile. Et de la passion qui va maintenant jusqu'au crime !... Comment appeler d'un autre nom l'abominable félonie de deux officiers du plus haut rang qui, ne sachant plus dans quelle armée ils servent, vont se faire les pourvoyeurs de l'espionnage militaire allemand, rabattent sur M. de Bismarck les renseignements dont les rendent détenteurs leurs fonctions, trahissent pour la cause infâme des Empires agresseurs les devoirs les plus élémentaires, sinon les plus sacrés de la charge que leur a confiée la nation?...

— Arrêtez !... interrompit brusquement Mlle Tallatin d'une voix étranglée d'angoisse.

Superbe, clinquant, en grande tenue et les éperons tintants, Berthold von Giessbach faisait son entrée dans le salon où les trois interlocuteurs achevaient de dîner.

— Mon cher monsieur Tallatin, je viens vous enlever votre fille ! lança-t-il avec brio.

— Ah ! vous venez... vous venez... bégaya M. Tallatin, ne sachant quelle contenance prendre.

Blanche comme un linge, Clermonde balbutia :

— Je n'irai pas au théâtre... Je ne suis pas en état de sortir ce soir...

— Tiens, tiens !... fit le Bernois dont le front se rembrunit subitement. Vous êtes pourtant habillée, il me semble?... Qu'y a-t-il donc?...

Ses yeux se portèrent d'un air soupçonneux sur le journaliste.

— Monsieur Albert Bonnard, je crois?

— Oui, monsieur.

— Vous vous êtes vus chez moi l'année dernière, s'entremit hâtivement M. Tallatin, qui semblait redouter un éclat.

— Il y a un an et demi, précisa M. de Giessbach. Je me souviens très bien... C'était juste avant la guerre.

— Le jour même où vous avez demandé Clermonde en mariage, s'empressa de nouveau M. Tallatin.

— Je me souviens parfaitement... Bien des choses nous séparent, monsieur, reprit l'officier en se tournant de nouveau vers l'écrivain, et si j'ai quelque estime pour votre talent, je n'en ai guère pour vos idées.

— Berthold!... s'affola Clermonde.

— Mon cher Berthold!... gémit M. Tallatin.

Tout le monde était debout.

— Monsieur, répliqua dignement Bonnard, mes idées peuvent ne pas être partagées par tous ceux qui me lisent, mais l'honneur du journaliste consiste à défendre avec tout le talent qu'il peut avoir les idées qui lui sont chères et qu'il croit salutaires pour le pays.

Si mesurées fussent-elles, ces paroles eurent le don de déchaîner chez l'officier une véritable fureur.

— Si je vous comprends bien, cria-t-il, vous avez le front de trouver que vos idées et la façon dont vous les exposez ont quelque chose de commun avec le bien du pays! Vous vous abusez étrangement, monsieur. Vos idées ne sont que des idées de révolte et leur expression celle d'un esprit d'insubordination du caractère le plus pernicieux pour l'ordre public... Je sais ce que vous êtes venu faire à Berne. Je connais l'espèce de conspiration que vous avez ourdie en Suisse romande, et dont vous êtes l'âme... Ah! ah! la Suisse romande s'insurge! la Suisse romande envoie une délégation de délateurs pour jeter le trouble dans le gouvernement! Nous verrons bien!...

— Il n'y a ni Suisse romande, ni Suisse allemande, repartit Bonnard, il y a la Suisse. Et je vous prie, monsieur, de me parler avec un peu plus de respect. Je suis votre supérieur. Je suis lieutenant-colonel.

— On ne le dirait pas, monsieur, riposta Berthold von Giessbach que la colère emportait de plus en plus. Si vous aviez vous-même un peu plus le respect de votre grade, vous ne viendriez pas salir de vos ignobles dénonciations deux officiers qui sont à leur tour vos supérieurs et qui sont l'honneur de l'armée.

— Ce sont vos amis, peut-être?

— Oui, monsieur, et j'en suis fier.

— Et vous les approuvez, sans doute?

— Je les approuve, de toute ma raison de militaire et de toute ma conscience de libre citoyen.

— C'est du courage, monsieur, mais de ce courage-là je ne vous félicite pas.

— Que voulez-vous dire, monsieur?... Vous m'insultez, je crois!...

Les deux hommes se dévisagèrent un instant, sous les regards terrifiés de Clermonde et de son père.

— Monsieur, reprit calmement Bonnard, je suis presque un vieillard et vous êtes encore un jeune homme. Je n'ai jamais insulté personne, car l'insulte n'est pas un argument, ni pour la raison, ni pour la conscience, puisque vous osez les invoquer l'une et l'autre. Je ne discuterai pas non plus avec vous, car vous êtes dans un état d'esprit qui ne permet pas la discussion, et vous me semblez appartenir à une mentalité qui la souffre encore moins. Mais je vous dirai simplement ceci : Vos amis de l'État-major sont de très hauts chefs de la force armée d'un État neutre. Comme tels, ils étaient tenus de sauvegarder scrupuleusement la neutralité qu'ils étaient chargés de défendre. Ils ne l'ont pas fait. Dès lors ils sont justiciables de la nation, qui avait placé en eux une confiance qu'ils ont trompée. Or, la nation, c'est nous, c'est chacun de ses citoyens, de ses plus humbles citoyens, puisque nous appartenons à un pays qui a pour devise : Un pour tous, tous pour un!

— Et moi, monsieur, je vous répondrai tout aussi simplement, fit Giessbach qui blêmissait de rage, que sans être un de vos lecteurs assidus, comme vous vous en doutez, j'ai cependant vu sous votre signature cette assertion, que vous vous êtes plu à développer plus d'une fois : « La neutralité de l'État n'entraîne pas celle des citoyens. » Et vous voudriez aujourd'hui...

— Pardon, pardon, protesta Bonnard, vous vous méprenez étrangement, sinon avec la plus insigne mauvaise foi. Si vous m'aviez lu réellement, vous auriez vu que ce que je revendiquais, et que je revendique plus que jamais, c'est la liberté d'opinion, qu'on a voulu juguler sous prétexte de neutralité morale. Mais aujourd'hui, ce n'est pas d'opinion qu'il s'agit, il s'agit d'actes... et de quels actes!... C'est tout autre chose!

— Tout autre chose, vraiment?... Mais vos actes à vous, ce sont vos paroles, ce sont vos écrits, et, dans cette guerre où la propagande est reine, un article de vous qui montera la tête à cinquante mille de nos concitoyens, sans compter les millions de lecteurs des gazettes étrangères qui reproduisent avec délices vos perfides élucubrations, un article de vous est un acte... et quel acte!... Nous luttons à armes égales. Que dis-je? Un article de vous équivaut

au centuple, comme conséquences, à un de ces malheureux petits services qu'on se rend entre soldats et que vous avez l'audace d'incriminer. Et puisqu'il vous plaît d'invoquer la neutralité, c'est vous qui la trahissez, la neutralité !

— Vous perdez le sens de ce que vous dites ! s'écria Bonnard. A mes articles répondent ceux de mes confrères de la Suisse allemande. Et ils ne s'en privent pas ! La presse est libre... du moins jusqu'à la limite de la censure. Et vous avez la censure pour vous. Nous luttons à armes inégales, monsieur, même dans ce domaine, qui n'est pas celui de la trahison.

— Vous faites le jeu de la France, et c'est indigne !

— Vous servez celui de l'Allemagne, et c'est abominable !

— Voulez-vous donc la guerre civile entre Suisses?

— C'est vous qui la fomentez par vos attentats !

— Allez à Paris et changez de nationalité !

— C'est ce que vous n'avez pas besoin de faire : vous êtes à Berne et vous êtes déjà Allemand !

Décomposée et le mouchoir sur les lèvres, Clermonde suivait les passes de ce dialogue féroce, tandis que les gestes éperdus de M. Tallatin cherchaient vainement à s'interposer entre les duellistes.

— L'Allemagne est une seconde et plus grande patrie pour tout Suisse digne de ce nom ! fonça de nouveau le Bernois d'un coup droit. C'est parce que je suis citoyen suisse, que je souhaite le triomphe absolu de l'Allemagne et l'anéantissement de tous ses ennemis !

— Et c'est parce que je suis citoyen suisse, para violemment le Romand, que je forme mes vœux les plus ardents pour la victoire de la France et de ses Alliées, l'abaissement de l'Allemagne et l'écrasement du militarisme prussien !

— Misérable Welche ! hurla hors de lui Berthold von Giessbach.

Il leva son poing ganté sur le crâne flamboyant de l'écrivain.

Un cri d'effroi, féminin, retentit.

Impassible, la noble tête d'Albert Bonnard n'avait pas bougé.

Mais tout à coup on vit le journaliste pâlir. ses traits se crisper, sa bouche se contracter comme sous l'effet d'une souffrance aiguë. Il porta la main du côté gauche de sa poitrine. Il souffla péniblement, tandis qu'une angoisse se répandait sur son visage.

— Qu'avez-vous?... demanda M. Tallatin sinistrement impressionné.

— Rien... C'est mon cœur qui me joue un de ses tours...

Oppressé, il se rassit, la main toujours appuyée sur son gilet.

— Voulez-vous un calmant?... un cordial?...

— Un médecin ! sanglota Clermonde.

— Je vais faire appeler le médecin de l'hôtel, dit M. Tallatin en se dirigeant vers la sonnerie.

— Non... ce n'est pas la peine... cela passe... fit Albert Bonnard. Je sais ce que c'est... Inutile de déranger un médecin... je suis habitué...

Puis il murmura faiblement :

— Je suis très atteint.

Raide et glacial, le capitaine d'État-major Berthold von Giessbach avait repris une position plus correcte. Il crut toutefois devoir jeter encore :

— On vous attend de pied ferme, monsieur. Vous trouverez à qui parler. Berne ne se laissera pas faire la leçon par Genève !

Puis il sortit bruyamment en faisant résonner ses éperons sur le seuil.

* * *

Après une nuit blanche traversée de quintes de pleurs, Mlle Tallatin réveilla Bertha de grand matin pour faire ses malles.

— Comment, mademoiselle, nous partons?...

— Aujourd'hui même. Nous rentrons à Genève.

— Oh ! quel dommage ! se récria la Zurichoise. On était si bien à Berne !... Et votre mariage?...

— Pas de bavardage, Bertha. Vous n'avez pas de temps à perdre. Le train est à dix heures.

Lorsqu'elle descendit dans le vestibule de l'hôtel, où son père, désolé d'être laissé seul à Berne, l'attendait pour l'accompagner au chemin de fer, elle trouva une magnifique gerbe de fleurs qu'un soldat venait d'apporter avec une lettre.

Chère Clermonde,

Je suis confus. Oubliez cette scène ridicule d'hier et pardonnez-moi. Il y a cet après-midi une réception à l'Ambassade de France où je vous ai fait inviter. Je viendrai vous prendre à quatre heures. Soyez plus jolie encore que de coutume et faites-moi bien des envieux.

Berthold.

— Si j'ai un conseil à donner à mademoiselle..., voulut encore insinuer la femme de chambre, pendant que le portier présidait au chargement du bagage sur l'automobile de l'hôtel qui stationnait devant le perron...

— Taisez-vous, Bertha, je sais ce que j'ai à faire.

Elle déchira la lettre en menus morceaux.

— Cher papa, dit-elle, un convoi de réfugiés français doit passer

cet après-midi à la gare ; tu auras la bonté de leur faire distribuer ces fleurs.

Tous trois prirent place dans la voiture. Bertha tira ostensiblement un mouchoir où elle noya ses yeux et son nez. Puis un coup de trompe mugit.

Debout sur le perron, solennel et passementé de dorures, le portier du Bernerhof, sa casquette galonnée à la main, s'inclinait en un majestueux salut.

Louis Dumur.

(A suivre.)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LE SOCIALISME EN BELGIQUE

Quel temps fut jamais plus fertile en méditations que le nôtre? Nous voici ramenés vraiment à l'époque où ce vieux chroniqueur écrivait : « Quand on compulse un dossier vieux d'un siècle, on n'y comprend plus rien, tellement les noms de toutes les institutions se sont modifiés. » Que dirait un honnête quarante-huitard, en parcourant aujourd'hui les nouvelles d'Italie, d'Espagne, de Russie? Que diraient les conventionnels? Que diraient les « philosophes »? Au train où vont les choses, que dirons-nous vraisemblablement nous-mêmes dans quelques années?

Depuis une centaine d'années, les sociétés opèrent sur leur centre de gravité un retournement sans exemple. Jusque vers 1850, ce qui les caractérisait, c'était ceci : l'exercice du pouvoir y était confié à ceux qui en détenaient les éléments naturels. Commandement et propriété allaient de pair. L'installation du suffrage universel, cette révolution plus grande que toutes les autres réunies, a complètement métamorphosé les données sociales.

Qu'avait-on vu, socialement, en 1789? Les enrichis, anciens ou récents, de la finance, du commerce et des professions libérales, ahuris, entraînés, contaminés par une idéologie d'origine ultra-composite, persuadés qu'ils ne détenaient qu'une part de pouvoir correspondant à leurs moyens, chambardèrent follement la maison qui les abritait. Mais l'idée d'égalité, qui leur aurait prêté son concours pour cet assaut, continua son chemin et, au bout d'un demi-siècle, par

un tour de passe-passe invraisemblable, le pouvoir fut remis à ceux qui ne pouvaient en avoir une notion exacte. Pendant longtemps cette remise fut seulement virtuelle. Son exercice effectif a un nom : le socialisme.

Il faut que le peuple français, et le peuple en général, ait un bon sens, et un sens social, et un sens patriotique naturellement meilleur qu'on ne pense, pour avoir résisté si peu que ce soit aux invites révolutionnaires qui ne cessent de lui être adressées.

Mettons-nous dans la peau d'un ouvrier, à qui l'on raconte du matin au soir que sa vie est dure, qu'il a droit à mieux, qu'il lui suffit, pour acquérir ce mieux, de quoi? De mettre la main sur la propriété du patron? Pas même. De consentir que ses représentants réalisent, à son profit, ce transfert. Quelle tentation! Les révolutionnaires de 1789 voulaient en quelque sorte doter la propriété de son apanage naturel de pouvoir. Ceux d'aujourd'hui, fils de ceux de 1848, veulent doter le pouvoir, officiellement constitué, d'un contingent arbitraire de ressources économiques. En 1789 le reste d'une idée juste, le fantôme d'une donnée sociale exacte, s'agitaient. Aujourd'hui nous nous démenons en deux artifices. Le pouvoir appartient, théoriquement, à ceux qui n'ont rien de ce qu'il faut pour l'exercer. On prétend, par un nouveau subterfuge, leur confier des biens qui périront *ipso facto* de cette remise. J'entends bien que l'*expérience* sera concluante, que la famine, la pauvreté n'ont rien perdu de leur magistère. Parmi les électeurs actuels de la droite allemande il y a bien sincèrement un bon quart d'anciens électeurs socialistes, ouvriers, petits fonctionnaires, employés. Faut-il donc passer par la ruine pour apprécier les avantages de la richesse et des moyens propres à la créer! On le dirait. Les pays qui réagissent avec le plus de vigueur contre le socialisme figurent parmi ceux qui en ont le plus souffert : Hongrie, Allemagne, Bavière. Italie. L'Angleterre elle-même n'a répudié le travaillisme qu'au moment de verser dans le déficit. Il n'est pas sûr que le brouillard ne s'épaississe pas de nouveau autour d'elle. L'exemple de la Russie est encore moins encourageant.

De toutes façons, il ne paraît pas possible de sortir sans dommage de la triple erreur parlementaire, démocratique, socialiste. Cette idée mystique qu'il existe, préalablement à toute consultation, dans le sein du corps électoral, une majorité, c'est-à-dire une volonté claire, cette autre idée qu'il y existe gratuitement une compétence, c'est-à-dire une connaissance infuse des engrenages naturels, connaissance qui ne s'obtient, pour chaque particulier, qu'au prix de longues études, ces deux absurdités, qui étayent encore la plupart des constructions politiques de l'Occident, ne peuvent qu'aboutir au gâchis.

Hors de la compétence, hors de la volonté, pas de salut. Les foules ne peuvent nous donner cela.

Ces vérités commencent à transparaître à la lumière crue des événements. En Hongrie, en Bavière, c'est la civilisation elle-même qui fut compromise par le communisme. En Allemagne les socialistes ont vidé la caisse. Ils avaient en Italie ébranlé les bases de la production. En France ils disloquent tous nos édifices à la fois : épargne, capital, revenus, instruction, politique extérieure, finances. La Belgique trouve qu'elle est trop heureuse. Elle vient de voter pour les socialistes. Triste limitation de l'erreur démocratique de ne pouvoir profiter de sa propre expérience. Tout autour de la Belgique le socialisme croule sous le poids de sa stupidité congénitale. L'électeur belge ne cesse, lui, depuis 1919, de faire largement confiance aux socialistes. Il y a une logique dans cet illogisme : de tous les pays belligérants c'est la Belgique qui s'est tirée d'affaire à meilleur compte. Elle a des finances assez présentables. Elle seule a touché des versements sérieux de Berlin. Quand il aperçoit quelque argent dans les coffres, l'électeur ouvrier a envie de mettre la main dessus.

Le socialisme belge, en dépit de bénisseurs, est bien de la même farine que les autres socialismes. C'est, comme ses frères, un parti de désordre et de gaspillage. La nécessité, pour lui, de gagner des voix à droite l'a obligé de répudier momentanément l'anticléricalisme, et c'est tout. Mais il suffit de connaître le sieur Vandervelde, son chef, l'homme le plus sournois, le plus dangereux d'Europe, pour se douter de ce qui se passerait en Belgique, le jour où les socialistes y domineraient, par la complicité des démocrates chrétiens.

Les élections de 1919 avaient surpris tout le monde. Elles ôtaient le pouvoir aux catholiques, entamaient les libéraux, poussaient en avant les socialistes. Le scrutin de 1912 avait envoyé à la Chambre 101 catholiques, 44 libéraux, 39 socialistes, 2 démocrates chrétiens.

Cette majorité formidable des partis de l'ordre s'était un peu comportée comme notre Bloc national. Elle avait eu honte d'elle-même. Une aberration capitale avait ouvert les portes du ministère, la guerre aidant, à des socialistes. M. de Broqueville avait dû finalement céder la place. Et M. Delacroix faisait, en novembre 1918, appel à la collaboration de M. Destrée, de M. Vandervelde, de M. Anseele ! D'avance les catholiques se présentaient aux urnes en vaincus. C'est en vaincus que l'électeur de 1919 les traita.

De 101 ils tombaient à 78, les libéraux de 44 à 34, les socialistes montaient de 39 à 70. Personne n'était plus à même d'assumer clairement les responsabilités du pouvoir. Et voilà six ans que cela dure. Le scrutin de 1921 améliora un peu la situation des catholiques : de

78 ils passaient à 80, les libéraux de 34 à 33. Un cartel, qui opéra jusqu'au 6 mars dernier, date de dissolution des Chambres, fut conclu entre les deux partis, contre le socialisme qui reculait à 48 sièges. Quatre frontistes, espèces de démagogues flamingants de droite, et un combattant complétaient le tableau.

Les élections du 5 avril ont accentué la défaite des libéraux ; le même phénomène s'est produit en Belgique qu'en Angleterre, qu'en Allemagne. Les libéraux belges, qui furent si longtemps les maîtres du pays (jusqu'aux élections de 1884), n'existent pratiquement plus : 22. Les catholiques ont légèrement reculé : 78. Les socialistes l'emportent. Ils atteignent le chiffre le plus élevé qu'ils aient encore connu : 79, y compris les trois démocrates chrétiens. Une extrême gauche communiste pointe, avec deux sièges. C'est là un fait nouveau. Jusqu'alors les communistes restaient noyés dans la masse socialiste. Cette fois-ci leurs listes ont affronté la bataille.

On se demandait, à Bruxelles, avant les élections, si le pullulement et le succès des petits partis n'en serait pas la caractéristique. En 1919, ils avaient sensiblement ébréché les grands massifs politiques. En 1921, les trois vagues catholique, libérale et socialiste avaient balayé ce menu fretin. La campagne électorale de 1925 fut marquée par un renouveau d'activité de leur part. Huit et neuf listes se présentèrent aux suffrages, à Bruxelles et à Anvers, où l'on retrouvait, de l'extrême droite frontiste, qui tend à désagréger libéraux et catholiques en leur ravissant leurs éléments réactionnaires, jusqu'aux nouveaux venus communistes, tous les échantillons d'opinions extrêmes et moyennes dont l'intervention avait été, en 1919, si funeste aux grands partis.

Dans l'ensemble, les petits partis ont été négligés. L'électeur ne leur a pas confié le soin de traduire son mécontentement. Il va de soi que, comme tous les électeurs européens, l'électeur belge est mécontent. Il trouve le franc bas et les impôts élevés. On ne voit pas comment la démocratie gaspilleuse pourrait aboutir à autre chose. L'électeur belge juge sans doute que ça ne va pas assez vite. Il trouve aussi que seul un grand parti est apte à conduire rapidement au grabuge. L'exemple du Cartel français, dont les résultats sont brillants, lui plaît. Ce mirage de l'absurde exerce donc une fascination inévitable? Il faut donc que chaque pays en passe par là? On le dirait, à voir les résultats du vote belge.

Au point de vue français, nous n'avons pas à nous en féliciter. Les catholiques apportent avec eux une garantie d'ordre européen. Certes, dans leurs rangs, figurent depuis 1919 certains flamingants nettement francophobes pour des raisons racistes, activistes, et aussi

pour des raisons religieuses. Dans l'ensemble, les catholiques belges ont été néanmoins de précieux défenseurs de l'unité occidentale. Nous leur devons, pour leur geste de 1914, Flamands ou Wallons, une reconnaissance infinie. Quant aux libéraux, qui achèvent de disparaître, ils détestaient peut-être plus que nous les Allemands et se méfiaient d'eux davantage. La presse allemande se félicite carrément de leur défaite.

Les socialistes ne sont pas dans ce cas-là. Le doucereux Vandervelde, après avoir jeté feu et flamme contre les envahisseurs (pouvait-il faire autrement, à peine d'être écharpé?), s'est racoquiné avec eux. Dernièrement, par un retour très semblable à celui de M. Herriot, il a de nouveau jeté quelques cris plaintifs contre le militarisme germanique, parlé de la sécurité en termes congrus. Ce pauvre bonhomme est capable de tous les reniements. Ne comptons en rien sur l'appui des socialistes belges le jour où il faudrait de nouveau résister à l'Allemagne.

Les catholiques de gauche, qui sont portés à leur faire confiance, se laissent abuser par des raisons de tactique assez basses. Sans doute le fait que les socialistes continueront à subventionner les écoles catholiques n'est pas négligeable ; mais, tout comme le Vandervelde chauvin de 1914 et 1915, peuvent-ils penser autrement? Leur désir de gagner des voix, dans un pays où le catholicisme exerce une influence sociale plus active qu'en France, ne devait-il pas les conduire à proposer aux catholiques ce petit plat de lentilles?

Le résultat ne saurait guère différer de celui dont Ésaü fut la victime. Le socialisme porte avec soi l'athéisme et le matérialisme le plus bas. Il peut lui convenir momentanément de masquer ce côté immonde de sa nature, il ne saurait le supprimer. Croire qu'on peut venir à bout du socialisme en l'intégrant, en le digérant, par des moyens aussi naïfs que ceux que nous voyons employés en Belgique, est une des erreurs les plus considérables où l'on puisse tomber. Le socialisme doit être éliminé totalement où aboutir à notre ruine intégrale. Il n'y a pas de milieu.

R. J.

LES LETTRES

L'ERREUR LITTÉRAIRE

Dans l'universelle confusion qui caractérise notre époque, rien n'est plus significatif que la place usurpée par la littérature. Jadis la littérature était un agrément, aujourd'hui elle devient un sacerdoce ; on a beau tourner le dos à l'école de 1830, la vieille rengaine de Victor Hugo tient toujours :

Pourquoi donc faites-vous des prêtres
Quand vous en avez parmi vous?

Les instructions qu'on demandait jadis à la philosophie, à la religion, beaucoup de nos contemporains les cherchent dans la littérature. Littérature, mot vague, sans bornes exactes, qui comprend tout, qui touche à tout, sans devoirs précis, sans astreinte. Les humanités, la rhétorique, on savait ce que c'était, mais la littérature? Poésie, roman, essai, théâtre, histoire, philosophie, une certaine histoire, une certaine philosophie, tout cela indistinctement, c'est de la littérature.

Victor Hugo n'est pas le seul pour avoir posé le « littérateur » en prophète, en conducteur. Les Anglais, Carlyle en tête, les Allemands avec Gœthe, avec Hegel, avec Nietzsche, ont élaboré concurremment une théorie du « message » littéraire, qui confisque, Dostoïevsky aidant, les dernières prérogatives des techniciens de la morale, de la politique, du caractère. Aujourd'hui, quand on parle de l'*évolution* d'un écrivain, il s'agit bien moins, les trois quarts du temps, du déve-

loppement indigène de sa pensée ou de son art, que des préférences successives qu'il a pu marquer pour tels autres écrivains, tels autres arts. De là l'effroyable insignifiance qui nous menace. Mettre les poètes, les romanciers, les hommes de théâtre, à la place qu'occupaient jadis les doctrinaires, c'est se condamner aux formules à la fois péremptoires et imparfaites, les formules-images, les « idées ». Tout ce qu'il y a de *fini* dans l'élaboration d'une théorie qui se respecte disparaît sous un pareil traitement. Le superficiel, le pittoresque, le sommaire, pourvu qu'ils trahissent un minimum de cohérence l'emportent, au détriment du raisonnement correct, de l'observation suivie.

S'il prend de plus en plus d'extension, le mal ne date pas d'aujourd'hui. Dans son traité de la *Connaissance des bons livres* qui est de 1672, Charles Sorel, l'auteur de *Francion*, dénonçait déjà la publicité des romans et leur vogue. Ce n'étaient alors, pour l'ordinaire, que de simples histoires d'amour (*fabulæ amatoriæ*, dit le concile de Trente pour désigner les romans) sans grande conséquence. Déjà pourtant leur ambition se faisait jour. L'*Utopie* de Thomas Morus (1518) avait frayé la voie au roman d'idées. Pendant longtemps les imitateurs de Morus le suivirent assez servilement, Campanella surtout, avec sa *République du Soleil*, puis Harrington. On se sert du roman pour combattre la scolastique, pour prôner un expérimentalisme assez bas.

Peu à peu le cadre se fait moins rigide, le mariage de la vie courante et de la fiction dogmatique se resserre. Roman satirique, roman historique, dans le genre de ce *Théâtre d'histoire* de Philippe de Belleville (1613), où l'on stylise la vieille querelle franco-allemande, roman philosophique à la Rabelais, tout cela finit par rejoindre, à la fin du dix-septième siècle, la tradition utopique et l'érotisme vulgaire des conteurs à la mode. Le talent et l'observation aidant, on a le *Télémaque*, le *Gil Blas*, les *Lettres persanes*, la *République des philosophes*, qui est, dit-on, parfois, de Fontenelle. Mais ce fut *la Nouvelle Héloïse* (1761) qui, une fois pour toutes, installa le roman au sommet de ses prétentions. Depuis lors c'est par le roman que l'influence « littéraire » s'exerça surtout.

Ce qu'il y a de terrible, d'équivoque dans cette révolution, c'est que, la plupart du temps, les romanciers préconisent une ligne de conduite et négligent en même temps de faire valoir les raisons qui la déterminent. Contents de préjuger, sans plus, des attitudes morales, sentimentales et intellectuelles par le simple ministère de l'exemple, ils laissent dans une ombre prudente, ou résignée, leur exposé des motifs.

Assurément il y a des exceptions. Le mal étant fait, il a bien fallu le combattre sur son terrain. De même que l'on écrivait, aux temps nouveaux du christianisme, *le Pasteur*, ou au dix-neuvième siècle *Fabiola*, *Perte et Gain*, de même les écrivains, qui à d'autres époques eussent été philosophes, critiques, essayistes, se sont faits romanciers. Spirituellement, intrinsèquement, faut-il voir des romans dans certaines œuvres les plus célèbres de Balzac, de Bourget? Ce n'est pas tout à fait sûr.

Mais ce n'est là qu'un aspect de l'erreur littéraire. Elle consiste dans un décalage des genres, une transmutation des techniques, dont la conséquence la plus grave est un laisser-aller général de la logique, de la raison. On devient de moins en moins difficile sur le choix de ses inspirations, et c'est tout. On prend l'habitude de céder de plus en plus facilement à un courant de plus en plus mou. Ce n'est pas là le côté le plus grave de l'erreur littéraire.

Le vice fondamental de cette erreur, et Renan l'a bien vu, c'est de mettre uniquement en vedette les facultés d'expression, de croire que les sentiments, les actes, les méditations n'ont de prix que pour être *exprimés* et à cette condition seulement. Une grande partie de ce que certains romanciers appellent encore la *sincérité*, n'est qu'un aspect de cette méprise. Sous l'influence de ces puériles préoccupations, on en arrive d'abord à sanctifier la recherche de l'émotion, quelle qu'elle soit, puis à n'accorder le caractère de l'existence qu'à ce qui devient objet d'exposition ou d'analyse, finalement à disloquer de fond en comble l'âme, l'esprit, le corps pour effectuer l'inventaire interminable de leur soi-disant richesse, comme si la richesse d'une machine n'était pas dans son fonctionnement!

Le fameux proverbe chinois que dans les pays prospères il y a plus de sages qu'ailleurs, mais qu'on ne les voit pas, proclame une vérité de tous les siècles, dont l'envers nous est fourni par l'erreur littéraire qui prévaut aujourd'hui dans notre civilisation. L'écrit, l'imprimé, l'intellectuel ont pris en Occident une importance absolument déconcertante pour celui qui considère de bonne foi les ressorts vrais de la civilisation.

Toutes les avenues de notre culture sont encombrées, faussées par l'erreur littéraire. L'aberration de l'école unique en dérive immédiatement. Elle suppose en faveur des professions « intellectuelles » une supériorité en soi que les intellectuels avertis sont loin de leur accorder sans réserves. Cette idée saugrenue, véritablement antiphysique, de soustraire au recrutement des ouvriers d'art, des cultivateurs, des techniciens de toutes sortes, leurs sujets d'élite pour en faire quoi? trop souvent des perroquets ou des gratte-papier, se concevrait mal

dans une société qui saurait ce qu'elle doit à ses véritables soutiens. Elle se garderait avec soin de les dénaturer.

Évidemment nous pénétrons par cette constatation dans un cercle vicieux, puisque ce n'est que par l'expression qu'il est possible de démontrer les abus où nous conduit l'amour exclusif de l'expression. Oh ! si ne prenaient place parmi les intellectuels que des philosophes qualifiés, des artistes de premier ordre, la question ne se poserait pas ainsi. Ce qui la rend dangereuse, c'est la persuasion que tout le monde doit être appelé à courir ses chances dans cette voie unique de l'expression intellectuelle ou dans celles qui s'en rapprochent le plus près.

Il est bon, il est nécessaire de mettre la pensée à sa place. Il n'importe pas moins de lui tracer des limites et de l'établir dans une juste perspective. De proche en proche, si tous les agriculteurs, les ouvriers contractent cette conviction que le meilleur de leur être est sacrifié, qu'il y a en eux quelque chose de sublime, dont la sortie est contrariée, que leur vocation n'est pas de semer du blé ou de raboter des planches, mais de tenter, au moins, d'enseigner la grammaire, de copier des lettres ou d'écrire des articles de journaux, il n'y a plus d'adhérence possible entre l'homme et son milieu. Une effroyable misère sera la conséquence de cette désaffection. Une nouvelle espèce de ratés, les ratés par persuasion, peut-être plus dangereuse que l'autre, se répandra de par le monde.

Non sans ironie, Barrès comptait beaucoup sur le déplorable enseignement laïque, avec son déchet croissant d'illettrés, pour sauver les profondeurs de l'action, par un retour périodique des générations à l'inconscience littéraire. Il n'avait pas absolument tort. La nature a mille moyens de sauvegarder ses ressources. Elle se sert souvent pour cela de ceux qui prétendent les dilapider. Il ne faudrait pourtant pas tabler trop aveuglément sur son aide.

Pensée facile, expressionisme intégral, il convient de lutter contre ces deux sortes de désagrégation de notre individualité. A force d'être démontée, la personnalité s'effondre. D'une mécanique parfaite il ne reste bientôt, avec ce traitement, qu'un tas d'objets hétéroclites, bons pour la ferraille. Le secret des plus beaux monuments ne s'obtient pas par leur démolition. Autrement notre société céderait bientôt la place à quelques huttes de sauvages accablés par la léthargie de l'introspection.

René Johannet.

Charles Maurras critique et poète.

Je ne crois pas qu'il puisse venir à la pensée de personne de tenir M. Charles Maurras pour un auteur obscur. Néanmoins, c'est un fait : peu d'écrivains ont vu leur pensée plus systématiquement mutilée ou défigurée. Accordons qu'on connaît avec une exactitude suffisante la plupart de ses thèses politiques, que tous les lettrés pourraient dresser sans trop d'erreurs la liste de ses goûts et de ses dégoûts. Aborde-t-on le domaine réservé de la pensée pure, son esthétique, sa philosophie générale, il n'y a qu'à ouvrir les journaux pour réunir une ample collection de méprises. Faut-il le dire, toutes ne sont pas innocentes ; il en est, dans le nombre, qui négligent des affirmations si formelles et si souvent répétées, qui interprètent certains textes de façon si tendancieuse, que l'ignorance ne suffit pas à les expliquer ; il faut faire appel à des mobiles qui ne sont pas de l'ordre de la connaissance désintéressée.

Mais je suppose un esprit que meuve la seule recherche du vrai. Quelle heure lui pourrait être plus propice pour prendre de M. Charles Maurras une juste et vive image? Coup sur coup, voici *Barbarie et Poésie*, voici la *Musique intérieure :* un recueil de critique littéraire, un livre de vers qu'il faut égaler aux plus beaux de ce temps. Rien ne peut nous faire pénétrer plus avant dans la connaissance d'une pensée et d'un art que cette double manifestation du critique et du poète.

Toutefois, prenons garde que ce serait une grande naïveté de voir dans le second de ces ouvrages l'application des principes posés dans le premier. Si parfait que soit l'accord de l'art de M. Charles Maurras avec sa doctrine, — et d'ailleurs quelque bénéfice que la théorie et la pratique retirent l'une de l'autre, — ces coupes trop franches correspondent mal aux démarches de la création vivante. Une sage poétique peut certes aider et guider le poète ; mais la plus divine reste impuissante, à elle seule, à lui faire écrire de beaux vers ; il faut que la chair et le sang y aient autant de part que l'esprit. Alors que *Barbarie et Poésie* nous laisse surprendre au naturel les réactions naïves, puis réfléchies, d'un goût très délicat en face de l'exquis et du grossier, du beau et du laid, la *Musique intérieure* nous apporte un don plus rare encore : dans ces vers lourds de pensées et de passions, de confidences et d'aveux, une âme livre son secret, voilé de la seule apparence du chant.

*
* *

Des différentes études de critique littéraire qui composent *Barbarie et Poésie*, il n'en est aucune dont le millésime ne sonne, pour le moins, quelque vingt années d'âge ; la plus ancienne remonte à 1885, le plus grand nombre se range entre 1892 et 1902. Livre de jeunesse, simple recueil d'articles et de chroniques? On aurait tort d'en déprécier pour autant la portée. Je ne sais même s'il ne convient d'attacher à ces dates et à ce mode de composition une signification particulière. Écrits au jour le jour sur des sujets d'actualité, il y a chance que ces feuillets nous renseignent mieux que ne ferait un discours composé à loisir sur les premières démarches d'un esprit dont on a si souvent méconnu la vivante souplesse. Il n'est pas jusqu'à ce fait que tous ces articles se rapportent à la critique littéraire qui ne soit précieux. Car jamais la critique littéraire ne fut pour M. Charles Maurras tâche ou pensum ; il le déclarait un jour : il n'a jamais cessé d'y porter un intérêt poussé jusqu'à la passion. Non, ce n'est pas de la politique qu'il est parti, mais des lettres pures ; et nous sommes ici tout près des origines mêmes de sa pensée. Rien ne montre mieux combien l'image qu'on en donne le plus souvent est éloignée de la vérité.

Un mot dit tout : pour la plupart de ses adversaires, M. Charles Maurras est un doctrinaire de la raison. Ce n'est qu'une formule, mais elle a cours. Que M. Charles Maurras ne soit pas toujours nommé, comme il arrive, ou qu'on agrémente ce grief d'épithètes sans aménité, comme il arrive aussi, ni ces finesses, ni ces libertés n'importent au fond des choses. Un point reste hors de doute : l'imputation qui est le plus souvent adressée à M. Charles Maurras est celle de rationalisme, d'un rationalisme sans contact avec le réel, insensible aux voix du cœur.

Ouvrez *Barbarie et Poésie* : vous y trouverez tout autre chose. Une doctrine, certes, et forte, et cohérente ; mais non pas une doctrine antérieure à l'expérience ; née, au contraire, de l'expérience, et qui jamais ne perd de vue le concret. N'y cherchez pas un exposé de l'esthétique classique, vous ne le trouveriez pas. M. Charles Maurras n'a pas eu souci d'en rédiger la théorie en ordre logique et suivi. Non qu'il fasse peu de cas de ce genre de synthèses ; n'a-t-il pas écrit quelque jour qu'elles étaient, sans conteste, le rêve de l'homme? Mais, outre que plus un esprit est doué pour la synthèse, et plus, à l'ordinaire, il lui est difficile de la réaliser, parce qu'il la voit si vaste que les forces lui manquent ou que ses jours sont trop courts pour en

développer la suite tout entière. Il faut ajouter, dans le cas de M. Charles Maurras, que l'artiste, en lui, ne se plierait pas sans regret à la sévérité d'un exposé purement déductif. Aucun artiste, si logicien soit-il, ne s'accommode volontiers de la lumière éclatante, mais crue et sans ombres, autant dire sans volupté, de l'abstraction continue. Aussi bien M. Charles Maurras préfère-t-il une démarche moins géométrique, mais aussi rigoureuse, peut-être plus sûre, en tout cas plus persuasive. A quoi bon un formulaire de la doctrine classique, dont les uns n'ont pas besoin, et dont les autres ne sauraient faire usage, quand il est possible, avec beaucoup plus d'agrément et de vie, d'en montrer à l'œuvre l'excellence et la fécondité? Ce n'est pas assez de dire que, « par l'analyse du concret », les vérités générales sont mises en leur plus clair jour ; pour l'écrivain, pour l'artiste, cette méthode est incomparablement plus favorable. Car il domine à la fois le concret et l'abstrait ; ainsi les idées apparaissent plus humaines ; ainsi toute matière resplendit comme d'un feu intérieur. Les principes ne semblent plus stériles ; de belles œuvres les illustrent. Il n'est pas jusqu'aux plus méchants auteurs qu'on ne puisse contraindre de servir les vérités que leurs écrits outragent ou méconnaissent ; par l'effet d'une juste analyse, l'erreur même, dûment constatée et expliquée, porte avec elle son enseignement et son remède.

Cette méthode d'exposition, qui est celle de la critique littéraire de M. Charles Maurras, mais que l'on retrouverait aussi bien dans tous ses ouvrages, aurait dû avertir. Ce maître du grand style abstrait ne se meut jamais longtemps dans l'abstraction pure. Interrogeons-nous l'esprit de sa critique, il apparaît que ce n'est pas tant la raison qui le guide, que le goût, le plaisir. Cela ne veut pas dire qu'il perde jamais le bon sens de vue ou se laisse aller à divaguer ; mais pas plus, comme il l'a écrit très simplement que la raison n'est « la source même de la poésie », si elle est « nécessaire à la saveur du mélange divin », c'est ainsi qu'elle n'est pas non plus le principe de sa critique : c'est au sentiment, au goût qu'y est réservée la première place. La raison discursive n'intervient qu'en seconde ligne, pour justifier ce goût, pour l'affiner aussi par l'exercice des plus délicates facultés de l'esprit.

Voilà qui s'accorde assez mal avec l'idée que plusieurs se font de M. Charles Maurras. Qu'il me soit permis d'apporter à l'appui un texte décisif, emprunté à l'*Allée des Philosophes*, et dont il ne semble pas qu'on ait fait, jusqu'à présent, grand usage.

Il s'agit de Brunetière. Que pensez-vous que lui reproche M. Maurras? De raisonner tout de travers? La matière n'eût pas manqué.

Cependant, point. Exactement, de n'avoir point de goût ; non pas d'avoir le goût mauvais, corrompu ; mais bien d'être privé absolument de cette faculté qui consiste à sentir le beau ou le laid. Mais les principes, direz-vous, la raison? Ne peuvent-ils suppléer au goût? Écoutez :

« Un sûr instinct de préservation l'ayant averti des insuffisances de son sens critique et des lourdes méprises auxquelles il était exposé, M. Ferdinand Brunetière... a essayé de remplacer le goût et le jugement dont il était pauvre par les meilleurs des principes qu'il pût trouver. » Quels principes, direz-vous? Eh, mais, « puisqu'il n'en est point d'autres... les principes de la tradition classique » ; ceux de M. Charles Maurras lui-même, par conséquent. On pense bien qu'il n'ira pas les contester, ni mettre en doute leurs services. Grâce à eux, même un esprit médiocre peut se garder de certaines chutes profondes. Mais, dit-il en substance, il n'y a pas à leur demander beaucoup plus : à eux seuls, ils sont impuissants à former un critique. Dès qu'on s'avise de juger les contemporains (« sur lesquels nulle tradition ne s'est formée encore ») *une étincelle de sens propre... est indispensable... Il faut sentir.* » « Le détail, dit-il aussi, la chose concrète et vivante, fuyante, déliée, l'atome réel et sensible » sont « affaires de *sentiment pur* ». Le critique qui ne les percevrait pas directement, un aveugle qui parlerait des couleurs : il pourra enchaîner correctement des propositions, déduire sans erreur les conséquences d'un principe ; sa critique, en tant que critique, sera sans valeur, faute de contact avec le concret et le particulier, avec le réel.

Il n'y a qu'à prendre le contre-pied de cette analyse pour définir l'excellence de la critique de M. Charles Maurras. Certes, je ne veux pas dire qu'il fasse peu de cas d'un raisonnement bien conduit, et c'est son honneur que d'avoir rendu leur autorité aux principes de la tradition classique. Mais nulle part sa critique n'est dominée par un système : avant tout, elle est guidée par un tact exquis des valeurs du vers ou de la prose.

J'en donnerai un signe : l'extraordinaire abondance des remarques de détail. « Il n'est que les critiques de détail qui soient utiles, dit-il quelque part en passant, à condition d'être bien généralisées. » C'est que ce sont les seules qui étreignent directement l'objet ; et particulièrement peut-être en poésie, où l'excellence du style, qui est fait de détails, qui est le détail même, est absolument requise. On s'est étonné de certaines des sévérités de M. Maurras, de son peu d'estime pour les vers de Hérédia ou de M. Henri de Régnier ; on a voulu y voir la preuve de je ne sais quelle étroitesse d'esprit ou de goût. C'est bien mal lire ce qui est fort distinctement écrit à chaque page de *Barbarie et Poésie*. Ce qu'il reproche à l'un et à l'autre, c'est, très précisément

et pièces en mains, les procédés grossiers de leur style ; c'est d'écrire mal. Demandera-t-on grâce pour une douzaine de sonnets familiers, d'un joli tour, pour deux ou trois odelettes agréables? J'y consens, mais il importe de pénétrer les motifs de M. Charles Maurras. J'ai dit combien sa critique était fidèle au plaisir ; mais une âme fière n'accepte pas indifféremment tous les plaisirs que l'heure lui apporte : elle les veut parfaits, et consent à payer les plus beaux du sacrifice des médiocres. « Indifférent à tout ce qui n'est pas de la perfection éternelle », cette devise de l'art classique, au dire de M. Charles Maurras, est aussi sa sienne. Il néglige ce qui n'est qu'inférieur ; ne le jugez pas insensible, n'allez pas penser qu'il ne comprend pas ce qu'il dédaigne ; mais il le mesure et le compare : ses mépris sont la rançon d'un grand amour.

*
* *

Et maintenant, qui donc pourrait être surpris que M. Charles Maurras, lui aussi, ait écrit des vers? C'est le contraire qui devrait surprendre. Car si sa prose est, sauf de rares exceptions, fort éloignée de la prose poétique, cette magnifique chaleur qu'il sait donner aux idées justes et belles est un trait de poète. Quelle erreur d'opposer philosophie et poésie comme on le fait quelquefois ! Il va de soi que leurs techniques sont distinctes. Mais en tant qu'elles touchent l'une et l'autre à la contemplation des essences, ce sont deux muses fraternelles. Je ne pense pas qu'on ait jamais pu mieux admirer leur accord que dans la *Musique intérieure.*

Trois parties, dans ce recueil, puisque le loisir nous est refusé de considérer avec l'attention due l'émouvante préface qui l'ouvre : des vers de jeunesse, dont certains furent naguère qualifiés par M. Maurras de « bêlements », et qui, sans avoir la suprême beauté de ceux qui devaient les suivre, n'en sont pas moins d'un grand charme attentif et tremblé tout ensemble, si je puis dire ; postérieur d'une dizaine d'années au livre de vers d'amour, qu'il faut lire, nous dit-il, « comme d'un mort » ; enfin, les derniers, datant de la guerre, ou même plus récents, les *Inscriptions et les Sentences*, et les grands poèmes, *la Bataille de la Marne*, *le Colloque des morts*, *le Mystère d'Ulysse.* Ce serait une grande sottise que de tenir *Prime* ou *None* pour de petites choses : chacun de ces deux livres suffirait à la gloire d'un poète. Mais après le printemps et l'été, ces chants de l'automne et de l'hiver, plus nus, plus dépouillés, aussi ardents ou même davantage, sont comme marqués des révélations suprêmes.

Certains se sont plaints de leur obscurité. C'est, je pense, qu'une lumière trop éclatante les éblouissait. Car il y a une obscurité qui pro-

cède du malaise et de la gêne que nous donnent des notions qui hurlent de se voir accouplées. Mais les vers de M. Charles Maurras sont francs de toute incohérence. D'où vient donc qu'ils demandent à certains esprits plus d'attention qu'ils n'ont accoutumé d'en accorder aux poètes? Si je ne me trompe, de ce qu'ils écartent décidément tout l'accessoire pour s'attacher à l'essentiel : il va sans dire qu'on n'y trouvera point d'anecdotes ; mais encore leur plus noble effort est d'exprimer en paroles dorées les rapports constants des choses, les lois de l'être. L'écueil de l'entreprise est la froideur. Mais que le poète ait assez de génie pour combler à la fois notre intelligence et notre cœur, pour inscrire dans ses vers avec une même force l'éternel et le plus intime, il n'y aura pas de réussite plus grande ni plus rare : d'une part, il nous introduit au monde des idées et s'égale à l'intelligible ; mais il n'omet pas non plus de nous communiquer l'étonnement, l'effroi ou la joie que cette contemplation lui cause ; tel Virgile jetant son *Enéide* comme une arche immense entre la Grèce et Rome, ses justes paroles participent à la fois de l'éternité des essences et de la fragilité de son cœur.

Mais ouvrons le *Colloque des morts :*

— Les compagnons deviennent rares.
O chers témoins du souvenir,
Qu'est le destin qui nous sépare
Et saura-t-il nous réunir?

Je ne peux plus, même à voix basse,
Implorer, de ces mots fervents
Que sut tout homme de ma race,
La charité d'un Dieu vivant

Et nos augustes conseillères,
Les grandes lois de l'Être, font,
Immobiles dans leur lumière,
Un silence qui me confond,

Mais toutes choses sont permises
Que le tyran ne défend point :
Rien n'apparaît qui m'interdise
De rêver votre vie au loin.

Aucun ami de la poésie ne sera insensible à l'extraordinaire justesse d'accent, comme un cœur qui se livre, des deux premières strophes. Mais quelle confidence plus précieuse encore nous apportent les deux autres ! Je m'excuse de les paraphraser lourdement, mais puisqu'on a pu les juger obscures (celles-ci ou d'autres qui leur res-

semblent), il faut bien porter au jour le drame intellectuel qu'elles recouvrent. « Quand bien même, dans un ordre supérieur, a écrit M. Charles Maurras, notre raison serait fautive, il reste un ordre, l'ordre humain, où, malgré tout, elle s'exerce souverainement. » Et voilà pour l'hommage aux « grandes lois de l'Être ». Mais la mort nous abstrait des apparences ; dès lors, de quel secours peut nous être cette lumière muette et glacée? Un catholique a des certitudes. Mais M. Charles Maurras a toujours déclaré que « dans la poursuite de la vérité première et dernière, il n'avait pas trouvé ce qu'il cherchait » ; il ne condamne rien, mais n'ose non plus rien affirmer ; il ignore, il ne voit pas, sans contester que d'autres soient peut-être fondés à voir et à savoir. Il ne lui reste que l'espérance et le « rêve » : sans être du tout à ses yeux certaine, une volonté bienveillante présidant à la conduite du monde n'étant formellement démentie par rien, ne lui paraît pas impossible. Un beau risque à courir, disait le *Phédon* de la mort.

Mais il n'y aurait pas de plus grave erreur que de tenir ce *Colloque* pour issu d'une pure angoisse métaphysique : loin de se développer sur le plan de la destinée individuelle, il procède des vœux profonds de l'amour et de l'amitié. « La mort ne séparait pas, écrit M. Charles Maurras en pensant au deuil qui mit en mouvement le flot de ses méditations, elle écartelait. Si donc il existait des félicités consolantes, elles ne pouvaient tendre d'abord qu'à réunir, comme membres disjoints, ces âmes qui se fussent regrettées éternellement. »

Je ne voudrais pas écrire de trop grands noms : mais comment ne pas penser au chœur d'*Antigone*, au début du *De natura rerum*, devant ce nouveau fragment du poème à l'éloge de l'amour? Par la grandeur des images et la juste persuasion du rythme, M. Charles Maurras égale ces devanciers ; il les passe, ce me semble, par l'importance de ses découvertes. Si nous aimons, c'est que nous sommes nés de l'amour ; et l'imparfaite et rare union de l'amour n'est que le rêve de cette union plus complète où rien n'empêchera que nous ne voyions la seule réalité du bonheur.

Ce qui n'était que la merveille
Des rares fêtes de l'amour
Devient, quand l'âme se réveille,
Son pain doré de chaque jour...

Quelque avenir qu'elle imagine,
Tout ce qu'elle est, tout ce qu'elle a
Dit le baiser de l'origine
Qui la conçut et l'appela,

Les millénaires sympathies
De millions d'êtres confondus,
La même ivresse ressentie
Par tant de couples éperdus :

Ames sans nombre qui s'aimèrent,
Elles s'aiment en nous toujours,
Brûlant l'autel où s'allumèrent
Nos amitiés et nos amours !

Comme au déclin de ses beaux membres,
Le saint oiseau se couche et meurt
Sur le charbon de myrrhe et d'ambre
Où renaît toute sa vigueur,

Ainsi tu es, je suis, nous sommes
Les cendres vives d'un foyer
Où sans attendre l'âge d'homme
Tout recommence à flamboyer...

Avais-je tort de parler de vérités éternelles élevées à la ferveur lyrique? Et qui oserait soutenir encore que la claire vue de l'intelligence refroidisse nécessairement le cœur du poète? Ici, le thème le plus général est aussi celui qui soulève en nous l'émotion la plus vive. Point ne lui est besoin au poète de nous parler de lui pour que nous surprenions la chaleur et le tremblement de sa voix. Les grands lyriques sont ainsi : c'est au moment qu'ils s'oublient et se perdent le plus d'abandon dans la contemplation que les autres les retrouvent le mieux.

La Bataille de la Marne, « ode historique », est d'un autre ordre. Ce que M. Charles Maurras a tenté d'y donner, c'est un essai de ce lyrisme oratoire dont Malherbe, dans l'*Ode à la Reine mère*, a fixé le type. Je voudrais qu'il me permît de le préférer à son modèle. Merveilleux écrivain en vers, et parfois sublime poète, les dons lyriques de Malherbe ne sont pas d'une richesse extrême (qu'on les compare à ceux de Ronsard) ; à tout prendre, sera-t-il trop sévère de dire que, dans l'ensemble, ils valent moins par eux-mêmes que par l'économie qu'il en a? Ici, au contraire, l'extraordinaire densité des strophes oblige à rêver d'une merveilleuse abondance. J'en citerai seulement le passage relatif à la Réforme : c'est Luther qui expose son hérésie en un langage où l'éclat des images le dispute à la précision théologique :

A la porte de la Chapelle,
J'ai lu l'écrit, frère Martin,
Qui, promulguant la foi nouvelle,
Vous émancipe du Latin :

— César, et Pierre, et leurs curies
Font une même idolâtrie!
Entre le feu du ciel et moi
Que nul esprit ne se propose!
Que nulle voix mortelle n'ose
D'un cœur d'homme régler la voix!

Plutôt mes bauges d'Hercynie
Que de servir sous votre toit!
Que toute chaîne soit bénie
Qui m'affranchisse de vos lois!
C'est de mon Dieu que vient la flamme
Incendiaire! Cette lame
Parricide est de mon Seigneur
Qui veut l'essor de ma nature
Et qui remmêle sans mesure
L'or et la vase de mon cœur!...

Mon Dieu condamne ou nous fait grâce :
Père du crime et du pardon,
Le Solitaire des Espaces
De nos mérites nous fait don.
Au pur soleil de sa Justice
Que veut l'encens d'un sacrifice
Injurieux et superflu?
Je dissiperai dans sa gloire
Ce flot d'amour où n'ont pu boire
Ni les damnés, ni les élus.

Et je n'ai pu rien dire du *Mystère d'Ulysse* ni de certaines pièces plus brèves, *Destinée*, *le Cyprès*, *la Découverte*, qui allient avec tant de bonheur l'ordre et le mouvement, selon la formule de Comte! Rien de cette belle pièce *A son ami E. M., de retour en Provence*, dont la seconde partie réveille invinciblement dans ma mémoire l'accent de *la Vigne et la Maison!*

Du moins, qu'il me soit permis de recopier ici la dernière pièce du recueil, et qui le clôt de façon très méditée. Elle n'est rien de plus que l'exacte traduction d'une épigraphe latine, laquelle est d'ailleurs de M. Maurras lui-même. Mais il faut bien qu'il attache une importance extrême à ce texte, qui exprime, si je sais lire, en termes volontairement sibyllins, son interrogation la plus anxieuse sur la vérité première et dernière : qu'il tente un grand effort, comme dans l'*Enquête sur la monarchie* ou qu'il s'explique sur sa philosophie générale,

comme dans *l'Etang de Marthe*, il le murmure à la façon d'une formule propitiatoire ; son souvenir n'est pas absent de l'*Ulysse :*

Essence pire que le Pire
Et meilleure que le Meilleur,
Quelle est la langue qui peut dire
Les deux abîmes de ton cœur?

Mais à ce double sanctuaire,
DÉESSE OU MONSTRE, ô seul esprit
De mon ombre et de ma lumière,
L'unique hommage soit inscrit.

Poésie est Théologie, disait Boccace, et M. Maurras corrige : « Ontologie serait peut-être le vrai nom, car la Poésie porte surtout vers les racines de la connaissance de l'Être. » Rien de plus vrai, à l'ordinaire, de la *Musique intérieure :* et si cette poésie est musicale, ce n'est pas tant par une fluide alliance de syllabes (encore que les rythmes et les sonorités y soient partout justes et satisfaisantes) que par un chant plus secret et vraiment platonicien : nulle autre ne sait comme elle dégager l'éternel de l'éphémère, soumettre les essences aux lois de chœurs lumineux et dansants. Il semble que nous atteignions ici une terre plus haute encore, que nous soyons tout près de ces mystères qu'il n'est pas permis aux lèvres humaines de révéler?

Néanmoins, M. Charles Maurras continuera de « décliner le titre ambitieux de poète ». C'est qu'aucun poète, s'il est sincère et difficile (et les exigences de celui-ci sont infinies) ne juge ses vers égaux à ce qu'il a rêvé d'eux. Pour nous, comment le doute serait-il possible? L'œuvre est là, avec sa grâce et avec sa force, avec ce charme secret qu'aucune lecture n'épuise. Ce n'est même pas assez de dire qu'il est poète, et l'un des trois ou quatre grands poètes que nous ayons: il faut ajouter qu'on ne le comprendra jamais pleinement si l'on ne voit d'abord en lui un poète, à la condition toutefois d'écarter de ce terme les idées de vague et molle rêverie dont on l'accompagne trop souvent.

HENRI RAMBAUD.

LES SCIENCES

L'HISTOIRE DES SCIENCES EN FRANCE (1)

M. Gabriel Hanotaux a conçu et déjà réalisé en grande partie une œuvre considérable : l'*Histoire de la Nation française*, qu'il publie avec le concours de spécialistes éminents.

Cet ouvrage, qui s'inspire des méthodes historiques et scientifiques les plus modernes, poursuit, au cours de ses volumes successifs l'évocation du passé de notre belle patrie, et dans cette révision scrupuleuse des valeurs historiques, il n'est pas surprenant de voir une partie importante consacrée à la Science.

Celle-ci, en effet, mérite bien une place d'honneur dans ce tableau d'ensemble des conquêtes de notre génie national. D'abord, à cause de l'influence prodigieuse qu'elle a prise depuis un siècle : la science, évoluant et progressant avec une rapidité incroyable, a transformé les mœurs, a modifié les conditions économiques, a changé la manière d'être des individus et des peuples, a renversé les anciennes conceptions des choses de la guerre et des choses de la paix.

Dans cette somme de conquêtes dont quelques-unes semblent des miracles, la France a une part immense, et il convenait de le faire ressortir avec toute l'importance nécessaire. Dans le premier volume de l'*Histoire des sciences en France*, M. Andoyer et M. Humbert ont parlé de l'histoire des mathématiques ; M. Fabry de l'histoire de la

(1) Deuxième volume, Sciences biologiques et Médecine, par M. Maurice Caullery (un volume de l'*Histoire de la Nation française* de G. Hanotaux).

physique ; M. Albert Colson de l'histoire de la chimie : le second volume qui vient de paraître contient une étude magistrale de M. Caullery sur l'*Histoire des sciences naturelles;* c'est de cette étude que nous allons dire quelques mots.

L'auteur, prenant son sujet de haut, montre d'abord la difficulté de sa tâche : « Tout savant actif est orienté à l'inverse de l'histoire. » La raison d'être du chercheur est, en effet, la découverte de faits et de rapports nouveaux ; le passé est forcément négligé et c'est déjà beaucoup de se maintenir au niveau du présent. En ce qui concerne l'histoire des sciences, la difficulté augmente quand on se propose de l'examiner du point de vue « national », car la science est essentiellement l'œuvre de tous. Cependant la France a été la pépinière de la plupart des grandes idées nouvelles qui ont ouvert au progrès une route magnifique.

*
* *

Après un rapide regard jeté sur la science de la Grèce, berceau de toutes cultures, après avoir rappelé le rôle joué par Hippocrate et Galien dans l'histoire de la médecine, M. Caullery nous montre l'influence exercée sur la pensée humaine par les grands philosophes que furent Platon et Aristote. Ce dernier, surtout, fut un résumé de l'érudition nouvelle, indépendamment de ses idées propres. Il a ébauché et constitué la plupart des branches de la biologie ; il a caractérisé les groupes du règne animal ; et, parmi tous les principes qui dominent la science, deux surtout apparaissent : ce sont l'animalisme et le finalisme. Et Aristote reste ainsi l'une des grandes figures de la science biologique. Quant à sa philosophie, mise au point de l'École par le puissant génie de saint Thomas d'Aquin, elle est la base de la philosophie scolastique qui semble prendre, aujourd'hui, une vigueur et un éclat nouveaux.

Les sciences biologiques furent moins cultivées au moyen âge : la philosophie néo-platonicienne occupait les esprits qui négligeaient l'observation des faits. Mais l'Église remplissait son rôle de mère des sciences. Comme le dit M. Caullery, « ce fut par l'Église que se transmirent les restes de la culture antique » (p. 20). Toutefois, l'étude directe de la nature était complètement négligée. Il fallut l'impulsion des Dominicains, en particulier d'Albert le Grand, pour réunir les sciences dans des encyclopédies qui constituaient, enfin, un inventaire général, un état des connaissances acquises, et où passèrent, en particulier, les œuvres d'histoire naturelle d'Aristote.

Mais nous voici à la Renaissance. Alors apparaît, en France, le premier foyer vraiment scientifique : la Faculté de médecine de

Montpellier. A la suite des tendances des écoles italiennes, le goût de l'anatomie se développe ; on en sent la nécessité de plus en plus grande. Le nom d'André Vésale est inscrit au grand livre de la science, et, au seizième siècle, Ambroise Paré fut le grand réformateur de la chirurgie. Michel Servet, à la même époque, découvrait la circulation pulmonaire : il fut, à l'instigation du fanatique Calvin, arrêté à Genève, condamné au bûcher et brûlé vif : c'est à Harvey que devait rester la gloire de découvrir la grande circulation.

Mais deux institutions nouvelles, qui furent, on peut le dire, le berceau et le conservatoire des sciences naturelles, vinrent orienter l'effort des observateurs de la nature : ce furent d'abord le *Jardin du Roi*, fondé par Louis XIII et Richelieu, et l'*Académie des Sciences*, fondée par Louis XIV et Colbert. A dater de ces initiatives de souverains éclairés, le mouvement scientifique prit naissance et put être « orienté ». Les progrès marchent à pas de géant dans la connaissance et dans la classification des animaux et des plantes ; les noms de J. Ray, de Tournefort, de Linné, de Jussieu brillent au firmament de la science comme des étoiles de première grandeur : ils forment une introduction admirable à l'histoire de notre science nationale. Mais, indépendamment des connaissances « descriptives », on voyait apparaître les premiers germes de la physiologie. Le microscope mettait ses ressources au service des « curieux de la vie », et avec Mariotte et Malpighi, l'anatomie végétale fait d'immenses progrès. On découvre les spermatozoïdes, ce qui pose scientifiquement le problème de la génération ; on interprète le développement de l'embryon, on étudie la sexualité des végétaux. Et Buffon va paraître, Buffon dont l'influence fut si grande sur le développement des sciences naturelles. Non seulement il fut un naturaliste, mais encore un précurseur de la géologie et de la cosmogonie. Il pressentit toutes les idées qui devaient être développées plus tard par Lamarck, par Geoffroy Saint-Hilaire, par Cuvier. Son œuvre fut immense et féconde.

Avec Guettard, la géologie prit figure ; non seulement la stratigraphie, mais encore la géomorphogénie : Guettard, qui fut le maître de Lavoisier, avait fait ressortir le rôle et la puissance des phénomènes d'érosion. La géologie était née : elle allait grandir avec Desmaretz (1725-1815) et Delomieu (1750-1801) qui fut le vrai créateur de la tectonique.

*
* *

Mais la science de la vie allait enfin surgir, grâce aux travaux d'un de nos plus grands génies : Lavoisier.

L'illustre savant fut non seulement le créateur de la chimie moderne mais encore celui de la physiologie ; il découvrit le mécanisme de la respiration, celui de la combustion, celui de la chaleur animale. Il montra que la respiration était une combustion ; il découvrit la composition complexe de l'air dont il isola l'oxygène et l'azote. Cette science admirable, cette vie consacrée au travail, ne trouvèrent pas grâce devant les brutes féroces du tribunal révolutionnaire. « La République n'a pas besoin de savants ! » s'écriait, en le jugeant, un membre de la Convention.

Lavoisier périt sur l'échafaud en 1794. Et, comme le dit si justement M. Caullery, « cette mort prématurée a, sans aucun doute, retardé l'évolution scientifique du dix-neuvième siècle » (p. 144). Après s'être attaquée aux savants, la Révolution s'en prit aux établissements : « Elle faillit compromettre en France tout le mouvement scientifique en s'attaquant à des institutions qui avaient, à ses yeux, le tort d'appartenir à l'ancien régime » (p. 149). « Le 8 août 1793, la Convention décréta la suppression de toutes les sociétés savantes » (p. 150). L'Académie des Sciences fut supprimée. Le Jardin du Roi allait avoir le même sort, quand il fut sauvé en 1793 par Lakanal qui lui fit donner le nom de *Jardin des Plantes*.

Après la tourmente révolutionnaire, Lamarck se révèle comme le novateur ; il étudie la zoologie des animaux sans vertèbres ; il fonde le « transformisme » qui devait, plus tard, devenir un champ de bataille ; il crée le mot *biologie*. Puis c'est Geoffroy Saint-Hilaire ; c'est Cuvier qui écrit une page nouvelle de l'histoire de la terre en inaugurant l'étude des fossiles.

A partir de ce moment, la science de la vie va progresser, chez nous, avec rapidité, grâce aux efforts des disciples de Cuvier et de Geoffroy Saint-Hilaire : de Blainville, Duméril, Latreille, Savigny, Audouin, Serres. Les grands voyages maritimes et scientifiques commencent : le roi Louis XVIII fait partir l'expédition de l'*Uranie* et de la *Physicienne* commandée par de Freycinet, puis celle de la *Coquille* commandée par Duperrey ; le roi Charles X ordonne l'expédition de l'*Astrolabe* qui, sous le commandement de Dumont d'Urville, fit le premier grand voyage aux terres australes.

Le roi Louis-Philippe ne resta pas en arrière : il fit partir la *Bonite* sous les ordres de Vaillant (1836) ; la *Vénus* sous les ordres de Dupetit-Thouars (1836-1839) et enfin l'*Astrolabe* et la *Zélée* qui, sous le commandement de Dumont d'Urville, firent un grand voyage scientifique autour du monde. On voit combien nos souverains comprenaient le rôle des sciences naturelles : ils ne décapitaient pas les savants, ils les encourageaient.

L'étude des animaux marins allait prendre la grande place qu'elle occupe aujourd'hui, avec H. Milne-Edwars, de Quatrefages, H. de Lacaze-Duthiers, et la création des laboratoires de zoologie maritime vint souligner l'importance des études nouvelles auxquelles le prince Albert de Monaco sut donner une si remarquable impulsion.

La science de la terre progresse parallèlement. La paléontologie végétale fait ses preuves. Les géologues s'attaquent au problème des chaînes de montagnes ; Élie de Beaumont avance sa théorie du réseau pentagonal ; Marcel Bertrand montre le rôle des phénomènes de charriage. Une science nouvelle apparaît à l'horizon, toute de création française : la paléontologie humaine, avec Boucher de Perthes qui fut le fondateur de la préhistoire.

*
* *

Nous arrivons aux physiologistes modernes. Lavoisier avait jeté les bases de la science de la vie : celle-ci allait se développer avec l'expérimentation physiologique, sous l'impulsion de Legallois et de Flourens. L'étude de la cellule avait apporté aux savants un élément nouveau, et le moment était venu, pour un maître éminent, de poser les règles de la physiologie : ce fut le rôle de Claude Bernard, dont le livre : *Introduction à l'étude de la médecine physiologique* marque une époque. Après lui, Marey, Chauveau, Brown-Séquard, Dastre illustrent leurs noms par de brillants travaux.

Mais un homme allait paraître : Pasteur. « Nouveau Christophe Colomb, il découvrait et explorait un monde nouveau et immense jusque-là ignoré, d'une importance égale pour la science pure et la pratique de la vie : celui des microbes » (p. 238). Il révolutionna la médecine et en inaugura la phase scientifique, en introduisant l'usage du microscope, comme Lavoisier avait introduit celui de la balance ; il rendit faciles, grâce à l'antisepsie, les opérations chirurgicales les plus dangereuses ; il découvrit la vaccination anti-charbonneuse et le traitement de la rage. Il établit la théorie des fermentations. Pasteur — qui était un « croyant » — est un des pôles de la science.

M. Caullery nous parle ensuite de la doctrine de l'évolution, pour terminer son bel exposé par l'énoncé des grands problèmes à étudier : la fécondation, l'embryologie expérimentale, l'étude du protozoaire, la bactériologie, les microbes et la nitrification, l'anaphylaxie, etc.

Tel est, trop résumé malheureusement, cet ouvrage de premier ordre. Il nous donne un tableau magistral complet, sincère, du rôle capital joué par les savants français dans le développement des sciences biologiques à travers les siècles, et, surtout, depuis cent

cinquante ans. Trois noms dominent cette histoire : Lavoisier, Claude Bernard et Pasteur.

En lisant ces pages magnifiques, on ne peut s'empêcher de ressentir l'espoir que les exemples de ces maîtres de la science seront suivis, et que de nouvelles générations de jeunes savants, marchant sur leurs traces, continueront et augmenteront les conquêtes de notre génie national.

Mais, pour cela, il faudrait des laboratoires, et il faudrait aussi des pouvoirs publics pour les encourager et les soutenir. Hélas ! nous n'en sommes pas là, nous n'en sommes « plus là » ! Et nous avons eu cette humiliation de voir, au cours de cette fameuse « journée des laboratoires », la science, forcée de tendre la main, de demander l'aumône pour pouvoir vivre, pour pouvoir continuer ses recherches désintéressées et splendides, pour pouvoir travailler enfin, dans notre pays vainqueur, alors que dans le pays des vaincus les laboratoires, en pleine prospérité sont dotés de budgets dont l'importance leur permet de chercher et de trouver.

A trop vouloir niveler par le bas, on risque de détruire la cité et d'en raser les édifices.

Qui habent aures, audiant!

Alphonse Berget.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. THÉODORE STEEG

On a beaucoup discuté sur les origines de M. Théodore Steeg. Il n'est point indifférent qu'il soit ou ne soit pas de vieille souche française, puisqu'il aspire à jouer un rôle de premier plan dans la politique de notre pays. Et il apparaît bien que son père, Jules Steeg, qui fut pasteur et député de la Gironde, était d'origine allemande. Mais M. Steeg est républicain. Le Bouteiller, des Déracinés, *pour l'édification de ses jeunes ouailles, distinguait entre les républicains de sentiment et les républicains de raison. M. Théodore Steeg n'est ni l'un ni l'autre; il est mieux que tous les deux ensemble, il est républicain par définition. Il est de la phalange sacrée qui a fondé la République. N'entendez point par là les badernes du centre gauche qui, ayant décrété que la République était le régime qui nous divise le moins, ont établi la Constitution de* 1875. *Nous voulons dire les vrais républicains, ceux qui ont inventé et créé l'esprit républicain, ceux qui ont constitué, avec le laïcisme, la mystique républicaine. Qu'importe que M. Steeg soit de cœur sec et d'esprit positif, quoique fort goguenard et truculent en ses propos intimes? M. Steeg, qui sait plus de vers de Victor Hugo que personne au monde, est pétri dans sa moelle et sa substance de mystique républicaine. Il en est une émanation vivante. Et par cela seul, il peut tout se permettre. Il est la vérité révélée.*

Il eût été proprement absurde, dans ces conditions, que Théodore Steeg, fils de Jules, passât une existence médiocre à enseigner la philosophie dans des collèges de province, ou même à Paris, puisque les faveurs

de la destinée, dès qu'il eut atteint la trentaine, l'appelèrent à l'École alsacienne. Un Ferdinand Buisson, autre pontife du régime, autre pape de cette mystique vénérée, peut bien être à fond parlementaire, parce qu'il lui suffit d'avoir, d'une main sûre, façonné le moule où couler les intelligences républicaines. Un Marcelin Berthelot ne gagnait rien — moralement — à être sénateur. Théodore Steeg, plus jeune, et, reconnaissons-le, de seconde zone, se devait d'entrer à la Chambre. Il y entre. Montrouge lui ouvre les bras; un obscur radical nommé Dubois était venu à mourir, M. Steeg se présenta. La circonscription étant difficile. Elle avait été boulangiste, puis nationaliste, passant tour à tour de Stéphen Pichon à Michelin, et de Michelin à Dubois — mais à quelques voix de majorité. Elle venait d'envoyer au conseil municipal Poirier de Narçay, et celui-ci, fort de la confiance de ses concitoyens, s'opposait à M. Steeg. Mais M. Steeg était malin. On n'y prend pas assez garde : les protestants sont madrés. Ils ont, au service d'une ambition démesurée, insatiable, caricaturale parfois, une rouerie, une astuce incroyable. Dans les vieilles dynasties protestantes, elle s'avoue, aimable et fière, comme chez les Freycinet et les de Selves. Chez les vieux routiers, elle s'enveloppe de bonne joie cordiale, comme on le voit chez M. Gaston Doumergue. Chez les jeunes et les sectaires, sous le manteau de la cuistrerie ou du pharisaïsme, elle se dissimule, mais n'en est pas moins réelle et redoutable. Observez de sang-froid et en spectateur bien objectif, intéressé et patient, Emile Borel, Archimbaud et Steeg. Vous n'aurez pas perdu votre temps.

M. Steeg avait donc finement démêlé les éléments contradictoires du nationalisme, dans la deuxième circonscription du quatorzième, tendance d'extrême gauche, revisionniste et antiopportuniste, tendance de droite, plus neuve, développée avec le quartier transformé, patriotisme anticlérical ou libéralisme national. Il savait d'autre part les déchirements que les questions de personnes avaient créés dans l'aile droite de ses électeurs; il avait été témoin de la rancune bougonne de Michelin, des luttes d'Andrivaux et de Massard. Poirier de Narcay, populaire et cordial, mais timide, manquait d'envergure, d'autorité, de décision. Cette profonde connaissance du terrain et son habileté consommée assurèrent le succès de M. Steeg en 1904, *en* 1906, *en* 1910.

Tout de même, en 1910, *M. Steeg, qui s'était approché des honneurs et qui avait été appelé par Caillaux au ministère de l'Instruction publique, pensa que le moment était venu de changer d'établissement. Il jeta, avant le renouvellement de* 1914 *— où Poirier de Narçay fut d'ailleurs élu — son dévolu sur le Sénat. De hauts patronages et d'illustres amitiés lui en facilitèrent l'accès. L'entreprise était cependant difficile : on n'aime point porter au Sénat, en général, des députés de Paris.*

Tous les jeunes sénateurs de la Seine sont entrés au Luxembourg venant directement du conseil municipal, du conseil général, ou des associations industrielles. Freycinet, Poirier, Expert-Bezançon, Mascuraud, Strauss, Barbier, Bassinet, n'ont pas été députés. Imponderable puéril, mais qui accroissait la difficulté, il y avait déjà au Sénat un conseiller du quatorzième : Ranson. Steeg, couplé avec Charles Deloncle, but l'obstacle en janvier 1914.

A ce moment-là, il avait déjà donné l'exemple d'une certaine virtuosité. Caillaux, nous l'avons dit, en avait fait un ministre. Désigné comme traître par le ministre des Affaires étrangères de Selves, Caillaux était tombé. M. Poincaré, ministre national, parut. Son premier geste fut d'appeler M. Steeg à l'Intérieur.

Le Lorrain Poincaré, juriste précis, est voué à la religion républicaine dont l'empire est sur lui définitif. M. Steeg professait à l'Ecole alsacienne : c'était assez pour faire taire ses scrupules. Lorsque M. Briand remplaça M. Poincaré, élu président de la République, Steeg retourna rue de Grenelle, s'implanta, et il fallut l'avènement de M. Barthou, qui prit l'Instruction publique avec la présidence du Conseil, pour le rendre à la vie privée. Mais qu'était donc Steeg, en tout ceci? Caillautiste ou poincariste? Ni l'un, ni l'autre. Il ne travaillait que pour lui-même et se moquait du reste. Seulement, il ne le disait pas et ne tenait pas à ce qu'on le dît. M. Poincaré le croyait sans doute poincariste : le poincarisme veut une sorte de candeur dont cet agrégé de philosophie politicien était bien dépourvu. Caillaux le croyait-il caillautiste? C'est douteux. Il s'accommoda de Steeg, parce qu'il aime les ambitieux sans scrupules et les gens dont le caractère et la valeur morale ne sont à l'épreuve de séduction immédiate. Steeg reparut avec Ribot, toujours à l'Instruction publique, et lorsqu'on se fut décidé à chasser Malvy, il reparut à l'Intérieur. Il y demeura avec Painlevé et disparut avec lui. Clemenceau ne le garda point : il aimait savoir à qui il avait affaire; le collaborateur de Caillaux et de Painlevé avait beau être l'ami de Poincaré, de Briand et de Ribot, c'était trop — ou trop peu.

La dextérité de Steeg croissait avec les années. Il fut élu sénateur de la Seine en 1920 *sur une liste étrange qui pouvait se dire liste du Bloc national sans que ses élus fussent tenus de se réclamer de cette étiquette. Et c'est alors que lui survint une aventure comique, la seule de son histoire. Millerand, le bon Millerand, qui, sous son aspect un peu lourd, a l'âme légère d'un don Quichotte, en fit un ministre de l'Intérieur, et, devant la stupeur de la nouvelle majorité nationale, s'entêta à le lui représenter comme un des siens. Il jeta même son portefeuille et tout son actif politique dans la balance, pour l'amour de Steeg, et compromit ainsi tout le succès des élections de* 1919 *et l'avenir. Steeg ne lui rendit*

point, on le sait, la pareille. Mais il n'était pas tenu à la réciproque. Millerand n'est point né, ni consacré; il n'est point fils de pasteur et ne détient pas l'esprit du régime.

La bouffonnerie de 1920 *fut sans lendemain. M. Steeg, on le sait, devint gouverneur général de l'Algérie, c'est-à-dire vice-roi. Il faut reconnaître qu'il fut un gouverneur excellent. Dans ce pays difficile, le don indispensable est l'habileté. M. Steeg avait de cette qualité-là à revendre, et se tira d'affaire à merveille.*

Il refusa la présidence du Conseil, on le sait, en 1924. *Etait-ce pour ne pas quitter l'Algérie, qu'il abandonnait dix mois après? Non! Il refusa ce service suprême à M. Millerand qui s'était compromis pour lui, parce qu'il ne tenait pas le moins du monde à se compromettre dans une partie perdue d'avance. Effroyable et cynique ingratitude, mais bon placement. O vertu protestante! D'ailleurs M. Steeg n'aime pas se ranger dans un camp lorsque ce camp est en bataille. Ainsi, il s'abstient généralement au Sénat. Vous me direz que c'est parce qu'il est à Alger? M. René Besnard, qui est à Rome, vote, et ferme. Maintenant, Steeg, qui n a pas beaucoup de cœur ni de caractère, a peut-être du tact et de la tradition parlementaire.*

Il vient de réaliser une opération excellente. Ancien collaborateur de Painlevé et de Caillaux, séparément, il lui est donné de les suivre tous les deux à la fois. Et lui, qui avait, par son ingratitude de 1924, *provoqué la méprisante cohue de l'opposition, il apparut, dans ce ministère, comme l'un des éléments rassurants de la combinaison. Quand il est avec Painlevé ou Caillaux, on se rappelle qu'il est l'ami de Poincaré. Quand il est avec Poincaré, on lui pardonne à gauche, parce qu'on le sait l'ami de Caillaux. Et quand il est avec Millerand, on lui pardonne bien plus encore, parce qu'on sait pour qui il travaille, à combien peu il s'engage.*

Au fond, M. Steeg, ambitieux et avide, fera tout, sachant qu'il ne risque rien, pour détenir les faveurs et les pouvoirs. Il peut être anonyme et impersonnel, silencieux et masqué, puisqu'il est la conscience du régime. « Qu'importent les personnes et les circonstances, a-t-il dit un jour, si, par-dessus tout, on sert la France. » Steeg, oui. La France? Hum! Le Sénat est demeuré de glace à cet astucieux appel. Talleyrand avait déjà dit quelque chose dans ce genre. M. Steeg n'est pas Talleyrand, tant s'en faut. Ou c'est par les moins beaux côtés qu'il lui ressemble. Mais, bien sûr, Talleyrand n'en eût pas usé plus cavalièrement avec M. Millerand, sans perdre l'estime de M. Poincaré, ni la confiance de M. Caillaux.

★★★

Paris champ de foire.

Sommes-nous devenus tout à fait mabouls, nous autres Parisiens, ou si démoralisés qu'on puisse tout se permettre avec nous, notamment de bouleverser nos plus beaux quartiers pour le compte d'une exposition dite des Arts décoratifs, qui serait si bien ailleurs?

Quelle invasion de barbares a transformé en régions dévastées le noble paysage de nos quais et de l'Esplanade des Invalides?

Ne se trouvera-t-il pas quelque Gallieni pour briser la ruée boche et bolcheviste, sur ce champ de foire à la camelote, qu'on serait tenté d'appeler une foire au pain d'Leipsick?

Par quel incroyable abandon avons-nous laissé maquiller ainsi notre Paris, dont nous devons compte non seulement à tous les Français de toute la France, mais à l'univers entier, accoutumé d'y voir la plus haute image d'ordre et de beauté qui soit ici-bas?

Vous allez me dire qu'il ne faut pas en juger sur l'âge ingrat que traverse cette exposition adolescente, dans le turbulent désarroi des travaux en retard ; et que tout ce désordre nous prépare pour demain un admirable spectacle où l'on viendra de toutes parts goûter le charme et l'aisance d'un accueil qui ne se trouve que chez nous.

Si du moins notre exemple et notre autorité nous donnaient quelque chance de discipliner les débordements d'incohérence des calamiteuses initiatives prétendues artistiques où s'épanche le génie des empires centraux, ce serait une consolation ! Mais c'est en vain que nous mettrons à portée des barbares une rare collection d'œuvres délicates et pures présentées par des hommes jusqu'à présent réputés pour leur sentiment des belles choses et la pureté de leur choix. Sans doute, on va présenter aux yeux émerveillés de nos concurrents, venus du bout de l'horizon, d'innombrables merveilles et qui ne pourraient naître ailleurs dans les domaines enchantés de la décoration intérieure, de l'architecture, du costume et de ses ornements innombrables : nous aurons des révélations et même des traits de génie, et déjà chacun sait quelle féerie nous réserve l'aménagement du Grand-Palais, qui, lui, est bien chez lui et n'empiète pas au dehors.

Mais ne voyons-nous pas les dirigeants de cette émouvante manifestation, plus soucieux d'innovation que de tradition, selon le principe même de leur entreprise, condescendre à des excentricités ultra-futuristes où super-cubistes dans la frénésie des attractions délirantes et hurlantes qui nous valent ces Magic-Citys et ces Luna-Parks, dont l'incohérence exerce une attraction irrésistible sur les agapes politiciennes.

Avec l'assentiment du Conseil municipal, les organisateurs de l'exposition ont perdu la tête au point de consacrer toute une longue et

large section du quai d'Orsay à l'installation d'une chaîne de montagnes russes dont la voie ferrée aérienne va offrir aux amateurs d'émotions les accidents les plus ingénieux.

Quel outrage au bon sens, cet immense chantier dont la fourmillante activité constructive absorbe pour des bâtisses éphémères un nombre incalculable d'ouvriers et un énorme stock de matériaux, au cœur de la grande ville où la crise du logement causée par le prix de la main-d'œuvre et des matières premières est le fléau social le plus grave du temps présent !

Comment ne pas s'en émouvoir devant ce déploiement de la machinerie qui nous annonce une gigantesque exhibition d'insanités ! Rien n'y sera négligé pour assouvir l'hystérique besoin d'épouvantement des foules déchaînées, auxquelles ne suffit plus la quotidienne pâture de crimes, de catastrophes, de cataclysmes que leur jette chaque matin la presse d'informations.

En ces temps d'aberration, où tout court à l'encontre du bon sens, alors que toutes les constructions et reconstructions politiques, économiques et sociales s'édifient selon les plans de la Maison à l'Envers, n'est-il pas désolant de voir les hommes de goût et de jugement qu'on rencontre parmi les promoteurs de cet exhibitionnisme se prêter aveuglément à une si ahurissante bacchanale? Avec quelle inconscience ils ont pris la responsabilité d'interrompre pour des mois la liberté des mouvements de Paris, en cachant comme à plaisir aux yeux de nos visiteurs la noble splendeur de l'Esplanade et la courbe alerte des quais, où se dessine la silhouette de Paris, vive et flexible comme celle de la Parisienne elle-même. Un amoncellement de baraques foraines en stuc et ciment armé — quand donc ouvrira-t-on une conférence du désarmement pour le ciment? — obstrue l'horizon parisien, barre les ponts, brise les lignes et rompt l'enchantement de la rivière qui passe charriant la Pierre Liquide sous l'humiliation d'une indécente passerelle de ferraille.

C'est un moment à passer, nous promet-on ; mais après les embarras d'aujourd'hui et les bousculades de demain, pendant combien de temps se prolongeront les horreurs d'une démolition dont les crédits, paraît-il, sont déjà fort entamés, sinon complètement épuisés?

Paris est l'auberge du monde, c'est convenu, mais n'eût-il pas été plus convenable de réunir ailleurs l'infernal congrès d'une orgie cosmopolite où, sur le stuc blanchâtre des murailles improvisées apparaît déjà le *Mané*, *Thécel*, *Pharès* d'une société en démence.

Et Fernand conduit le bal, M. Fernand David ! Il a pourtant l'air d'un bon diable, ce pauvre diable, et qui ne semblait pas né pour tenir un Luna-Park, qui menace de finir en Lupanark !

On a fait de beaux discours et de volumineux rapports pour nous assurer que la France allait trouver dans cette exposition une occa-

sion unique de faire éclater la supériorité de son génie artistique. Et voici qu'au lieu de laisser à Paris la simple beauté de ses lignes, on l'enjolive à plaisir, on l'endimanche, on le déguise en chien coiffé. Encore heureux qu'on n'ait pas livré l'Arc de Triomphe au zèle artistique de ces amateurs ! Ils l'auraient enguirlandé et enluminé de festons et d'astragales en plâtre au mépris des grands bonshommes de Rude et du ciel de l'Ile-de-France, qui caresse jour et nuit les formes gracieuses de notre Parthénon.

A Courbevoie, messieurs, à Levallois-Perret où à Gennevilliers, mieux encore sur les fortifs ou au Jardin d'Acclimatation, votre étalage eût fait merveille ; mais dans le plus beau Paris, quelle profanation ! Croyez-en les rumeurs de la foule irritée dont le goût est plus sûr que les arrêts des missions officielles, qui décrètent la beauté en organisant le fouillis et le bafouillage.

Les nations sont conviées à venir montrer chez nous ce dont elles sont capables dans tous les arts. On a mis un empressement particulier à convier l'Allemagne et les Soviets. L'Allemagne n'est pas venue officiellement, mais elle règne. Dès 1914, elle a montré ce dont elle est capable en fait d'art décoratif. On en trouve l'étalage tout le long de la ligne qui va de Reims à la mer du Nord, par Ypres, Louvain et Malines.

Quant aux Soviets, va-t-on leur confier le soin d'aménager selon les derniers progrès des tortionnaires chinois de l'armée rouge un jardin des supplices qui nous dira le dernier mot en l'art de raffiner et prolonger la souffrance d'un peuple martyrisé?

Autre danger. Des rivaux moins provocants ou mieux doués de sens pratique viendront noter silencieusement les trouvailles de notre génie inventif et réalisateur, puisque nous leur offrons si bénévolement le moyen de surprendre, tout en se divertissant à notre foyer, les précieux secrets de notre industrie du luxe.

C'est parfait, les expositions, pour les visiteurs qui y trouvent une joyeuse quinzaine à passer ; mais cela ne va pas sans risques pour le pays qui les offre.

Celle de demain nous fait songer à l'aventure du roi Candaule, si fâcheusement puni pour avoir invité Gygès a contempler incognito les agréments de la reine dévoilée. On n'a jamais dégagé la signification symbolique de cet apologue oriental qui se rapporte sans doute à quelque exposition tenue en des temps très anciens dans la capitale de la Lydie et où les Mèdes reconnurent, mais un peu tard, le danger de montrer de près leurs trésors à des voisins sans scrupules.

Les seuls effets que puisse attendre d'une Exposition universelle ceux qui l'entreprennent, c'est un grand désordre avant et après, une insupportable cohue pendant sa durée avec la hausse du prix de la vie et, pour finir, le démarquage impudent des chefs-d'œuvres qu'on y expose, dans le pire sens du mot.

On croit attirer des clients, c'est des contrefacteurs que l'on suscite et qui se rient de la candeur infatuée, j'allais dire la candauleur, de l'amphitryon. Gygès ne s'en priva pas et son anneau fabuleux fournirait un admirable sujet de concours pour le grand prix de la bijouterie.

Pourquoi faut-il que le génie français provoque si étourdiment l'intrusion des rivaux audacieux qui le pillent et le narguent. Par quelle aberration l'oblige-t-on à faire les honneurs d'une hospitalière camaraderie à des gens qui préparent cyniquement contre lui toutes les invasions et toutes les revanches?

Voici qu'une fois encore les portes de Paris leur sont ouvertes dans un sourire.

Ces visiteurs indésirables, appelés à grands cris, vont se trouver à l'aise dans le tohu-bohu prétentieux où domine l'inspiration bolche, dans toute sa hideuse confusion. Messieurs les Allemands et messieurs des Soviets, soyez ici comme chez vous.

On n'a rien appris. Tout est oublié et le kronprinz peut, sans la moindre gêne, commander son dîner dans quelque Astoria. Il n'y aura bientôt plus personne pour troubler sa fête.

GROSCLAUDE.

Le Théâtre : « *On ne joue pas pour s'amuser.* »

S'adressât-il, comme M. Clément Vautel, à un million et demi de lecteurs, l'écrivain ne voit point son public. Singulière profession que celle de l'acteur qui affronte chaque soir ce monstre inconnu toujours prêt à le dévorer, le public ! Le comédien doué de réflexion et de jugement acquiert à ce contact une philosophie du métier curieuse à connaître. A plus forte raison lorsque ce comédien est auteur, à l'ancienne mode de Shakespeare, de Molière et de Champmeslé, et qu'il s'offre chaque soir à ces yeux dévorants qui jugent d'un même coup le jeu de sa personne et l'œuvre de son esprit. M. Sacha Guitry est dans ce cas. Lorsqu'il nous propose sa philosophie de l'art dramatique et du métier de comédien, on peut venir en confiance : il est toujours bon et souvent excellent.

On peut être assuré à l'avance qu'un tel inventeur ne mettra point sa philosophie en tirades. Pas davantage il ne compose des personnages qu'il charge d'exprimer ses opinions. Il est de ceux qui conçoivent directement dans la forme dramatique, c'est-à-dire qu'au lieu de concevoir une opinion ou une idée abstraite, elle s'incarne immédiatement dans un personnage en qui elle semble vivre non plus au compte de l'auteur, mais au compte du personnage. Deuxième trait caractéristique, M. Guitry joue la comédie et sa femme Mme Printemps la joue près de lui. Belle matière à philosopher sur les rapports

de l'auteur avec son interprète et, surtout, du comédien avec sa partenaire. Ainsi M. Guitry nourrira son inspiration avec son expérience personnelle, mais transposée, confiée à des personnages interposés et indépendants.

Telle semble dans la plupart des cas la démarche de son esprit : un fond personnel d'expériences, de réflexions, de sentiments ou d'idées confiés spontanément à des personnages. Auteur et acteur, M. Guitry cherche, comme il est bien naturel, à plaire à son public. Comme ses pièces sont interprétées par lui-même et par sa famille, il compose des rôles brillants, où la personne de l'acteur est à demi déguisée et à demi transparente. Il ne cherche ni à engrener très fortement une intrigue, ni à fouiller très profondément un caractère. Son goût le porte à imaginer non pas de grands thèmes, il ne s'en soucie pas du tout, mais des détails dont la fantaisie, l'abondance, l'imprévu et l'habileté tiennent le public en haleine cependant que la qualité et la richesse de cette invention contentent les plus délicats. L'observation ne sert guère chez lui qu'à nourrir ce qu'il y a de meilleur dans un dialogue dont la qualité s'est grandement améliorée au cours de sa carrière. On n'y trouve à peu près plus ces mots d'auteurs tour à tour charmants ou trop faciles qui étaient un élément un peu inférieur de son succès lorsqu'il était moins fort. On n'y trouve à peu près plus que cette aisance qui n'est pas du tout la copie de la nature, mais qu'on appelle justement le naturel. Par-dessus tout, la qualité maîtresse est l'invention du détail, le jaillissement de la verve, la saveur d'une fantaisie qui relève les trouvailles les plus grosses et communique un charme presque poétique aux plus délicates. Si nous ajoutons que les scènes sentimentales, toujours un peu pareilles et faciles, sont de très loin ce qui nous plaît le moins chez M. Guitry, nous aurons pris une vue sommaire de son métier à laquelle il sera bon d'ajouter à la première occasion favorable un tableau résumé de ce fond, qui constitue, disons-nous, la trame de ses pièces, d'expériences, de sentiments ou d'idées personnels.

Il ne nous donne aujourd'hui sous le voile que ses idées sur le théâtre. Il est vrai que le théâtre absorbe toute son activité et toute sa pensée. Aussi le fond est-il ici particulièrement riche et savoureux. Une jeune femme de mœurs irrégulières qui s'ennuie dans son faux ménage et cherche à en sortir à son avantage, se met un jour en tête de jouer la comédie. Comme son protecteur est fort riche, elle monte aux frais de cet insipide personnage une tournée où, pour commencer, elle figurera dans les provinces auprès de comédiens célèbres : le jeune Raymond, le vieux Beauvallet. Ils joueront un drame romantique échevelé, *l'Enlèvement*. On part et, le premier soir, la comédienne improvisée reste court au beau milieu des tirades. L'effet est complètement manqué. Le jeune comédien se fâche, d'abord parce qu'il est offensé par cette insulte à son métier qu'il aime, et ensuite parce que la débutante lui a fait rater ses effets. Le vieux

comédien, plus indulgent, est touché par l'effondrement de la jeune téméraire, la console, lui donne des conseils et lui apprend tout doucement les secrets de la profession. A la fin de la tournée, elle est devenue tout à fait supportable, si bien que Raymond est tombé amoureux d'elle, et elle lui a cédé tout de suite comme si la loi du théâtre voulait que les comédiens aient plus vite fait et meilleur compte d'éprouver les sentiments qu'ils feignent.

Sur ce thème léger qui passe en courant, M. Guitry a entrelacé une partie sérieuse et une folle invention. Le sérieux est le rôle du comédien Beauvallet. C'est lui qui apprend à la jeune débutante ce qu'est le théâtre ; il lui donne des conseils sur le métier en même temps qu'il lui montre doucement ce qu'il peut y avoir de noble dans ce métier exercé avec amour, talent et dignité. C'est pourquoi nous reprochons à M. Guitry d'avoir prêté à cet acteur des mœurs faciles. Que le théâtre y incline, ce n'est pas à nous de le souligner, et il nous semble que ce n'était pas à M. Guitry de le mettre en lumière. On pourrait peut-être encore relever une légère contradiction : Beauvallet parle en maître d'un art sérieux, digne, véridique et, au sens qu'il convient à donner à ce mot quand on parle d'art, naturel. Et d'autre part, dans *l'Enlèvement*, il tient un personnage chargé jusqu'à la caricature. Il y a là un léger désaccord, sur lequel on passe volontiers, tant est comique et ingénieuse cette caricature. Les deux actes où l'on voit les comédiens jouer une folle parodie du drame romantique sont si plaisants, si franchement drôles en même temps que si riches de sens sous la charge débridée que les plus délicats rient sans le moindre remords de cette ample, franche et savoureuse satire.

Mais le meilleur, le plus digne de mémoire est assurément dans les propos de l'acteur Beauvallet sur son art. Le rôle est tenu par M. Lucien Guitry, si bien que l'autorité de l'auteur en la matière est renforcée par l'autorité qui s'attache à l'interprète. L'un parlant pour le compte de l'autre, ils exposent, sous ce tour aimable et pénétrant qui appartient à M. Sacha Guitry, la fleur d'une expérience aussi riche d'intelligence que d'amour.

Nous ne pouvons préjuger ce que la postérité retiendra du théâtre rapide et léger de cet auteur, le plus évidemment doué de ceux qui, écrivant pour la scène, n'ont encore déroulé que la première partie de leur carrière. Sans trop nous occuper de l'insondable avenir, on peut affirmer qu'il y a dès aujourd'hui plaisir et profit à entendre M. Sacha Guitry parler des choses du théâtre. Sa compétence fait songer à celle de M. Josse parlant d'orfèvrerie. Mais elle n'est pas indigne de faire songer à celle du maître qui démontait les secrets de son métier dans *l'Impromptu de Versailles*.

Lucien Dubech.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

La crise de la trésorerie. La chute du cabinet Herriot. — *En quinze jours, les événements se précipitent.*

Au Sénat, le 2 avril, M. Clémentel, ministre des Finances, est obligé d'avouer la crise grave de la trésorerie. Pour y parer, il expose un projet consistant à créer des billets de banque spéciaux pour les besoins du commerce.

Un silence atterré accueille ces déclarations. M. François-Marsal, en revanche, est très applaudi dans son analyse de la crise de confiance, cause des embarras du Trésor.

M. Herriot, accouru en toute hâte, déplore qu'on ait introduit la question de trésorerie dans la question du budget. Il flétrit dans l'inflation « le plus odieux des expédients » et annonce que le gouvernement va déposer un projet d'assainissement financier.

Dans la matinée du 2 avril, un communiqué officiel exposait, en réponse aux bruits qui couraient, que « le gouvernement, fidèle à la déclaration qu'il a faite de ne demander aucune inflation pour les besoins de l'Etat et de rester dans la limite des avances légales de la Banque de France, a examiné les moyens qu'il proposera pour faire face aux besoins actuels du commerce sans manquer à cet engagement ».

Un Conseil des ministres a lieu dans la nuit du 2 au 3. M. Clémentel n'y assiste pas. Il remet sa démission.

M. de Monzie est appelé, le 3 avril, à prendre le portefeuille des Finances.

Il dépose, le 7, le projet de loi annoncé par M. Herriot : émission de 4 milliards de nouveaux billets, contribution volontaire et obligatoire de 10 pour 100 sur le capital avec intérêt à 3 pour 100.

Mais la situation du ministère est gravement ébranlée. Le 5 avril, M. Millerand a été élu sénateur de la Seine. Le 7, le Sénat inflige un échec à M. François Albert, ministre de l'Instruction publique, à propos de l'affaire Georges Scelle. Le 8, également à propos du budget de l'Instruction publique, M. Herriot, qui a posé la question de confiance, n'obtient qu'une majorité de deux voix, transformée bientôt en minorité par des rectifications de votes.

Peu à peu, la vérité apparaît. La situation hebdomadaire de la Banque de France du 9 avril fait ressortir une augmentation de plus de 2 milliards des billets en circulation. La limite légale est dépassée d'autant. Depuis plusieurs mois l'Etat faisait de l'inflation détournée pour les besoins de la trésorerie!

A la Chambre, M. Herriot obtient cependant un vote de confiance, mais sa majorité est affaiblie. Elle tombe à 290 voix contre 246 (9 avril).

Le lendemain, le ministère est renversé au Sénat, par 156 voix

contre 132, *après interpellation de M. François-Marsal et discours de M. Poincaré* (10 *avril*).

M. Doumergue fait appel à M. Aristide Briand, qui renonce, devant l'hostilité des socialistes (14 *avril*), *puis à M. Painlevé, qui accepte et négocie avec M. Caillaux* (15 *avril*).

L'inflation est « régularisée » par un vote des deux Chambres le 15.

FRANCE. — *Le Conseil de guerre d'Orléans acquitte le capitaine Sadoul* (8 *avril*).

— *Démission de M. Georges Scelle* (10 *avril*). *Les étudiants obtiennent gain de cause.*

BELGIQUE. — *Renouvellement de la Chambre et du Sénat. Les socialistes réalisent des progrès aux dépens des libéraux. A la Chambre, ils seront à l'avenir le parti le plus fort :* 79 *contre* 78 *catholiques*, 22 *libéraux*, 6 *frontistes et* 2 *communistes* (5 *avril*). *Autorisé par son parti, M. Vandervelde accepte de former le nouveau cabinet. Il négocie avec la fraction des catholiques démocrates flamingants.*

ALLEMAGNE. — *Pour l'élection présidentielle du* 26, *les socialistes décident de retirer la candidature de M. Braun, jugé imprésentable, devant celle du catholique Marx, pour faire échec aux nationalistes* (1er *avril*).

Toutes les droites unies décident de présenter le maréchal de Hindenburg (8 *avril*).

En Prusse, le démocrate Hæpker Eschoff se démet à son tour (2 *avril*). *C'est M. Braun qui est chargé de prendre le pouvoir* (3 *avril*).

SYRIE. — *L'inauguration de l'université juive de Jérusalem et le voyage de lord Balfour provoquent les incidents que l'on prévoyait : à Naplouse le* 7 *avril, à Damas le* 9. *Lord Balfour se rembarque à Beyrouth le* 12.

A. M.

Le Gérant : GEORGES MOREAU.

PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 32181.